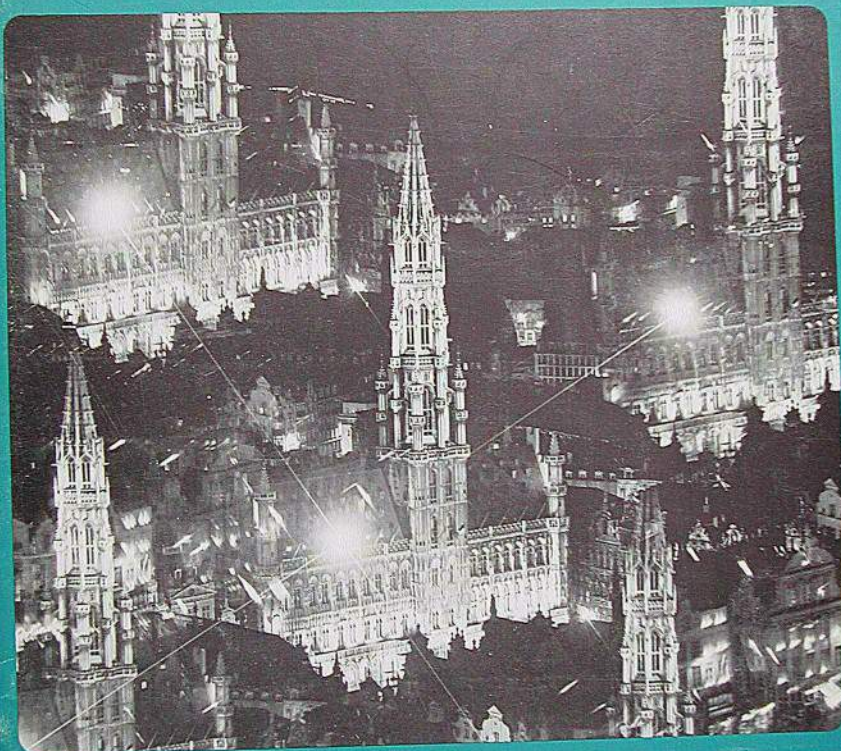


INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES



1978 - 8/9



TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

30th year

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

30e année

UIA's periodical celebrates its 30th anniversary in 1978, having changed its name from « International Associations » to « Transnational Associations » in 1977, in order to reflect the transnational nature of nonprofit associations (INGOs) by using more appropriate terminology. Our informed readers will have appreciated our intention to give a good example of conceptual clarity.

The purpose of « Transnational Associations » is to present significant contributions to understanding about the structure and functioning of the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs : international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense « Transnational Associations » is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

The readership therefore includes : international association executives, intergovernmental organization executives, scholars of the sociologie of international action, organizers of international meetings, commercial organizations offering services to international bodies, and others interested in the activities of the whole range of international organizations.

« Transnational Associations » is the organ of the nonprofit Union of International Associations, although the views expressed are not necessarily those of the UIA.

En 1978 la revue entre dans sa 30e année.

L'année 1977 a vu le changement de titre de notre Revue « Associations Transnationales » au lieu d'« Associations internationales ».

Le fait transnational des associations non lucratives (OING) le voulant ainsi, nos lecteurs n'ont pas été surpris que nous donnions le bon exemple d'un langage clair.

La raison principale d'« Associations Transnationales » est d'apporter sa contribution à la vie et au développement du réseau complexe des associations, dans ses structures comme dans son fonctionnement.

Le premier souci d'« Associations Transnationales » est de fixer l'attention sur les tâches et les problèmes d'un large éventail d'associations transnationales sans but lucratif— les organisations dites non-gouvernementales dans la terminologie des Nations Unies. En ce sens « Associations Transnationales » est la tribune des associations transnationales et de tous ceux qui s'y intéressent. Cette revue mensuelle contient des nouvelles, des études, des statistiques, des informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions. Aussi des articles, des chroniques ayant trait aux problèmes et aux intérêts communs aux associations.

Le sujet des articles choisis s'attache surtout à la méthode de l'organisation internationale considérée notamment dans ses rapports avec le secteur privé des associations et dans la perspective des adaptations nécessaires aux temps nouveaux, plutôt qu'au fond des problèmes, qui sont le propre de chaque groupement et traités ailleurs dans des revues générales ou spécialisées.

Nos thèmes habituels sont les relations, des ONG avec les organisations intergouvernementales, les techniques de l'organisation internationale, les systèmes d'information internationale, outre les entreprises multinationales.

« Associations Transnationales » est l'organe de l'UIA, association sans but lucratif, bien que les opinions qu'il exprime ne soient pas nécessairement celles de cet Institut.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS : 30th year, 1978

The subscription rate is : BF 850, or equivalent, per year (10 issues) + postage.

Method of payment :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London : Crossed cheque to Union of International Associations, 17, Anson Road, London N7 ORB.

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES: 30e année. 1978

Le prix de l'abonnement est de : FB 850. ou équivalent, par an (10 numéros) + Frais de port.

Mode de paiement à utiliser:

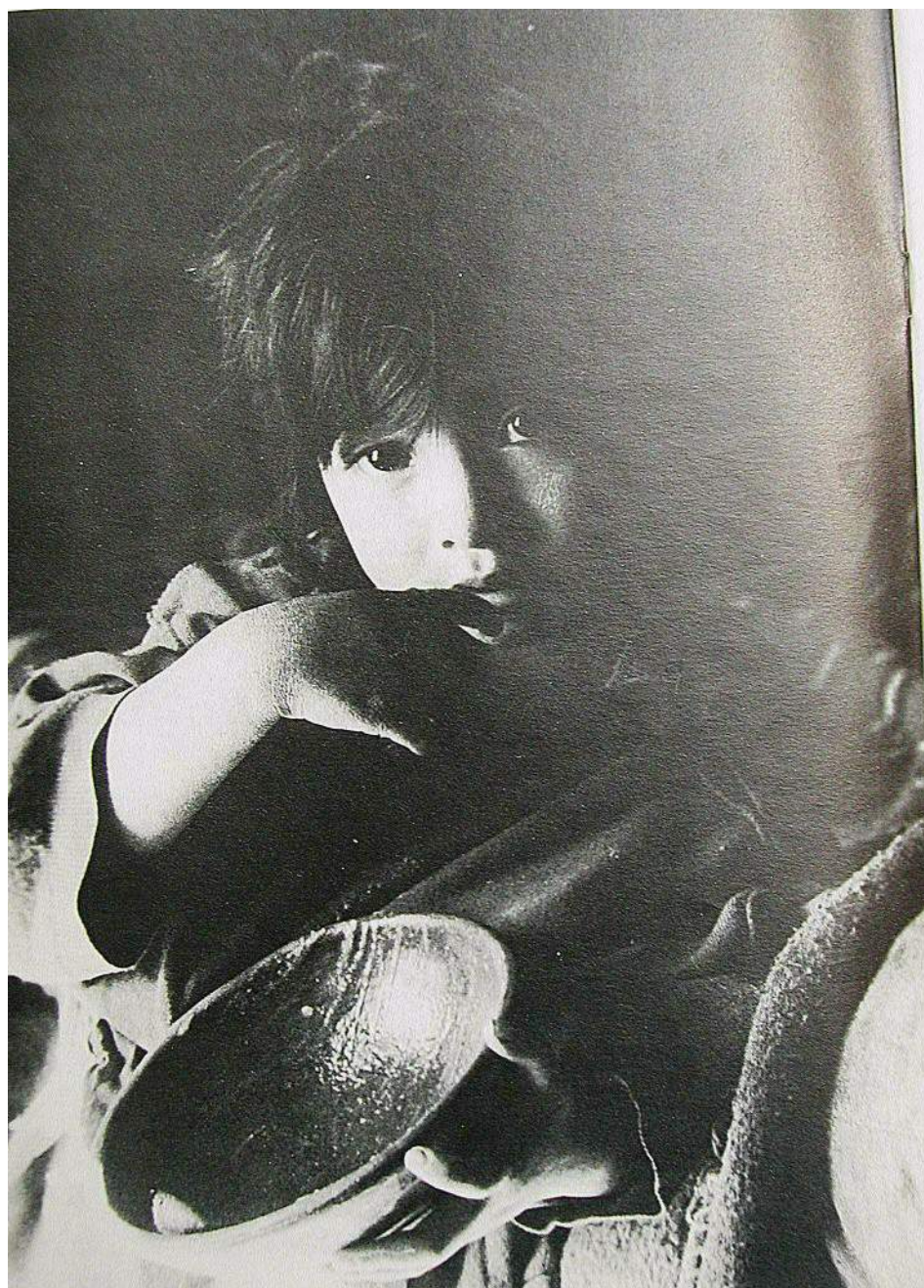
Genève: Compte courant n° 472.043.30 0 à l'Union des Banques Suisses.

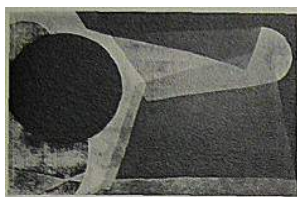
Paris : Par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

Copyright 1978 UIA

Views expressed in the

Copyright 1978 UIA
Les opinions
exprimées dans les





Sommaire /Contents

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS COMITE DE DIRECTION EXECUTIVE COUNCIL

Président : F.A. CASADIO, Directeur, Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie)
President :

Vice-Présidents : Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.
S.K. SAXENA (India)
Director of the International Cooperative Alliance.

Trésorier Général : Paul E. HIERNAUX (Belgique)
Treasurer General : Président de la Conférence Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie de la

Membres : F.W.G. BAKER (U.K.)
Executive Secretary, International Council of Scientific Unions
Luis G. de SEVILLA (Mexique)
Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit International.
Mahmoud FOROUGHI (Iran)
Ambassadeur, Directeur de l'Institut des Affaires internationales au Ministère des Affaires étrangères d'Iran.
Johan GALTUNG (Norvège)
Director, Goals Processes and Indicators Project, United Nations University.
Nikola A. KOVALSKY (URSS)

Ouvrier International de l'Académie des Sciences de l'URSS.
Marcel MERLE (France)
Professeur à l'Université de Paris I.
Jef RENS (Belgique)

Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for International Development.

Secrétaire Général : Robert FENAUX (Belgique)
Secretary-General :

- ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES - - TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS -

Redaction/Editorial
Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DE VILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK
Jennifer OTLET

august - September août - septembre

1978 - no 8-9

Editorial. Au plaisir d'un monde librement organisé en associations	358
Forum mondial 1980 — World Forum 1980	360
The UN-NGO dossier: The rights and duties of consultative status	365
Troisième rencontre de centres OING :	
(F11G — Genève; FAIB Bruxelles; CLOING — Paris)	
The Role of NGOs in promoting IYC, by Estafania Aldaba-Lim	374
L'année Henry Dunant — Croix Rouge '78	377
NGO/UN interaction in Sahelian disaster relief, by Barabara J. Brown	381
Rapport d'activités du secrétaire général (1978)	
du CLOING (France)	383
Les OING à Strasbourg	386
Un Européen sur deux cotise à une association	391
News from organizations — Vie des associations	392
Congressalia	394
Seventh supplement to the International Congress Calendar, 18th edition	397
List of UAI publications 1978-1979 399	

Cover photo : The City Hall, Brussels, situated in the superb «Grand Place», which participants at our World Forum, 1980 will be able to enjoy, 1980 will be an especially festive occasion for the host country, Belgium, marking as it does, the 150th Anniversary of its independence. (Photo by courtesy of the Belgian National Tourist Office CGT : Estherazy).

Photo de couverture : L'Hôtel de Ville, situé à la Grand-Place, lieu de rencontre de notre Forum 1980. (Photo : Commissariat Général au Tourisme de Belgique CGT : Estherazy).
Photo opposite page : UNICEF by Mangurian.

Published MONTHLY by
Union of International Associations- UAI (founded 1910)

Editorial and Administration : Rue aux Laines 1, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02) 511.83.96.

Printing : POOT, Brussels. Tel. 267.78.88.

Advertising : Union of International Associations, rue aux Laines 1,
1000 Brussels Belgium. Tel. (02) 511.83.96 — 512.54.42.

OR
Roger Ranson, Délégué - Directeur de publicité, Paris ; Tassigny,
92210 St. Cloud Franco. Tel. 602.5383.

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales • UAI (fondée en 1910)

Editeur responsable- R Féniaux , 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles
(Belgique). Tél. (02)511.83.96.

Imprimerie : POOT, Bruxelles. Tél. 267.78.88.

Publicité : Roger Ranson, Délégué - Directeur de Publicité, 9. av. de Lattre
de Tassigny, 92210 St. Cloud, France. Tél. 602.5383.

Union de» Associations Internationales, rue aux Laines 1, 1000 Bruxelles
Belgique. Tél. (02) 511.83.96— 512.54.42.

Editorial



Au plaisir d'un monde librement organisé en associations

A chacun son plaisir et sa tâche, dit joliment le poète supposé Homère. Mais il y a plaisir et plaisir, dans le chef de *chacun*. Ainsi le bon plaisir du Prince, le malin plaisir des disputes, le plaisir de l'autorité, le plaisir du lucre, ne nous concernent pas à cette tribune. Songeant à l'univers des associations, identifié par le désintéressement, en règle générale, nous corrigerions volontiers notre classique en parlant plus exactement de « plaisir à la tâche ».

Notre ami G.P. Speeckaert, qui a tant donné de sa vie et de sa personne à l'action volontaire, bénévole, gratuite, remarquait incidemment l'autre jour, à une réunion où il apportait une fois encore son concours à nos œuvres et alors que se posait un problème d'argent : « Nous avons l'habitude de travailler pour rien ! ». Ce « Nous - de Majesté, c'est globalement le réseau associatif qu'on se résigne encore, par habitude, pour être compris de tout le monde, à appeler les organisations internationales non-gouvernementales, malgré la double ambiguïté du *transnational* privé, non lucratif ou de profit, et de *l'international* interétatique. « Nous », c'est la meilleure part de cette société d'hommes de bonne volonté qui se vouent et se dévouent au bien d'autrui, même s'ils croient œuvrer à leur propre bien en retour. On pense tout de suite à l'admirable élan des concours apportés à l'Année de l'Enfant. « Nous », c'est le cercle des militants convaincus de l'idée associative, une idée composée de liberté et de solidarité, conçue comme une des plus nobles aspirations humaines et sociales, singulièrement dans l'ordre moral, spirituel, caritatif ou coopératif.

A toutes les rencontres internationales et transnationales des adeptes de la société associative, érigée en système de la tolérance, à tous ces rendez-vous d'hommes et de femmes, maîtres à penser et praticiens à agir, nous sommes toujours trappés d'une grande richesse en savoir, en compétence, en expérience et par dessus tout en dévouement. Des

qualités éminentes qui trouveraient probablement un autre salaire plus palpable si elles s'attachaient au pouvoir ou au gain.

L'actualité nous invite à ce propos à ouvrir une parenthèse ayant trait au vaste domaine associatif des sports. Les statistiques que nous publions d'autre part au sujet de la communauté européenne, qui compte un associé cotisant sur deux citoyens, nous montrent que l'association sportive nationale vient immédiatement après la syndicale et la mutualiste.

Il n'est que trop vrai, malheureusement, qu'en système capitaliste, la raison de lucre tend à se mêler toujours davantage à la raison de compétition, cependant qu'en système communiste la raison d'Etat gonfle les muscles des athlètes et les voiles de leurs exploits. Au degré des relations internationales, un événement comme les Jeux olympiques est toujours l'occasion de vains regrets sur le temps des amateurs, des volontaires. Au soir des étapes du Tour de France cycliste, on nous dit que les coureurs font avidement leurs comptes. Ce professionnalisme, auquel peu de sports échappent encore, est peut-être obligé. Du moins n'empêche-t-il pas la masse des « supporters » de s'associer pour leur plaisir et de revenir ainsi à la vertu associative. Fermons cette parenthèse.

Mais la vertu associative de désintéressement, si précieuse pour un nouveau modèle d'ordre mondial, plus sûr, plus juste, sinon plus heureux, doit trouver sa place, son emploi, son efficacité dans l'organisation de la société à tous les échelons de la Cité, de l'environnement local et familial à la solidarité régionale et universelle. Sans quoi l'interdépendance, dont on parle tant, ne serait qu'une vue de l'esprit, sans plus.

Au soir d'une longue vie, dans sa retraite de Meaux, Bossuet, l'illustre prédicateur français, essayant de concilier

son âme chrétienne et sa pensée politique — attachée à une autorité de droit divin, absolue, transcendante — au plaisir de Dieu — remarquait : « La société humaine peut être considérée en deux manières. Ou en tant qu'elle embrasse tout le genre humain, comme une grande famille. Ou en tant qu'elle se réunit en nations... société d'hommes unis ensemble sur le même gouvernement et les mêmes lois ». N'était-ce pas déjà les deux sociétés selon Bergson, dans ses « Deux sources de la morale et de la religion », la société close des Etats et la société universelle ouverte à l'humanité entière ? Mais de l'orateur sacré au philosophe de l'intuition, il y a toute la distance entre l'ici-bas et l'au-delà, entre une société idéale et une société historique, distinguée par Maurice Schumann dans son dernier ouvrage « Angoisse et certitude ». (1)

Sous le règne de Louis XIV, le Prince légitime, seulement tenu à sa conscience devant Dieu, devait avoir le dernier mot, comme de nos jours encore tant de tyrans et de tyranneaux, qui se sont simplement déchargés de leurs scrupules de conscience. Au temps de la Société des Nations d'influence européenne et jusqu'à l'avènement des fascismes, l'autorité était tempérée par la démocratie, du moins dans les princi-

paux Etats. Mais la diplomatie intergouvernementale ne concevait pas encore les relations internationales en termes de participation du secteur privé, à la seule exception du Bureau international du Travail.

Il fallut une deuxième guerre mondiale effroyable, qui a haussé les cœurs un instant de l'Histoire, pour susciter le grand cri des Droits de l'Homme, enregistré dans la Charte des Nations-Unies, et inspirer l'idée de la consultation de groupements humains, ces cadres associatifs, ces forces sociales et d'opinions, ces ONG si mal nommées, qu'on n'a pas pu empêcher plus longtemps de se mêler de ce qui après tout les regarde.

C'est ainsi qu'on est passé imperceptiblement de l'international au transnational — des années 20, quand Prélôt inventait le mot, aux années 50, quand Jessup réussissait à l'accréditer — cependant, que plus près de nous, l'Annuaire de l'UAI épaississait à vue d'œil. d'une édition à l'autre, le dernier, de cet été 1978, actant un réseau transnational de 8.300 associations...

pansion d'un mouvement d'initiative privée marqué par le volontariat, le désintéressement, et qui se présente à nos contemporains en facteur de paix et d'ordre démocratique. Mais le sait-on et qui le sait ? Nos lecteurs se poseront ces questions d'information et de situation en prenant connaissance des dossiers que nous publions d'autre part.

A chacun le plaisir de sa tâche, disions-nous au seuil de cet éditorial. Le nôtre va s'attacher désormais au dessein d'un Forum mondial des associations (OING), qui se tiendra à Bruxelles, au siège historique de l'UAI, en juin 1980, l'année anniversaire des 70 ans de notre Institut. On trouvera dans ce numéro de notre Revue un avant-projet du programme de cet événement associatif. Chacun voudra bien en noter la date et considérer les grandes lignes d'un plan d'études placé sous une devise qui en résume la pensée : liberté, solidarité, universalité.

Robert FENAUX.

Prolifération d'un phénomène montant des profondeurs de la société, ex-

(1) Voir * Associations Transnationales », Editorial de mai 1978.

Photo INBEL : Belgium's Triumphal Arch commemorating its 50th year of independence. UA's international Forum 1930 will be held in Brussels. Coinciding as this does with Belgium's 150th year of independence, the Forum provides a happily appropriate occasion to pay tribute to the host country's particularly significant contribution to International Life.



The Forums meeting place for 1980

1910



1980

Le siege du Forum 1980



Photo
:



Photo :
INBEL



Photos : Palais de Congrès, Bruxelles



1910



1980

De l'international au transnational

Forum Mondial 1980 - World Forum 1980

From international to transnational

« Regards » sur le réseau universel des associations : « L'œil est organe de la vision, mais le regard est acte de prévision, et il est commandé par ce qui doit être vu, veut être vu, et les négations, correspondantes. Ces verbes sont le futur psychologique ».

Valéry. Suite, Regards, p. 51

Le Site : Bruxelles.

La Date : du 23 au 27 juin 1980.

La Circonstance : le 70ème anniversaire de l'Union des Associations Internationales (UIA) coïncidant avec le cent-cinquantième de l'indépendance de la Belgique Etat-hôte.

L'Objet : Le fait associatif, phénomène et mouvement de société démocratique, considéré en soi avec ses mécanismes propres et dans ses projections transnationales, en vue de sa participation à l'ordre mondial en élaboration.

L'Organisation prévue : Rencontre simultanée de groupes et de personnes.

- Le Forum proprement dit organisé par l'UIA et sous sa responsabilité.
- Des manifestations organisées parallèlement par d'autres associations sous leur responsabilité propre, indépendamment de l'UIA.
- Des Expositions évoquant le mouvement international des associations; notamment des divers types de fédérations d'associations internationales (structure et fonctionnement des liaisons permanentes et temporaires).
- Comité de patronage de composition internationale.
- Comité organisateur de composition internationale.
- Appui des autorités de l'Etat-hôte et de la Cité-hôte.

L'idée originelle : Colloque de réflexion générale de l'UIA, tenu à Genève au BIT en 1976, sur « L'avenir des associations transnationales dans les perspectives du nouvel ordre mondial », avec la participation de divers représentants autorisés du monde de l'université, de la diplomatie et de l'organisation internationale intergouvernementale et non-gouvernementale.

I. — Le titre du Forum et son explication.

Le titre du Forum et le sigle mentionné entre parenthèses demandent explication :

- la Charte des Nations-Unies, en son article 71 autorisant la consultation des associations à la fois nationales et internationales, les a baptisées organisations non-gouvernementales (ONG). Le qualificatif international a été ajouté pour marquer la différence entre les deux niveaux, le sigle devenant alors parfois OING. Or voici, fait nouveau, que le concept extraterritorial de transnationalité — dans son application délibérément particulière aux associations sans but lucratif — tend actuellement à se substituer au concept ambigu d'internationalité dont le sens va étymologiquement aux relations entendues entre Etats-Nations.
- le premier Congrès mondial des associations internationales, qui s'est tenu à Bruxelles en 1910, a donné naissance à "l'Union des Associations internationales", à l'origine une Fédération d'associations, devenue depuis un Institut universel de personnes cooptées, à mission d'études, d'action, de documentation et de publications, au service du réseau transnational des associations.

Place : Brussels, Belgium.

Date : 23 to 27 June 1980.

Occasion : 70th Anniversary of the Union of International Associations (UIA) coinciding with the 150th Anniversary of the independence of the host-country, Belgium.

General theme : The phenomenon and movement of associations as an established fact of democratic society — considered in its own right with its own mechanisms and in terms of its transnational extension, with a view to its participation in the world order in process of elaboration.

Organization of programme : Simultaneous meeting of groups and individuals.

- The Forum itself, organized by the UIA and under its responsibility.
 - Events organized in parallel by other associations under their own responsibility, independently of the UIA.
 - Exhibitions displaying the international movement of associations, particularly the different types of federations of international associations (structure and function of permanent and temporary linkages).
 - Sponsoring Committee of international composition.
 - Organizing Committee of international composition.
 - Support of the authorities of the host-State and host-City.
- Initial idea : Proposed at a symposium of the UIA, held in Geneva at the ILO in 1976, on "The future of transnational association from the standpoint of a new world order", with the participation of representatives from universities, diplomatic circles, and from international governmental and non-governmental organizations.

I. — Title of the Forum explained

The title and the initials indicated in parenthesis require an explanation :

- the United Nations Charter, in Article 71, authorises consultation with both national and international associations and baptises them nongovernmental organizations (NGOs). The international qualifier is introduced in practice to distinguish between the two levels, making the initials INGO in some circles. A new situation has now emerged, namely the extraterritorial concept of transnationality — particularly as it is applied to nonprofit-making associations — is currently in process of being substituted for the ambiguous concept of internationality understood in its etymological sense of relations between nation-States.
- the first World Congress of international Associations, which was held in Brussels in 1910, gave birth to a • Union of International Associations», which at that time was a federation of associations and has since become an Institute of coopted persons. Its activities include research, documentation and publications, and other initiatives to facilitate the work of the transnational network of associations.



Idées dominantes : Liberté, solidarité, universalité

- I. — Identification du fait associatif considéré dans son originalité comme acteur et (acteur autonomes des relations internationales, au départ de ce qu'on pourrait appeler les libertés associatives fondamentales : libertés d'association, de réunion, d'information, de communication. La personnalité propre aux associations (OING) indépendamment des Etats et des entreprises de profit.
- II. — Détermination des intérêts communs à tous les réseaux transnationaux des associations (OING) :
- Sauvegarde des libertés associatives fondamentales. Respect de l'indépendance et de la spécificité des associations (OING).
 - Solidarité entre associations (OING) dans leurs revendications transnationales à l'égard des Etats et de l'organisation interétatique.
- III. — Définition d'une participation libre et efficace des associations (OING) aux fins de l'organisation internationale universelle et régionale, sans subordination au système interétatique, dans les perspectives de l'ordre mondial, (Y compris l'incidence de la restructuration de l'Organisation des Nations-Unies sur le statut consultatif).
- IV. — Solidarité globale selon la loi de l'interdépendance; devoir social de participation des associations (OING), au service d'une société des peuples et d'un ordre international satisfaisant les exigences du développement, les aspirations de la jeunesse et les droits de la femme.
- Extension géographique du mouvement associatif (ONG et OING) aux pays en développement.
 - Formation et application universelle de l'esprit transnational.
- Deux Commissions de compétence générale, traitant :
- l'une de la personnalité des associations dites internationales (OING) sous ses divers aspects et avec toutes ses implications
 - l'autre de la fonction transnationale de ces associations, impliquant leur participation à l'organisation internationale, universelle et régionale, et leur insertion dans un ordre mondial global.
- Deux Commissions d'intérêt commun aux associations mais de domaine plus spécialisé traitant :
- l'une de la communication transnationale (langage, information, documentation) y compris « les problèmes mondiaux »
 - l'autre des réunions transnationales (congrès et autres).

1ère Commission

Thème : Le fait associatif et sa portée transnationale.

Principes :

- Liberté, Solidarité, Universalité.
- Libre initiative (non-gouvernementale). But non lucratif. Entité démocratique. Cadres sociaux. Forces sociales et d'opinion indépendantes des Etats et des entreprises de profit.

Problèmes :

- Libertés associatives de création, de réunion, de communication. Respect de la spécificité.
- Solidarité d'intérêts communs aux mouvements associatifs (Droits).
- Solidarité dans les relations internationales et transnationales. (Devoirs)
- Universalité : Extension géographique du mouvement associatif au monde en développement; pluralisme dans l'ordre mondial; participation des femmes et des jeunes; fait associatif et développement.
- Limitation de la souveraineté des Etats; société des peuples à frontières ouvertes.

Dominant Ideas : Liberty, Solidarity, Universality

- I. — Identification and definition of associations as an established phenomenon, unique as autonomous actors and factors in international relations in the light of what may be termed fundamental freedoms of associations : freedom to create associations', to hold meetings, and freedom of information and communication. The special nature of associations (INGOs) independent of States and of profit-making enterprises.
- II. — Determination of the nature of the interests common to all transnational networks of associations (INGOs) :
- Safeguard of the fundamental freedoms of association. Respect for the independence and specificity of associations (INGOs).
 - Solidarity between associations (INGOs) in their transnational claims with respect to States and inter-state organization.
- III. — Definition of free and effective participation on the part of associations (INGOs) towards the ends of universal international and regional organization within the world order but without subordination to the inter-state system. (Including the effects of the restructuring of the United Nations Organization on the consultative status system).
- IV. — Global solidarity on the basis of interdependence; social obligation of associations (INGOs) to participate in the service of a society of peoples and of an international order satisfying the needs of development, the aspirations of youth and the rights of women.
- Geographical extension of the association movement (NGO and INGO) to developing countries.
 - University education and development of a spirit of transnational understanding.
- Two Commission of general scope, covering :
- the nature of associations termed international (INGOs) from various points of view and with all its implications
 - the transnational function of such associations, implying their participation in international organization, whether universal or regional, and their involvement in a global world order.
- Two Commissions on interests common to associations but concerned with more specialized questions :
- transnational communication (language, information, and documentation) including " world problems ".
 - transnational meetings (congresses and other types)

1st Commission

Thème : The association phenomenon and its transnational aspects.

Principles :

- Liberty, Solidarity, Universality.
- Freedom of initiative (nongovernmental). Nonprofit-making objective. Democratic entity. Social framework. Social movements and movements of opinion independent of States and profit-making enterprises.

Problems :

- Freedom to create associations, to hold meetings, and freedom of information and communication. Respect of specificity.
- Solidarity of common interests of association movements (Rights).
- Solidarity in international and transnational relations (Responsibilities).
- Universality : geographic extension of the association movement to the developing countries; pluralism within the world order; involvement of women and youth; the association phenomenon and the development process.
- Limitation of the sovereignty of States and the open society.

1910



1980

2ème Commission

Thème : La participation des associations à l'organisation internationale et à l'ordre mondial.

Principes :

- Indépendance des associations dans l'interdépendance des relations internationales.
- Juxtaposition du système des relations transnationales au système des relations internationales.

Problèmes :

- Le statut juridique des associations. (OING)
- Le statut consultatif au niveau des institutions universelles, spécialisées et régionales, et ses implications.
- Le droit de critique des associations (OING) à l'égard des Etats et de l'organisation interétatique.
- Le droit d'intervention des forces d'opinion dédiées à la sauvegarde des Droits de l'Homme et de l'environnement.
- L'extension du Développement économique aux forces sociales.

3ème Commission

Thème : La communication transnationale dans le monde contemporain.

Principes :

- Interdépendance de l'information et de la communication.
- Interdépendance de la documentation et de la culture.
- Bases scientifiques de la vie internationale.

Problèmes :

- Le langage et les relations transnationales. Concepts, terminologie, interprétation, traduction.
- L'information et la communication dans le réseau transnational.
- Le rôle du réseau transnational des associations dans la documentation internationale.
- La nature, la perception, la description des problèmes mondiaux; leurs interrelations; leurs relations avec les organisations qui s'en occupent.

4ème Commission

Thème : La sociologie et l'organisation pratiques des congrès internationaux et transnationaux.

Principes :

- Liberté de réunion.
- Droit d'accès et de participation aux Congrès et autres réunions sans distinction de nationalité.
- Respect de l'indépendance statutaire des associations.

Problèmes concernant :

- a) la participation aux congrès et autres réunions.
 - Dispositions et mesures d'accueil : avantages, restrictions, obligations administratives.
 - Dispositions fiscales nationales pour les participants : avantages octroyés par certains pays ayant une politique de congrès; restrictions, limitations, obligations administratives.
- b) les relations entre participants
 - les besoins et problèmes des participants aux congrès et autres réunions
 - la contribution des spécialistes en relations
 - les techniques qui facilitent les relations
 - l'équipement qui facilite les relations.
- c) les développements et techniques nouvelles applicables à l'organisation des réunions transnationales.

* *

Ces commissions pourraient, le cas échéant, être scindées en groupes de travail au gré des participants.

2nd Commission

Thème : The participation of associations in international organization and in world order.

Principles :

- Independence of associations in the interdependence of international relations.
- Juxtaposition of the system of transnational relations in relation to the system of international relations.

Problems :

- The legal status of associations (INGOs).
- The consultative status with universal, regional and specialized institutions, and its implications.
- The right of associations (INGOs) to criticize States and inter-State organizations.
- The right of movements of opinion to intervene to safeguard human rights and protect the environment.
- The extension of economic development to social movements.

3rd Commission

Theme : Transnational communication in the contemporary world.

Principles :

- Interdependence of information and communication.
- Interdependence of documentation and culture.
- Scientific foundation of international activity.

Problems :

- Language and transnational relations. Concepts, terminology, interpretation, translation.
- Information and communication in the transnational network.
- The role of the transnational network of associations in international documentation.
- The nature, detection and description of world problems, their interrelationships, and their relation to organizations.

4th Commission

Theme : The sociology and practical organization of international and transnational meetings.

Principles :

- Freedom to meet.
- Right of access to, and participation in, congresses and other meetings, without distinction of nationality.
- Respect for the statutory independence of associations.

Problems :

- a) Participation in congresses and other meetings
 - Reception arrangements and procedures : advantages, restrictions, administrative obligations
 - National fiscal arrangements for meeting participants : advantages accorded by certain countries with a convention policy; restrictions, limitations, administrative obligations.
- b) Relations between participants
 - Needs and problems of participants at congresses and other meetings.
 - Contribution of specialists in meeting dynamics and communication.
 - Techniques facilitating meeting dynamics and communications.
- c) Developments and new techniques applicable to the organization of international meetings.

These commissions could, if necessary, be split into working groups according to the wishes of participants.

1910



1980

Des réunions parallèles au Forum pourraient débattre d'autres sujets par exemple :
 — la personnalité juridique et le statut international des associations
 — les Associations et les groupements régionaux.

Meetings in parallel with the Forum could debate other questions, for example :
 — The legal form of associations and their international status.
 — Associations in relation to regional groupings.



Brussels, Photo INBEL

H. — Suite du Colloque de Genève.

En conclusion et à la suite du Colloque, l'UIA a été pressée, de toutes parts, de remplir sa destination d'études et de service en s'attachant à l'examen des problèmes associatifs dont la solution pourrait contribuer à résoudre la crise globale actuelle qui atteint toutes les forces internationales et transnationales gouvernementales et non-gouvernementales, et ainsi peut-être aider à débloquent la société.

Le Colloque a projeté l'image d'un sixième continent non territorial qui, en surimpression des relations internationales des continents territoriaux, développera un esprit transnational qui devrait désormais animer les universités dans la formation de la jeunesse.

Le mot de la fin du Colloque fut qu' " à l'avenir, une importance adéquate devra forcément être attribuée au système des relations transnationales juxtaposé au système des relations internationales ».

Voir Actes du Colloque ().*

III. — La compétence de l'UIA.

Son rôle sociologique : observer les faits et étudier les problèmes propres au phénomène et au mouvement associatifs sous les aspects transnationaux des relations internationales.

Sa fonction sociale : discerner et servir les intérêts communs au réseau universel des associations (OING), identifiées comme des entités autonomes, indépendantes des forces politiques des Etats, distinctes des forces économiques de profit, autrement dit comme les cadres démocratiques de la société des peuples et des personnes, comme une force en soi, dans le rapport des forces, essentielle à la vie et à l'organisation internationale.

Association sans but lucratif, auxiliaire des autres associations, l'UIA a mission : de mettre en évidence le fait associatif et ses antennes transnationales dans le système des relations internationales établi et en évolution; de faire toutes les démarches d'information et de pression propres à la sauvegarde de l'indépendance des associations et de leur liberté d'action selon les principes de la Charte des Nations-Unies; de pourvoir à l'efficacité et à l'utilisation des associations à l'ordre international aux fins d'une société ouverte des peuples.

Dans les limites de cette compétence de nature méthodique, l'UIA s'interdit d'intervenir dans le fond des problèmes spécifiques des associations et de s'ingérer dans la conduite politique des Etats.

Il suit de cette démarcation de la compétence de l'UIA que l'originalité de l'initiative du Forum et de l'avant-projet de programme proposé supra réside dans la jonction systématiquement établie entre les côtes théoriques et pratiques du phénomène et du mouvement associatifs.

II. — General conclusions of the Geneva symposium.

In its conclusions and following the symposium, the UIA was urged by many to fulfil its function of research and facultative service by focusing on problems of association. This was seen as a contribution to the resolution of the current global crisis which affects all international and transnational action, whether governmental or non-governmental, and could therefore assist in « unblocking » society. The image was developed at the Symposium of a Sixth Continent (nonterritorial) which, superimposed on the international relations amongst the territorial continents, will develop a transnational spirit which should henceforth motivate universities in the education of youth.

In concluding the Symposium, it was noted that « in future, adequate importance must necessarily be given to the system of transnational relations in juxtaposition to the system of international relations ».

See the Acts of the Symposium ().*

III. — Competence of the UIA.

Sociological role : observe the facts and study the problems relevant to the phenomenon and movement of associations from the transnational aspect of international relations.

Social function : identify and serve the common interests of the universal network of associations (INGOs), recognized as autonomous entities, independent of the political forces of States, distinct from profit-making economic forces, namely as the democratic framework of the society of peoples and persons. This is conceived as one of the forces in the balance of forces essential to international activity and organization.

As a non profit-making association, and an auxiliary to other associations, the UIA has as its mission : to make evident the fact of associations and their transnational dimension in the system of international relations, whether established or in process of elaboration; to take all the initiative necessary through information or appropriate pressure in order to safeguard the independence of associations and their freedom of action according to the principles of the Charter of the United Nations; to work towards the improvement in the effectiveness and usefulness of associations (INGOs); to promote consultation and participation of associations in relation to the international order and towards an open society of peoples.

Within the limits of this mandate focused on the methods of international activity, the UIA avoids questions specific to particular associations or any matter relating to the politics of States.

It follows from this demarcation of the competence of the UIA that the unique feature of the Forum, and of the provisional programme indicated above, lies in the systematic linkage established between the theoretical and practical aspects of the phenomenon of the association movement.

(*) Publiés en " Documents " par les soins du Ministère belge des Affaires étrangères.

(*) Published as " Documents " by the Belgium Ministry of Foreign Affairs.



The Rights and Duties of Consultative Status

In "Transnational Associations" No 5 we opened a dossier on the question of the consultative status of NGOs with ECOSOC by publishing the replies of France and Austria to ECOSOC's enquiry into NGOs application of the principles governing their consultative status. In this, vital questions concerning the very independence of associations, their identity, role and critical freedom with regard to the international organisation and the member States of the UN are at stake.

In view of their continuing significance, we are publishing below, two more «replies», those of Argentina and Sweden,

We shall publish the reply of the International Commission of Jurists to Argentina's remarks in our next review.

The question of the future role of NGOs within the restructured economic and social sectors of the United Nations (see resolution Ecosoc 32/197), and the practical application of the various recommendations put forward, especially those concerning ECOSOC, has given rise to various resolutions, both formal and informal, but further discussion was put off until the reopening of the Council's second regular session, later on in 1978.

Nos lecteurs ont apprécié l'intérêt du dossier que nous avons ouvert à cette tribune () à propos du statut consultatif des ONG auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations-Unies.*

Quelle est l'indépendance des associations, leur identité, leur rôle, leur liberté critique à l'égard de l'organisation internationale et des Etats-membres de l'ONU ? Il importe de connaître le point de vue des gouvernements à cet égard. C'est pourquoi nous considérons d'actualité permanente de continuer la publication des réponses des Etats-membres "concernant l'application par les ONG des principes qui régissent leur statut consultatif" (Réf. Ecosoc Comité chargé des ONG), alors même que ces réponses sont datées de la fin de 1977. Dans le prochain numéro, nous publierons la réaction de la Commission internationale des juristes à la réponse de l'Argentine que l'on trouvera ci-dessous. S'agissant du sort réservé aux ONG dans la restructuration des secteurs économique et social des Nations Unies, qui fait l'objet de la résolution Ecosoc 32/197, la mise en pratique des recommandations formulées, en particulier la partie traitant de l'Ecosoc, a donné lieu à des délibérations formelles ou non, mais la question a été renvoyée à l'automne, lors de la reprise de la deuxième session régulière du Conseil, cette année 1978.

Argentina's reply

I have the honour to reply to your communication OR 340 P and P of -31 August 1977 by which you invited Governments to furnish information relating to compliance by non-governmental organizations with the principles governing their consultative status, in accordance with the provisions of resolutions 1296 (XLIV) and 1919 (LVIII) of the Economic and Social Council.

In replying to that communication, the Argentine Government bears in mind that part I of resolution 1296 (XLIV) contains the principles to be applied in the establishment of consultative relations and expressly draws attention to paragraphs 2 and 3 thereof which, in our view, are the very essence and justification for the existence of consultative status for non-governmental organizations. Paragraph 2 states that the aims and purposes of non-governmental organizations shall be in conformity with the spirit, purposes and principles of the Charter, and para-

graph 3 lays down that non-governmental organizations shall undertake to support the work of the United Nations and to promote knowledge of its principles and activities. It would also like to draw attention to paragraph 12 of resolution 1296 (XLIV), which refers to the distinction between a non-governmental organization and a State Member of the United Nations, mentioning Articles 69, 70 and 71 of the Charter and clearly establishing that the distinction was made deliberately and that the arrangements for consultation should not be such as to accord to non-governmental organizations the same rights of participation as are accorded to States not members of the Council. Paragraph 13 is intended to prevent the possibility of such arrangements transforming the Council from a body for co-ordination of policy and action into a general forum for discussion. Paragraph (b) of decision 278 (LXIII) adopted by the Economic and Social Council makes explicit reference to paragraphs 35, 36 and 40 of resolution 1296 (XLIV). Paragraph 35 stipulates that the Council Committee

on Non-Governmental Organizations, on the basis of the quadrennial reports and other relevant information to be submitted by non-governmental organizations on the support they have given to the work of the United Nations, shall determine the extent to which those organizations have complied with the principles governing consultative status and have contributed to the work of the Council, and that it may recommend to the Council suspension or exclusion from consultative status of organizations which have not met the requirements laid down for consultative status.

Paragraph 36 makes provision for the possibility of suspending for up to three years or withdrawing consultative status inter alia in cases where an organization clearly abuses its consultative status by systematically engaging in unsubstantiated or politically motivated acts against States Members of the United Nations contrary to and incompatible with the principles of the Charter (subparagraph (b)), or if, within the preceding three years, an organization has not made any positive or effective contribution to the work

(*) See Transnational Associations 5-1978 op. 247 for the replies of France and Austria.

of the Council or its commissions or other subsidiary organs (subparagraph c)). Resolutions 1919 (LVIII), to which reference is also made in Council decision 278 (LXIII), reflects two timely observations made by the Commission on Human Rights, one to the effect that some non-governmental organizations have failed to observe the requirements of confidentiality stated in paragraph 8 of Council resolution 1503 (XLVIII) and the other to the effect that, in their oral interventions, some organizations have failed to observe the terms of paragraph 36 (b) of Council resolution 1296 (XLIV).

In the light of these observations, the operative part of resolution 1919 (LVIII) appeals urgently for the strict observance of the requirements of confidentiality and also decides that in their submissions, in both written and oral form, non-governmental organizations must comply without exception with the provisions of paragraph 36 (b) of resolution 1296 (XLIV). Failure by any non-governmental organization to observe those provisions may render its consultative status subject to suspension or withdrawal. Paragraph 6 of resolution 1919 (LVIII) provides that the Council Committee on Non-Governmental Organizations should continue to examine carefully the activities of non-governmental organizations, bearing in mind the provisions of that resolution. While making the above comments and in the light of information it has relating to the non-observance by certain non-governmental organizations of the above-mentioned provisions, the Argentine Government wishes to stress the important role that many non-governmental organizations have played and continue to play in the United Nations system. They have made a valuable contribution to supporting and promoting the activities and principles of the

United Nations, and their work in protecting and promoting human rights has been praiseworthy. Recently, however, the Argentine Government has observed that certain non-governmental organizations have used the prestige and the opportunity to speak conferred on them by their relationship with the Council to carry out activities which undermine the purpose and very essence of consultative status. Thus, we have noted that certain non-governmental organizations have used their position to make political attacks on individual member States. This is a serious breach of the provisions of resolution 1296 (XLIV) (para. 36 (b)) and thus endangers their consultative status with the Council.

It has also observed another type of irregularity committed by non-governmental organizations. Specifically, they allow themselves to be represented by persons — often the same ones — who move from one organization to another without any clear evidence that they belong to the organizations in question. In support of these comments, the Argentine Government wishes to refer to specific cases in which it has noted serious violations of the principles which should govern the conduct of non-governmental organizations.

1. — At the twenty-ninth session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities (August 1976), the International Commission of Jurists, a non-governmental organization in consultative status, category II, permitted Mr. Rodolfo Mattarolo to speak on its behalf (summary record of the 753rd meeting, held on 19 August 1976). Mr. Mattarolo made a deliberate and politically motivated attack on the Argentine Government, as can be seen by consulting the aforementioned summary record. Mr. Mattarolo is a member of an Argentine branch of the international terrorist

movement, an account of whose notorious activities was published by *The Economist* on 23 March 1977 in its foreign report (see annex I). The Argentine Government believes that the International Commission of Jurists must be aware of the record of the person who spoke on its behalf and with its authorization. Otherwise, this non-governmental organization is culpable of grave negligence in that it allowed someone to represent it without carefully studying his background.

The person who spoke on behalf of the International Commission of Jurists made a statement full of political connotations and endeavoured throughout to bring about condemnation of the Argentine Government.

One has only to read the statement to be able to identify the terrorist group to which the speaker belongs. In it he even requested that the 1949 Geneva Conventions should be applied to a gang of malefactors which was operating from a forested area of the country.

Moreover, a biannual publication of the International Commission of Jurists entitled *The Review*, in its issue of June 1977, commented misleadingly on decision 227 (LXII) of the Economic and Social Council, stating that it had been submitted by Argentina and adopted with the support of some Eastern countries (see annex II). The behaviour of a non-governmental organization which makes misleading observations detrimental to the organ which it should be assisting, informing and advising undermines the important and, as we have already stated, praiseworthy role which NGOs are called upon to play with respect to the United Nations system. In reality, the Council decision which was the subject of unjust and misleading comments was submitted by a State Member of the United Nations, in full exercise of its rights, and was adopted by consensus.

For these reasons, the Argentine Government considers that the case of the International Commission of Jurists should be considered by the Council Committee on Non-Governmental Organizations and the Council itself in order to determine whether that organization has rendered its consultative status subject to suspension or withdrawal.

2. — At the thirty-third session of the Commission on Human Rights, Pax Romana, a non-governmental organization in category II, allowed the same person, Mr. Rodolfo Mattarolo, to speak on its behalf and represent it. On that occasion, Mr. Mattarolo, motivated by his own political designs, made a further attack on the Argentine Government. A brief summary of his statement, which appears in the record



366 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 8-9 1978

of the 1427th meeting, held on 11 March 1977, fully bears out this assertion. As previously in the Sub-Commission in his statement on behalf of the International Commission of Jurists, Mr. Mattarolo, by making slanderous accusations, tried to instigate action against the Argentine Government and to bring about an investigation. The Argentine Government is consequently of the view that what it stated concerning the International Commission of Jurists is also applicable in the case of Pax Romana — namely, that it should be determined whether Pax Romana has rendered its consultative status subject to suspension or withdrawal because it permitted to speak on its behalf an active member of organized international terrorism, who made a politically motivated attack against the Government of a State Member of the United Nations, thus contravening the provisions of paragraph 36 (b) of resolution 1296 (XLIV). It is for the Council Committee on Non-Governmental Organizations and the Council itself to determine whether the conduct of this non-governmental organization falls within the scope of paragraph 4 of resolution 1919 (LVIII).

3. — The Argentine Government would also like to express its disagreement with the presence, as a representative of the International Federation for Human Rights, a non-governmental organization in category II, of an active member of organized international terrorism at the thirty-third session of the Commission on Human Rights. It is referring to Mrs. Lidia Masaferro, a leader of the women's branch of the Montonero terrorist movement (see annex III). This movement and other terrorist groups from Latin America have formed in Paris the Revolutionary Co-ordination Committee, which directs the activities of organized international terrorism in various countries in Latin America.

Full accounts of these activities are given in an article of *The Times* of 18 October 1977 and in the publication *The Economist* of London, to which reference has already been made (see annexes IV and I).

4. — It is my Government's wish that the contribution made by non-governmental organizations should not be denaturalized by the imprudent and thoughtless inclusion, as belonging to non-governmental organizations, of persons who, far from seeking humanitarian objectives with their presence and action, try to achieve definite goals of a political nature, by taking advantage of the consultative character of the organizations which, in lending them their auspices, show ignorance of their direct connexion with terrorist groups which have made violence.



Gauguin : « Tailleuses de Lin »

crime and kidnappings their only form of action.

Such is the case of the group of individuals who have used the platform of the non-governmental organizations referred to in this note. These individuals, acting systematically and in concert, have endeavoured also to use all the other machinery offered by the United Nations to carry out politically motivated attacks. One proof is the submission of communications, like that of the so-called Argentine Commission on Human Rights, signed by six notorious international terrorists, including Roldolfo Mattarolo, Roberto Guevara and Lidia Masaferro, active leaders of the Terrorist International Revolutionary Co-ordination Committee, already referred to under head three (see annexes I, IV and V).

The said communication, which was submitted confidentially, was widely distributed by its authors in the form of pamphlets to the members of the Commission on Human Rights, the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and the press, on the occasion of the meetings of the above-mentioned organs.

5. — Lastly, my Government wishes also to draw the attention of the Committee on Non-Governmental Organizations to the publication of document E/CN.4/NGO/202 prepared by the International University Exchange Fund.

This non-governmental organization submitted a written communication contained in the above-mentioned document at the thirty-third session of the Commission on Human Rights, without conforming to the procedure established by United Nations resolutions for this kind of communication. Because of its contents the communication referred to was subject to the confidential procedure laid down by

the Economic and Social Council in resolution 1503 (XLVIII) and, in particular, article 3 thereof, a procedure which was confirmed by Council resolution 1919 (LVIII), operative paragraph 1 of which lays down that it should be strictly observed without any exceptions by NGOs. Owing to the differences of interpretation which have arisen concerning the procedure to be applied in the publication of documents of similar content, the Argentine Government suggests to the Committee on Non-Governmental Organizations that it recommend to the Economic and Social Council that it lay down clear and precise procedures for the Secretariat so that, before publication and distribution it will examine the statements of NGOs and carry out the consultations and make the comments provided for in subparagraphs 23 (b) and (c) of Economic and Social Council resolution 1296 (XLIV).

The said comments should be directed towards ensuring strict implementation of resolution 1296 (XLIV) and supplementary resolutions regularizing consultative status.

My Government, in replying herewith to the requests made in accordance with the Economic and Social Councils decision 278 (LXIII), reserves the right to amplify in the future the information given in this note with regard to the activities of non-governmental organizations.

My Government wishes to express also its confidence that the Committee, in exercising its task of review, will ensure the strict compliance with the purpose and principles of the Charter, evaluating duly the fulfilment by NGOs of the principles governing the establishment and nature of their consultative relations with the Economic and Social Council.



Photo : International Communications Agency — Jackson Pollocks' Painting, "The Deep".

Sweden's reply

The Permanent Representative of Sweden to the United Nations presents his compliments to the Secretary-General of the United Nations and — with reference to the Secretary-General's note (OR 340 P and P) of 31 August 1977 regarding the next session of the Committee on Non-Governmental Organizations — has the honour to state the following with reference to Economic and Social Council decision 278 (LXI11) of 4 August 1977, paragraph 2 (b).

Non-governmental organizations (NGOs) of various kinds play a central role in Sweden both in moulding public opinion and in creating understanding for the implementation of United Nations resolutions. Trade unions, religious, humanitarian, scientific and other organizations have been instrumental in the formation of Swedish society as it is today. Modern Swedish society, has emerged through the united efforts of the Government, the Riksdag (Parliament) and those organizations. Obviously, the political parties have not always been in full agreement, nor have they always seen eye to eye with one or more of the organizations. The Government is sometimes criticized openly and on concrete issues — both major and minor — by individual organizations. But this free and public debate is regarded as a fundamental feature of democracy.

Interaction of this kind is also rooted in the Swedish Constitution. According to those fundamental laws, the organizations which are affected by proposed legislation are to be given the opportunity of stating their opinion even at the preparatory stage. When the Government finally presents a legislative bill to the Riksdag it is

obliged also to present the statements of opinion sent in by the organizations concerned. This type of co-operation is an integral part of political work in Sweden.

International issues

The importance attached to this kind of interaction in Sweden is one of the main reasons why Sweden so favourably regards the already existing co-operation between many international NGOs within the framework of the United Nations. The United Nations and its many branches co-operate most successfully with international NGOs in such fields as international development co-operation, social and humanitarian projects, education and human rights. In the opinion of the Swedish Government, those NGOs are making an invaluable contribution. The importance of NGOs in mobilizing international public opinion is exemplified by the role they have played as a driving force for international development assistance and for a new international economic order. Their efforts for the abolition of racial discrimination and Apartheid have also had a great impact. The efforts of United Nations agencies for disaster aid and for refugees would not have been so effective without the contributions made by some NGOs. As regards violations of human rights, the United Nations commission dealing with those issues obtains essential information from the NGOs. Obviously, it is not always possible for United Nations agencies of Governments to accept all the views, recommendations or criticism put forward by NGOs. Those organizations are

non-governmental and often have differing opinions among themselves. But that is something Member States as well as United Nations agencies and NGOs can tolerate since United Nations decisions are, of course, taken by representatives of Governments in the respective competent agencies. In the view of the Swedish Government, the United Nations is very dependent on the co-operation of NGOs for putting the ideals of the United Nations Charter into practice. Just as opinions of Member States often differ on how fundamental problems are to be solved, it is only natural that international NGOs also put forward varying points of view, and sometimes even criticize individual Member States for the way they solve problems. In the opinion of the Swedish Government it is a healthy sign that opinions differ and can be freely expressed in debate and that it is not only right and proper, but essential, that this should also apply to the United Nations and its work.

The NGOs working in the third world sometimes find it difficult to make themselves heard in the international debate, mainly because they often lack the necessary economic resources. Therefore, the United Nations should give even greater consideration to the views expressed and the experience gained by international NGOs and thus broaden the international debate. Already existing co-operation should be deepened and also extended to new areas. In the Swedish view, non-governmental organizations have generally complied with the principles governing their consultative status in accordance with the provisions set out in the relevant resolutions of the Economic and Social Council.

Troisième rencontre de centres OING

(Bruxelles, 30 juin 1978)

La Fédération des institutions internationales semi-officielles et privées établies à Genève, la Fédération des associations internationales établies en Belgique et le Comité de liaison des organisations internationales non-gouvernementales établies à Paris se sont rencontrés à Bruxelles le 30 juin 1978 pour une journée de concertation qui, faisant suite à deux réunions antérieures à Genève en 1976 et à Paris en 1977, a permis des échanges de vues fort utiles dont on trouvera le compte-rendu ci-après, suivi du texte de deux documents de travail présentés par M. G.P. Speeckaert.

Le professeur Pierre Harmel, Ministre d'Etat belge, ancien Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, présidait la réunion.

Présents : MM. P. Harmel, Président de la FAIB (Bruxelles); M. Merle, Président du CLOING (Paris); C. Ritchie, Président de la FIIG (Genève); Mme Gonset, Vice-Président du CLOING; Mlle Stéphan, du CLOING; MM. C.L. Genty, Secrétaire Général du CLOING; G.P. Speeckaert, R. Fénaux, J. Hoffmann, J. Hyde, J. Rémion, de la FAIB.

Excusés : MM. P. Staal, Vice-Président et A.J. Zayat, Secrétaire Général de la FAIB

LE PROCES-VERBAL DE LA REUNION

1. — L'ordre du jour appelle d'abord l'examen d'une étude en commun sur les problèmes d'établissement et de fonctionnement de « Centres internationaux » pour les OING (rapport écrit par M. Speeckaert, ci-après).

M. Speeckaert présente son document introductif qui contient un bref historique, ainsi que les principales raisons d'agir. Il propose que les trois fédérations s'unissent au sein d'un groupe de travail pour poursuivre l'étude de la question et sollicitent le concours de l'Union internationale des Architectes. M. Ritchie fait remarquer, à propos des retombées économiques avantageuses dues à la présence d'organisations internationales en Belgique, qu'une enquête de 1968 a fait ressortir des chiffres pratiquement identiques pour Genève.

Répondant ensuite à diverses questions qui lui sont posées concernant le Centre international de Genève, il indique que :

- le Centre, qui est géré par une Fondation de l'Etat de Genève, est réservé en priorité aux OING membres de la FIIG (± 100 membres). Il abrite environ 20 organisations sur une superficie de ± 4.500 m².
- le coût des loyers demandés est d'environ 70 % de la valeur du marché mais le Centre ne dispose malheureusement pas de services

communs, hormis une seule salle de réunion pour 80 personnes. Toutefois le Centre est situé en face d'un palais de conférences bien équipé.

- il ne connaît pas exactement les critères de sélection de la Fondation mais il sait que les candidats locataires sont inscrits sur une liste d'attente dans l'ordre chronologique des demandes.

— le Centre n'offre pas de service « boîte aux lettres » ni aucun autre service aux organisations non résidentes, ce qui est une lacune.

Les participants échangent quelques considérations pratiques sur l'organisation des services commune dont ils reconnaissent l'utilité.

M. Merle approuve l'idée d'organiser un concours international d'architectes. M y a lieu en effet de créer un appel au niveau international plutôt que national pour augmenter les chances de faire aboutir un tel projet, notamment au plan financier. M. Ritchie déclare que la FIIG ne souhaite pas la création de structures liant les trois fédérations internationales et s'interroge sur le rôle du groupe que l'on envisage de mettre sur pied.

M. Speeckaert précise qu'il ne propose pas la création d'un organe officiel liant les trois fédérations, mais bien un

simple groupe de travail pour (aire l'inventaire du problème en échangeant les informations recueillies dans les trois capitales. La plus grande partie du travail pourrait être faite par correspondance, et sans engagement de dépenses supplémentaires.

M. Fénaux et M. Merle soulignent l'importance de la collaboration de la FIIG dont l'expérience en ce domaine est particulièrement précieuse.

M. Ritchie estime que, dans ces conditions, la FIIG pourra participer à cette étude et indique que le Centre oecuménique de Genève représente aussi un modèle intéressant de ce type de regroupement.

M. Hyde estime qu'en attendant la réalisation de la Maison internationale, l'on pourrait déjà utilement répondre aux désirs des associations en mettant à la disposition de celles-ci un centre de services. Ceci n'étant qu'une étape préalable à l'installation d'un véritable centre international qui absorberait ensuite ce bureau provisoire.

M. Genty confirmant les dires de Mme Gonset et de M. Ritchie — constate que les offres commerciales faites aux associations en matière immobilière correspondent à un besoin qui doit être satisfait par les fédérations plutôt que par les spéculateurs. Il attire l'attention sur la nécessité de préserver la

plus grande indépendance possible aux associations qui se grouperaient au sein d'un même centre et d'éviter toute forme de tutelle, y compris celle des pouvoirs publics.

Le Président Harmel, constatant l'accord des trois fédérations sur la marche à suivre, propose que M. Speeckaert soit chargé d'animer le groupe de travail, en raison de sa grande expérience en la matière.

M. Merle approuve cette proposition et déclare qu'il demandera à M. Weill, trésorier du CLOING (et Secrétaire Général de l'Union Internationale des Architectes) de représenter le CLOING au sein de ce groupe. Il demande à l'UAI de bien vouloir patronner cette étude.

M. Harmel, notant l'accord de principe de M. Fenaux, propose que le groupe se réunisse au mois de janvier 1979 pour faire le bilan du travail accompli dans l'intervalle.

2 : Vers un statut juridique international pour les associations internationales

M. Speeckaert présente un document de travail sur l'évolution du problème.

M. Merle expose qu'il demeure acquis à la recherche d'un véritable statut international pour les ONG et souhaite que la démarche continue en vue d'une reconnaissance au niveau européen d'abord et plus large ensuite. Il estime que le problème du statut juridique, indépendant du statut consultatif, a une dimension politique, car les Etats ne veulent pas prendre le risque d'accorder les avantages d'un tel statut à des associations cachant des objectifs douteux ou politiquement dangereux de leur point de vue. M. Speeckaert est d'avis qu'une telle reconnaissance serait au contraire pour les pouvoirs publics un excellent moyen de contrôle.

M. Genty annonce que la reconnaissance du rôle des OING par le conseil de l'Europe est en bonne voie, grâce aux efforts de la Commission de Liaison des ONG dotées du statut consultatif auprès de cette Organisation (environ 200 associations). Une question écrite a été posée par l'Assemblée du Conseil de l'Europe au Comité des Ministres qui y a répondu et qui a chargé le Secrétaire Général d'étudier la question en vue de la préparation d'une Recommandation qui pourrait être adressée aux Etats membres. Toutefois ce projet se limite bien sûr aux O.I.N.G. ayant le statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe. Il semble qu'une action concertée s'impose tant au niveau administratif qu'au



L'Automne au Petit Sablon à Bruxelles — INBEL

niveau politique pour aboutir au résultat souhaité."

M. Speeckaert estime indispensable d'élargir la reconnaissance internationale aux associations qui sont déjà reconnues par les Etats membres même si elles n'ont pas de statut consultatif. H est soutenu en cela par plusieurs participants.

M. Ritchie comprend l'intérêt de traiter ce problème mais estime qu'il est de la compétence de l'UAI plutôt que des Fédérations,

M. Merle souligne qu'une recommandation du Conseil de l'Europe sera inefficace si elle n'est pas suivie d'une « convention » signée par tous les Etats membres.

M. Harmel conclut que l'échange de vues devrait stimuler à la fois l'UAI dans son action universelle et les Fédérations qui ont intérêt à multiplier les démarches en vue d'atteindre l'étape de la reconnaissance européenne.

3. — Examen d'autres problèmes communs aux trois Fédérations Forum des OING en 1980 à Bruxelles

M. Fenaux retrace les raisons historiques de ce projet et présente un document d'information relatif à cette manifestation organisée par l'UAI. Il espère obtenir l'appui des trois Fédérations et leur participation au programme du Forum.

MM. Ritchie et Merle confirment que l'UAI peut compter sur leur collaboration et prient M. Fenaux de leur transmettre des précisions au fur et à mesure de l'avancement de la préparation du programme.

Le CLOING proposera la participation de quelques personnalités aux activités du Forum.

Statut juridique des fédérations d'associations

M. Merle a fait part à ses collègues des difficultés actuelles du CLOING qui cherche à s'institutionnaliser mais n'a pas encore trouvé de méthode adéquate pour le faire. Les obstacles sont d'ordre juridique et aussi politique. Le CLOING n'est qu'une association de fait et n'a pas de personnalité juridique. Il ne souhaite pas s'établir en « association d'associations » car son statut serait alors purement français, ce qui est inacceptable pour un certain nombre de membres.

M. Ritchie indique que le code civil helvétique reconnaît les associations de fait comme telles ce qui permet à la FIIG, comme à la plupart des associations établies à Genève, d'avoir la personnalité juridique sans avoir de statut particulier.

M. Hyde explique que la FAIB a en fait un statut national d'association d'associations (loi de 1921) mais que les membres du Comité de direction siègent en cette qualité à titre individuel.

M. Merle ouvre un débat sur le problème de représentativité des associations et sur le fonctionnement et la justification des fédérations. Le problème de l'influence politique du pays-hôte et de certains autres pays ou groupe de pays est également abordé, de même que celui de la position de l'UAI qui doit évidemment rester « non alignée ».

On se propose de poursuivre à l'avenir des échanges bilatéraux d'information sur ces questions.

50ème anniversaire de la FIIG

M. Ritchie annonce que la FIIG célébrera, l'année prochaine, son 50ème anniversaire. La Fédération prépare plusieurs publications (annuaire détaillé des membres, brochure historique et autres documents spéciaux) et prévoit diverses cérémonies pour cette occasion.

Des réunions et séminaires seront organisés pour traiter de sujets intéressant particulièrement les associations, tel que l'utilisation des langues. D'autre part la FIIG se préoccupe des questions telles que

- la cherté du franc suisse
- les permis de travail pour les fonctionnaires des OING.

5. — Prochaine réunion

M. Ritchie invite les participants à se réunir à nouveau à Genève en juin 1979, à l'occasion du 50ème anniversaire de la FIIG. Le président accueille cette invitation avec plaisir.

M. Fénaux annonce que l'UAI pourrait tenir sa prochaine Assemblée générale au début de l'année 1979 ce qui pourrait être l'occasion de contacts avec le groupe de travail sur les problèmes des « Centres internationaux » et aussi de faire le point sur la préparation du Forum 1980.

M. Harmel remercie les participants et clôture la réunion, jugée très fructueuse, à 17 h.

Photo: French Embassy, Brussels — l'Autorité — Pierre-Paul Prud'homme.



Document de travail n° 1 :

Etude en commun sur les problèmes d'établissement et de fonctionnement de « Centres internationaux » pour les OING

Bref historique du problème

L'offre d'Andrew Carnegie, en 1907, de construire le Palais de la Paix, à La Haye, avait stimulé une initiative belge visant à créer un centre international. Le 21 décembre 1907, le Ministre des Sciences et des Arts de Belgique, le Baron Descamps, ancien Président du Comité sur l'arbitrage de la 1ère Conférence de la Paix de 1899 à La Haye, confirmait dans un discours le projet de construction par le Gouvernement belge des futurs Palais du Mont des Arts à Bruxelles et la mise à disposition par lui des locaux destinés aux institutions internationales dans un complexe, dont la maquette et les plans étaient déjà établis, et qui devait avoir l'importance du Palais de Justice de Bruxelles (26.000 m²) inauguré en 1883.

On peut voir, sur le plan schématique des étages du projet architectural de ce Palais mondial des associations internationales, les locaux pour ces associations sur les deux côtés du rectangle ainsi que pour des services communs de documentation; une grande salle de conférence à chacune des extrémités du rectangle et au centre une salle pour le public. En 1936, une première réalisation concrète de groupement eut lieu à Genève. En effet, après la construction vers 1930 du Palais des Nations, le Gouvernement genevois offrit en octobre 1934 à la Fédération des institutions internationales privées et semi-officielles avec siège à Genève (fondée en 1929), l'ancien bâtiment dit du Désarmement. Les autorités cantonales y joignirent ensuite l'ancien Hôtel National, qui pendant des années avait abrité le Secrétariat de la Société des Nations. Ce fut le Palais Wilson (1).

Vers les années 1955, l'Etat de Genève fit construire le Centre international de la rue Varembe, situé en face de l'entrée du Palais de l'ONU. Il créa à cet effet une fondation de droit public au capital de quatre millions de francs suisses. Ce centre (4.500 m² de bureaux, avec en plus au rez de chaussée un bureau de poste, une cafeteria et plusieurs salles de réunions) était destiné à héberger en priorité les organisations internationales non gouvernementales qui avaient leur siège au Palais Wilson.

Dès 1950, l'Union des Associations Internationales et la Fédération des Associations Internationales établies en

Belgique, fondée le 16 juin 1949, relancèrent le projet de création à Bruxelles d'une Maison internationale. A la suite de leurs démarches et à l'initiative du Directeur Général Van den borre, du Ministère de l'Instruction publique, fut constituée une « Commission interministérielle chargée de l'étude du projet d'édification d'un Centre international à Bruxelles.

Cette Commission limita très vite son mandat à l'étude des besoins en matière de locaux de congrès et son activité en la matière aboutit à la construction, en temps utiles pour l'année 1958, — celle de l'Exposition Universelle et internationale de Bruxelles — du Palais des Congrès de Bruxelles situé au même Mont des Arts envisagé par le projet de 1907. Mais de son côté, la Fédération des Associations internationales établies en Belgique, qui avait auparavant procédé à une enquête détaillée auprès de ses membres, parvint à convaincre les diverses instances compétentes de construire à côté de ce Palais des Congrès un bâtiment comportant 9.640 m² de bureaux aux étages, 3.820 m² de locaux de magasins au rez-de-chaussée et 4.852 m² de locaux au sous-sol. A la fin de 1957, la F.A.I.B. recevait un projet de bail pour une location par elle de l'entièreté des bureaux pour une durée de douze ans, aux fins de sous-location par elle aux organisations internationales. Mais en mars 1958, le Gouvernement belge décidait d'affecter ce bâtiment, en voie d'achèvement, à deux des organismes issus des Traités de Rome du 25 mars 1957, le Secrétariat général du Conseil des Ministres des Communautés Européennes et la Banque européenne d'Investissement. En 1967, la 13ème Conférence des organisations internationales convoquée par la Commission européenne de la F.A.O., et qui réunissait à Paris du 14 au 17 janvier, les représentants des Nations Unies et de cinq institutions spécialisées, de onze autres organisations intergouvernementales et de soixantecinq organisations internationales non gouvernementales, estima, dans le cadre d'un examen de « l'amélioration des méthodes et formes de

(1) Le numéro de février 1952 de la revue de l'UAI a été consacré à la question des centres internationaux.

collaboration entre les organisations internationales pour renforcer l'efficacité de leur coopération. Il vaudrait la peine d'examiner la possibilité de créer, dans les villes hébergeant de nombreuses organisations, des centres appropriés qui permettraient de loger dans un seul immeuble des secrétariats de plusieurs organisations et de mettre à leur disposition des services communs.

Pourquoi de tels centres ?

1. pour améliorer les conditions de travail et la qualité du travail des O.I.N.G., diminuer le coût des loyers et des frais administratifs, tout en facilitant les prestations administratives et linguistiques des secrétariats (les petites organisations pourraient y avoir une simple boîte aux lettres, mais aussi un service téléphonique commun et des locaux de réunions et de réceptions).
2. pour susciter des échanges d'idées, de méthodes et de conseils pratiques entre les O.I.N.G. vivant côte à côte.
3. pour améliorer les relations extérieures des O.I.N.G., accroître leurs contacts avec les chercheurs et les étudiants, la presse et le public, en ayant une adresse plus connue et de meilleurs locaux (et conditions) de réception.

ques, de salons, d'un bar, d'un huisier ou d'une hôtesse à frais communs, une meilleure connaissance sociologique des O.I.N.G.

Proposition

Une Commission momentanée conjointe créée par les Fédérations nationales ou locales d'institutions internationales et d'autres organismes compétents, pourrait être chargée de procéder en 1979 à une étude des besoins actuels et des meilleures réalisations possibles aujourd'hui. Cette Commission solliciterait le concours de l'Union internationale des Architectes, pour que celle-ci, d'une part, attire par son bulletin l'attention sur cette étude et, d'autre part, organise éventuellement un concours d'architectes et un prix récompensant le meilleur projet de centre international. En été 1980, un débat pourrait être organisé entre les dirigeants des Fédérations nationales ou locales d'institutions internationales, ces dernières, des architectes, l'Union des Villes et pouvoirs locaux, etc. en vue d'aboutir à des recommandations précises et organiser une action systématique dans les principales villes hôtes des organisations internationales.

Remarque finale

Nous sommes persuadés que l'on assistera un jour — lorsque les pouvoirs publics nationaux ou locaux auront compris ce que les O.I.N.G., à l'instar des O.I.G., amènent comme retombées économiques (2), culturelles et de prestige pour les Etats et villes hôtes — à une compétition analogue à celle qui s'est livrée en matière de congrès internationaux depuis les années 1960 surtout, après une décennie d'efforts difficiles de l'U.A.I. pour attirer l'attention sur le passé, le présent et l'avenir du phénomène des réunions internationales.

N'est-il pas préférable de prévoir cet avenir et de l'organiser décemment en veillant à servir d'abord l'avenir de la coopération internationale? *

Georges Patrick Speckaert
Ancien Secrétaire Général de l'UAI.

(2) Une enquête faite par la F.A.I.B. en 1965 au sujet des ressources et des dépenses des organisations internationales établies en Belgique, a révélé que 88,50 % de leurs ressources venaient de l'étranger et que 87,80 % de leurs dépenses, soit environ 800 millions de francs belges étaient effectuées en Belgique.

DOCUMENT DE TRAVAIL No 2 :

Un effort nouveau en vue d'internationaliser les statuts juridiques des associations internationales

Exposé des motifs

Le document n° 9 pour servir à l'étude des relations internationales non gouvernementales, publié par l'U.A.I. en 1960 (1) rappelle tous les efforts tentés depuis 1910 pour doter les associations internationales non-étatiques d'un statut international.

En 1910, l'Union des Associations Internationales et l'International Law Association firent des recommandations précises à cet égard. A son tour, en 1912 et en 1923, l'Institut de Droit International étudia la question et formula des propositions. En 1950, à sa XLIV^e session, à Bath, l'Institut de Droit International adopta une résolution recommandant une convention internationale ainsi qu'un projet de convention, qui restait un compromis entre la reconnaissance conventionnelle de la personnalité juridique des associations internationales et la définition conventionnelle d'un statut que chaque Etat attribuerait aux groupements de son choix. (2)

En mai 1948, au cours de la Conférence des organisations consultatives non gouvernementales, un Comité d'étude sur le statut juridique des organisations internationales fut constitué. Ce Comité rédigea en 1949 un avant-projet d'accord tendant à faciliter le fonctionnement des organisations non gouvernementales admises au bénéfice d'un statut consultatif ou équivalent auprès des organismes des Nations Unies. (3)

En septembre 1958, la Conférence des O.I.N.G. correspondantes de l'UAI formula le vœu de voir les O.I.N.G. obtenir une sorte de Déclaration morale reconnaissant la valeur de leur travail en même temps qu'un minimum de facilités pour l'exercice de leurs activités. Pour donner suite à ce vœu, l'U.A.I. organisa successivement à Bruxelles, Paris, New York, Genève et Londres des réunions de consultation des O.I.N.G. Elles permirent de recueillir les avis de 70 représentants qualifiés d'O.I.N.G. sur le principe d'un projet de convention visant à faciliter l'activité

des organisations internationales non gouvernementales, — non limitées cette fois aux seules organisations consultatives — son articulation, les bénéficiaires, les modalités d'enregistrement et de contrôle.

En date du 29 mai 1959, l'U.A.I. a transmis le projet de convention au Directeur général de l'UNESCO, les fonctionnaires compétents des Nations Unies, ayant estimé que la question était du ressort de cette institution spécialisée. (4)

Par crainte sans doute des réactions politiques de certains Etats du Tiers Monde peu favorables à la liberté d'association, l'UNESCO ne sortit pas le projet de ses tiroirs. En 1968, une recommandation formulée, à la suite d'une enquête basée sur un questionnaire établi par le Conseil de l'Europe, par la 14^{ème} Conférence des organisations internationales, convoquée à Paris par la Commission Européenne de la F.A.O., invitait le Conseil de l'Europe à obtenir de ses Etats membres une reconnaissance interna-

tionale de l'existence légale des organisations internationales non gouvernementales.

Malgré l'intérêt réel réservé à cette invitation par la Division des Affaires juridiques du Conseil de l'Europe qui consacra plusieurs documents intéressants à cette question, celle-ci resta dans les tiroirs du Conseil de l'Europe, une priorité ayant été donnée à la question d'un statut international des sociétés anonymes.

Situation actuelle

Les organisations internationales non gouvernementales demeurent toujours des « hors la loi internationales ». L'existence juridique de celles qui ont compris la nécessité d'une existence légale et non de fait a comme seul support les lois nationales de quelques Etats (5).

Parmi ceux-ci, seule la Belgique octroya la personnalité juridique aux O.I.N.G. sur la base d'une législation spécialement consacrée aux organisations internationales (loi du 25 octobre 1919, élargie par la loi du 6 décembre 1954).

Les dangers de la situation actuelle

1 : — Les juristes aiment la notion de la Primauté du Droit-Idee-force du progrès, mais ils devraient dès lors s'inquiéter davantage de faire coïncider le droit à la réalité, sous peine de contribuer à ne pas faire prendre le droit trop au sérieux.

2 : — Les obstacles pour doter les O.I.N.G. d'un statut juridique international ne sont pas de nature juridique, mais de nature politique, on plus encore peut-être d'indifférence et de passivité.

3 : — N'y a-t-il pas un danger à laisser les O.I.N.G. hors de la loi internationale et même hors des lois tout court. Rappelons-nous l'histoire des syndicats dans certains pays civilisés, à qui on a refusé longtemps l'accès à la personnalisation civile et qui maintenant ne la veulent plus, préférant échapper à tout contrôle.

4 : — Un autre danger est de voir un jour des Etats offrir aux O.I.N.G. des statuts de complaisance, comme certains pavillons de bateaux, lorsque les Etats chercheront à attirer les O.I.N.G., pour des raisons économiques, comme ils se sont dans les années 1960 efforcés d'attirer les congrès internationaux.

5 : — Il y a aussi le danger pour les O.I.N.G., ignoré par beaucoup d'entre elles, de rester sans personnalité juridique, avec les conséquences principales suivantes : elles ne peuvent recevoir de legs, leurs administrateurs sont personnellement et financièrement responsables.

6 : — Enfin ne faut-il pas admettre que trop d'O.I.N.G. ont sollicité un

statut consultatif auprès d'institutions

qu'elles cherchaient ainsi une reconnaissance internationale qu'elles ne trouvaient pas dans un statut juridique international.

Que peut-on faire ?

1 : — Les efforts en vue de l'obtention d'un statut juridique international tentés sans succès auprès des institutions intergouvernementales — et qui constituent une triste page de leurs relations avec les O.I.N.G. — montrent, semble-t-il, qu'il faut renoncer à de nouvelles démarches dans ce sens.

2 : — On peut envisager qu'à l'initiative d'un Etat déterminé, une conférence diplomatique groupant quatre, cinq ou dix Etats les plus ouverts à la question, aboutisse à une convention ou du moins une recommandation les engageant et ouverte à d'autres adhésions, à l'instar de ce qui fut fait pour

les échanges internationaux de publications à la fin du siècle dernier ou la

convention sur les facilités douanières du 15 décembre 1950.

3 : — Une troisième méthode consisterait à exercer une action auprès des Ministères des Affaires Etrangères de quelques pays européens pour obtenir une première non internationalisation du statut juridique des associations internationales par le biais de la faculté accordée par l'article 9 de la loi belge signée à New York le 25 octobre 1919, par le Roi Albert et qui prévoit: « Le gouvernement belge est autorisé à conclure avec les Etats étrangers des traités pour l'établissement d'un statut international des associations scientifiques internationales sur la base de la présente loi ».

Cette loi belge de 1919 est, rappelons-le, la seule loi au monde concernant uniquement les associations internationales.

Georges Patrick Speckaert

(1) " Facilitation Problems of International Associations. The legal, fiscal and administrative facilities of international non governmental organizations. An international and comparative law, organization and policy study », by Raymond Spencer Rodgers, 1960, 167 pages. UAI Publication n° 171.

(2) Le numéro d'avril 1952 de la revue de l'UAI décrit les statuts en France, Suisse, Grande-Bretagne et Belgique et contient le texte du projet de Convention de 1950 de l'Institut de Droit international, dont le point y est exposé par Mme Suzanne Bastid. Le numéro de juin 1953 décrit les statuts aux Pays-Bas et en République fédérale allemande; celui de juillet 1956 ceux en Autriche. Mexique, Suède, Etats-Unis et Yougoslavie,

(3) Une note de sept pages sur les travaux de ce Comité a été publiée dans le numéro de mai 1949 de la revue de l'UAI.

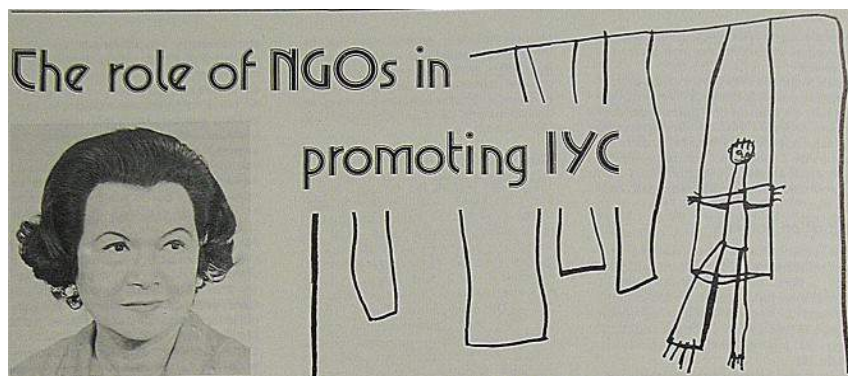
(4) Les textes français et anglais de ce projet de convention ont été publiés dans le numéro de juillet 1959 de la revue de l'UAI.

(5) En 1968, 464 OING (non compris les organisations régionales européennes) jouissaient de la personnalité juridique, soit 24,8 % du nombre total des OING en activité à l'époque. Parmi elles, sur la base de la législation française : 170; suisse : 109; belge : 73; américaine : 37; hollandaise : 22; anglaise : 18, etc. Lors de nos enquêtes, un certain nombre d'OING nous ont fait savoir qu'elles ne voulaient pas se placer sous un régime juridique national.

Fondation Vaserey — Photo : French Embassy, Brussels



TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 8-9 1978



by Estefania Aldaba-Lim



Photo: UNICEF, L. Herschritt
* Dr Estefania Aldaba-Lim, Special Representative for the International Year of the Child (IYC).

The International Year of the Child (IYC) has presented international non-governmental organizations with their greatest challenge, as well as their greatest opportunity for making a visible and lasting impact on the most critical area of human life — our children. In the first place, the International Year of the Child is the outcome of an NGO initiative. The impetus for the proclamation of 1979 as the Year of the Child was provided by NGOs, who continue to be among the most committed, enthusiastic and dynamic participants in the Year. In a number of developed countries such as Denmark, Canada and the United Kingdom, NGOs are playing an active or leading role in the national commissions for IYC. Both at national and global levels, NGOs are making a valuable, supportive contribution to the Year.

Furthermore, the valuable role of NGOs in social development makes their contribution to IYC particularly important. My unqualified faith in NGOs and their role in development stems from my almost three decades of association with them. In my work as a public servant as erstwhile minister of the Philippine Government's Ministry of Social Services and Development, I very much relied on the many voluntary organizations to achieve our ends. We could not have reached out to as many people as we did and spread the gospel of people caring for people without the NGOs at our side — not only in times of grave emergency and crisis situations as in disaster operations, but in the quiet day-to-day delivery of social services to those who needed us. One of my treasured memories in working for the hundreds of thousands of malnourished children who needed rehabilitation in my country, was the spontaneous response of NGOs to my Ministry's call for action, once the grave problem of

malnutrition among the children of the poor was understood by the community — Girl Scouts, Lions, Jaycees, Rotarians, Soroptimists, Zonta, Salvation Army, etc. A recent report shows that of the 4200 day-care centres in the country which we had utilized for nutrition rehabilitation purposes 48 % are managed and funded by NGOs.

NGOs As Pioneer-Innovation

The well-being of children is a field in which NGOs can be particularly effective, by virtue of their grass-root involvement in community life, their dedication, experience, and flexibility in action structure. They also frequently play an innovative, pioneering role in initiating pilot projects later adopted by Governments on a permanent basis. When placed at the service of IYC, these valuable qualities can expand the benefits of existing programmes for children and generate new and more effective ways of meeting their needs. The area of greatest need and urgency is in the developing world, where children in the words of the General Assembly Resolution « are undernourished, are without access to adequate health services, are missing educational preparation for their future, and are deprived of the elementary amenities of life ». IYC is a timely occasion to involve NGOs more actively and directly in the problems affecting the majority of the world's children.

Twinning of NGOs

There are many imaginative strategies in which NGOs could effectively work with allied NGOs of allied interests. NGOs in developed countries, for example, could twin with their counterparts in developing countries for the purpose of facilitating their participation in NGO activities. For example,



1979 Année Internationale de l'Enfant
International Year of the Child

Girl Guides in Denmark could undertake a project to support Girl Guides in Kenya through the financing of material or other needs that would allow them to be operative.

Multi NGO Cooperation

NGOs themselves have come up with new and promising ideas which they are putting into practice. An innovative example of the multiplier effect of multi-NGO cooperation is a water project covering 14 communities in Kenya an idea which began with a number of women in organisations based in New York City in consultative Status in ECOSOC. The project, which is supported by a number of NGOs and woman's committees in Kenya, is as far as we know, the only one in the world involving such a large number of cooperating NGOs.

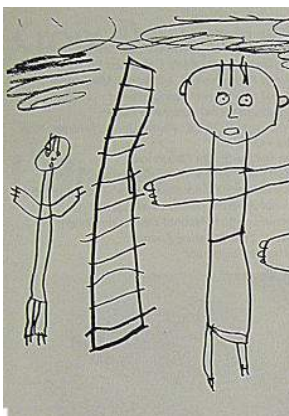
The possibilities of extending this kind of collective approach to other regions, and other sectors, are worth exploring. The success of the Kenya project underlines the increased impact and more enduring benefits that would be derived by bringing together the efforts of many likeminded NGOs on a single, larger-scale project, in contrast to what can be achieved by NGOs working independently.

IYC can serve as a vehicle for increasing the resources for NGO projects in developing countries, or for projects sponsored by UNICEF, UNHCR, or other U.N. agencies. Fortunately, the possibilities of expanding NGO involvement in developing countries' projects are better than ever, in view of the increased willingness of development agencies, such as ODM in U.K.,

or SIDA and DANIDA in the Nordic countries, to fund overseas projects undertaken in the area of basic services. NGOs can exploit the increased opportunities for fund-raising offered by IYC, by seeking agency funding for projects in the developing world.

Child to Child Programme

Money, however, is not the only answer. IYC can be used to put into practice innovative and practical alternatives for helping children in developing countries without necessarily involving great expense. The Child-to-Child Programme developed by Dr. David Morley of the Institute of Child Health in the United Kingdom, illustrates what can be achieved by imaginative, low-cost methods. The programme has developed a simple method of helping communities measure malnutrition in children, utilizing a « Shakir strip ». The message of IYC is that children require special attention, special treatment as a specific focus of our endeavours. IYC is a time to place children for once at the top of the global agenda, to make the world see the situation of children as it is, in its most tragic, heartrending dimensions and so to shock the world into action. For it is only by the force of our collective commitment and sustained efforts on their behalf, that any improvement in the situation of children will be realized.



UNICEF photo, Peter Larsen



Photo right : WHO, by Paul Almasy

Selection of Children's organizations from the "Yearbook of International Organizations", indispensable reference work (or all international Organizations.

B 3658 - Association for Childhood Education International (ACEI)
 A 1451 - International Catholic Child Bureau
 A 2361 - International Paediatric Association
 A 2361 - International Planned Parenthood Federation
 A 3478 - World Association of Friends for Children
 A 3469 - World Association of Girl Guides and Girl Scouts (WAGGS)
 A 0194 - World Scout Bureau
 B 5309 - Council for Exceptional Children CEC
 A 1483 - International Centre of Films for Children and Young People ICFYCP
 B 2981 - Nordic Children's Film Council
 B 1116 - Children's Research Fund
 B 5640 - Save the Children Fund
 B 3380fg - United Nations Children's Fund UNICEF
 B 0805 - World Council for Gifted Children IHC
 B 5350 - Holt International Children's Service Inc (HICS)
 B 3334 - " International Association against Infanticide (Filium)

B 0195 - Boys Brigade
 B 5653 - Camp fire Girls
 B 5388 - Girl Scouts USA
 A 0998 - Girls Brigade International
 B 3560 - International Union European Guides Scouts
 A 3562 - World Organization for Early Childhood Education
 A 2047 - International Federation of Jeunes Musicales
 A 2363 - International Playground Association
 B 5491 - Children's International Summer Villages
 B0525 - Eglantyne Jebb Office Protection Children Non European Origin
 B 0600 - European Bureau Youth Childhood
 B 2863 - Foundation International Child Health
 B 4105 - International Council Education Visually Handicapped
 B 0268 - International Juvenile Officers Association
 B 2204 - International League Rational Education Children
 B 5719 - International Young Nature Friends
 B 1923 - Prix Jeunesse Foundation



A 2123 - International Institute for Children's Literature and Reading Research
 B 4553 - International Research Society for Children's Literature
 A 1496 - International Children's Centre ICC
 A 1606 - International Committee of Children's and Adolescent's Movements ICCAM
 B 6153 - " International Study Group on Diabetes in Children and Adolescents
 A 2198 - International League for Child and Adult Education
 B4734 - International Children's Aid
 A 1054 - Inter-American Children's Institute
 B 3285 - United Nations Women's Guild (UNWEG)
 B 2695 - International Childbirth Education Association ICEA
 A 2273 - International Movement of Apostolate of Children IMAC
 A 1451 - International Catholic Child Bureau ICCB
 B 3118 - Permanent International Commission for the Study of Problems Relating to Children and the Cinema.
 A 1880 - International Federation of Children's Communities
 B 4385 - International Guild for Infant Survival
 A 4080 - International Association of Dentistry for Children IADC
 B 3658 - Association for Childhood Education International ACEI
 B 5651 - Boy Scouts Association

B 0467 - Young World Development
 A 1374 - International Association of Workers for Maladjusted Children IAWMC
 B 1722 - Children's Medical Relief International
 B 0846 - World Missions to Children
 A 2973 - Non-Governmental Organizations Committee on UNICEF
 B 2024 - Pestalozzi Children's Village Foundation
 B 2785 - French, Language Infant Pneumology and Phthisiology Group
 B 5722 - Commonwealth Students Children Society
 A 1180 - International Association for Child Psychiatry and Allied Professions
 A 1181 - International Association for Children's Youth Theatres
 A 3246 - SOS-Children's Villages
 A 2653 - International Union for Child Welfare IUCW
 A 4464 - Council of International Organizations directly interested in Children and Youth
 B 4521 - La Leche League International
 A 1400 - International Board for Books for Young People
 A 1606 - International Committee Children's Adolescents Movements
 A 1880 - International Federation Children's Communities
 A 2401 - International Reading Association

Croix-Rouge '78

L'Année Henry Dunant

Photo : Henry Dunant, Fondateur de la Croix-Rouge (1828-1910)



Le monde entier a commémoré, le 8 mai 1978 — Journée mondiale de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et du Lion-et-Soleil-Rouge — l'anniversaire de celui qui, né voici 150 ans, inspira l'une des plus nobles vocations humanitaires dans un Mouvement universel : LA CROIX-ROUGE.

Ce citoyen de Genève, dont l'idée-force issue de scènes sanglantes réussit à mobiliser les consciences dans un même élan de compassion, bouleversa bien des utopies.

C'est en juin 1859, durant la campagne d'Italie, que — témoin involontaire de la bataille de Solferino où s'opposaient les armées françaises et sardes à celles d'Autriche — Henry Dunant fut frappé par l'abandon des blessés et le mépris total du soldat désarmé. Devant la carence de toute action de secours organisée, il improvisa une assistance aux blessés de l'un et de l'autre camps égaux dans la souffrance et frères dans le malheur.

Hanté par ces visions d'horreurs, il écrivit en 1862 un livre qui révéla au public la révoltante condition des blessés : « UN SOUVENIR DE SOL-

FERINO ». Comment faire cesser ce scandale ? « N'y aurait-il pas moyen, dès le temps de paix, de constituer des Sociétés dont le but serait de faire donner des soins aux blessés en temps de guerre ? »

Une année plus tard, le Mouvement de la Croix-Rouge fut fondé à Genève. Depuis lors, la Croix-Rouge ne s'est pas uniquement consacrée aux victimes des conflits mais également à des activités diversifiées destinées à promouvoir la paix. Honorée, comme le fut son Fondateur, du Prix Nobel de la Paix qu'elle obtint à trois reprises, la Croix-Rouge est partout où il faut COMBATTRE la souffrance, la maladie et la misère, PROTÉGER la santé et la dignité de l'homme.

Aujourd'hui, à l'instar d'Henry Dunant, 230 millions de volontaires perpétuent son geste humanitaire. JOIGNEZ-VOUS A NOUS » tel était le leitmotiv de la Journée mondiale de cette année qui, en raison de l'événement qu'elle marquait, revêtit une dimension supplémentaire.

La Croix-Rouge sut en effet saisir cette occasion pour rappeler la valeur de l'action volontaire et inviter tous ceux qui, encouragés par la conviction d'Henry Dunant, veulent soutenir son œuvre.

Ce double objectif, entraîna, tant sur le plan national qu'international, maintes initiatives dont la plupart s'échelonnèrent durant le mois de mai; d'autres par contre sont en cours; toutes cependant reflètent le vibrant hommage que notre Mouvement a rendu ou rend à celui qui en fut le promoteur. LA SUISSE fut le lieu de consécration de cet événement.

Il était normal que les Institutions internationales de la Croix-Rouge — le Comité international de la Croix-Rouge

et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge — auxquelles s'étaient associés l'Institut Henry-Dunant, la Croix-Rouge suisse et l'Alliance universelle des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens fussent au premier rang dans la commémoration du 150^{ème} anniversaire d'Henry Dunant dont les manifestations qu'il suscita reçurent l'appui des autorités fédérales, cantonales et municipales.

Table ronde des institutions lauréates du prix nobel de la paix

Pour la première fois, des personnalités des neuf Institutions récipiendaires du Prix Nobel de la Paix (*) se réunirent sous la présidence du Prince Sadruddin Aga Khan, le 27 avril 1978, au siège du Bureau International du Travail, à Genève, pour rechercher ensemble les moyens d'accroître la contribution des Organisations internationales à la paix.

Ces personnalités en appelèrent tout particulièrement aux Gouvernements « pour qu'ils respectent scrupuleusement les engagements internationaux et les idéaux auxquels ils ont souscrit, notamment par la charte des Nations Unies, la déclaration universelle des droits de l'homme et les Conventions de Genève, pour qu'ils progressent vers un désarmement général, et l'élimination de la menace nucléaire et pour qu'ils consentent les sacrifices nécessaires à l'instauration d'une plus grande justice économique et sociale entre les peuples ».

La Table ronde, à laquelle participèrent également trois journalistes de renommée internationale, représentant les principaux courants de la pensée et de l'opinion publique mondiale — MM. V. Matveev (URSS), P. Salinger (USA)

* Le Professeur p. Visscher, Secrétaire général de l'Institut de Droit international, Bruxelles (ayant reçu le Prix Nobel en 1904); M. A. Booth,

Genève (1910); le Professeur J.P. Houghton,

Philadelphie (1947); M.G. Jaeger, Directeur de la Protection du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, Genève (1955); Mme T. Memet, Conseiller pour le bien-être lance, New York (1965); M. F. Blanchart, Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, Genève (1969); M.M. Ernsts, Secrétaire général d'Amnesty International, Londres

(1977); M. A. Hay, Président du Comité international de la Croix-Rouge, Genève (1917, 1944 et 1963); et Tunku Tan 'Siti Mohamed' bin Tunku Besar Burhanuddin, Vice-Président de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, Genève (1963).



Bataille de Solferino, d'après le peintre Horace Vernet!

et T. Vittachi (Sri Lanka) — fut suivie, le 28 avril, d'un débat public.

CEREMONIES DU 8 MAI : Double commémoration à Genève et à Berne

Le Jour anniversaire de la naissance d'Henry Dunant revêtit une solennité tout spéciale tant à Genève qu'à Berne. Dans la ville natale du Fondateur de la Croix-Rouge, la cérémonie officielle se déroula à l'Auditorium Jean-Plaget, de l'Université M. Elle fut rehaussée par la présence de M. A. Hay, Président du Comité international de la Croix-Rouge, de M. P. Aubert, Conseiller Fédéral, Chef du Département politique, de M. le Professeur H. Haug, Président de la Croix-Rouge suisse, de M. le Juge J.A. Adefarasin, Président de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, de M. W. Donzé, Président du Conseil d'Etat et de M. C. Ketterer, Maire de Genève qui, tout à tour, prirent la parole devant les quelque 600 invités parmi lesquels figuraient notamment des ambassadeurs auprès de l'Office européen des Nations Unies, des représentants de diverses organisations internationales et des dirigeants de l'ensemble de la Croix-Rouge internationale. D'autre part, 36 personnalités suisses lancèrent un appel en faveur d'une initiative suisse contre la torture dont l'action à entreprendre devrait être coordonnée avec les efforts d'autres pays et des organisations internationales. A Berne, la célébration du 8 mai, qui fut organisée par la Croix-Rouge suisse, vit la participation de M. W. Ritschard, Président de la Confédération helvétique qui prononça une allocution tout comme d'autres personnalités de la Croix-Rouge nationale et internationale. En outre, à Heiden (Appenzell) où Henry

Dunant décéda le 10 octobre 1910, une gerbe fut déposée, le 7 mai, sur le monument érigé à sa mémoire, par une délégation en provenance de plusieurs Sociétés nationales dont les Croix-Rouge allemande dans la République fédérale d'Allemagne, autrichienne, du Liechtenstein, japonaise et suisse.

Connaissez-vous la croix-rouge ?

Une opération « PORTES OUVERTES » permit au public de se joindre à la Croix-Rouge, les 6 et 7 mai, par l'intermédiaire de ses Institutions internationales et genevoises (Comité international de la Croix-Rouge, Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, Institut Henry-Dunant et Section genevoise de la Croix-Rouge suisse), opération à laquelle s'associa aussi l'Alliance universelle des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens, elle-même fondée par Henry Dunant. C'est un rallye pédestre assorti d'un concours qui conduisit les participants dans chacune des Institutions où ils purent s'informer sur les activités déployées. Partant, la Section genevoise de la Croix-Rouge suisse les invita à se familiariser avec ses tâches; les Unions Chrétiennes de Jeunes Gens les renseignèrent sur leur rôle; l'Institut Henry-Dunant leur montra la diversité de l'œuvre d'Henry Dunant par une exposition intitulée « les chemins de la paix »; le Comité international de la Croix-Rouge leur présenta un hôpital de campagne, une multivision et une exposition sur ses activités; quant à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, elle leur fit découvrir la dimension universelle du Mouvement et l'action de la Croix-Rouge internationale en temps de paix : secours en cas de catastrophes et tiers-monde. Elle leur exposa

en outre ses moyens d'intervention en cas d'urgence en simulant notamment un désastre. A cet égard, un centre de transfusion sanguine, un village de tentes, un centre de communication radio et télex opérationnel ainsi qu'une station mobile de purification d'eau avaient été installés dans son parc. Les Jeunes turent plus spécialement motivés par cette opération « Portes ouvertes » où leur curiosité aiguisée par les récompenses que les organisateurs leur offraient à cette occasion les entraîna dans de véritables marathons dans la ville d'Henry Dunant.

De la charrette de Solferino aux avions ultra-modernes

Une exposition internationale de matériel et de transports sanitaires à l'aéroport de Genève

Du 26 mai au 4 juin, le public eut la possibilité de voir rassemblés les transports sanitaires aériens ou terrestres, depuis la charrette à bras utilisée sur le champ de bataille de Solferino, jusqu'aux avions-ambulance d'aujourd'hui ainsi que les dernières nouveautés techniques, telles qu'une salle d'opération itinérante à usages multiples, une clinique ophtalmologique mobile ou une unité chirurgicale complète pouvant indifféremment être suspendue à un hélicoptère ou chargée sur un camion.

Outre le Comité international de la Croix-Rouge et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, plusieurs Sociétés nationales de la Croix-Rouge, la Garde aérienne suisse de sauvetage, la Protection civile genevoise et de l'année, tout comme des Organisations telles que l'UIPE et l'Ordre de Malte, pré-

sentèrent à cette occasion leurs réalisations au moyen de panneaux, de maquettes et de véhicules. D'autre part, la rade de Genève fut le théâtre de démonstrations spectaculaires : largage d'eau à basse altitude par un avion spécialisé dans la lutte contre les incendies de forêts, décollage et atterrissage ultra-courts d'un avion-ambulance, évolution de sauveteurs suspendus à des hélicoptères, etc.

Les 1000 invités d'Henry Dunant

Les édiles genevois assistés de certaines de personnes de bonne volonté servirent, le 7 mai, au Palais des Expositions un repas à 1.000 personnes âgées, handicapées ou isolées des différents asiles et institutions cantonales, municipales et privées de Genève. Cette initiatives originale et sans précédent fut accueillie avec un réel enthousiasme.

...Et 15.000 bouquets
A Berne, 15.000 bouquets de fleurs
furent distribués aux malades des
hôpitaux de la ville par les volontaires
de la Croix-Rouge suisse.

La maison d'Henry Dunant

Située au pied de la vieille ville de Genève — rue Verdaine — la maison natale d'Henry Dunant fut également à l'honneur : un Centre d'information y fut ouvert, présentant une exposition photographique sur la Croix-Rouge et son Fondateur.

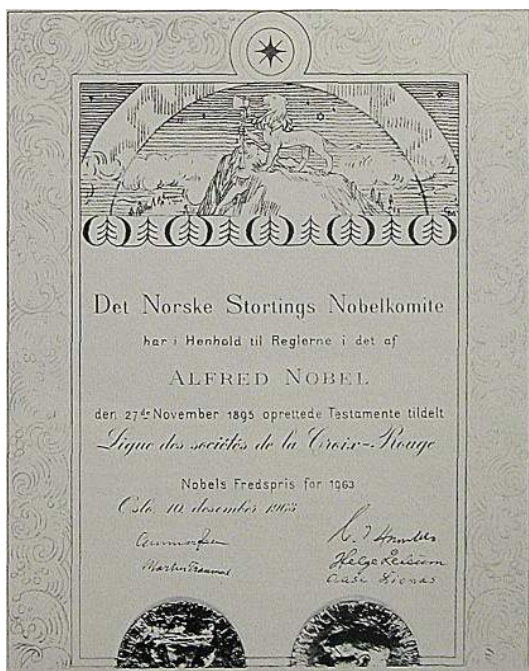
« UN PHARE DANS LA NUIT »

**Spectacle audio-visuel sur
Henry Dunant**

Sur un scénario original d'Isabelle Villars, auteur dramatique connu à Genève, et mise en ondes de René Habib (Radio suisse romande), une multivision de 35 minutes produite avec le concours de Max Heinzelmund a été présentée quatre fois par semaine, dans la cour de l'Hôtel-de-Ville de Genève durant toute la saison d'été. Remplaçant l'idée d'Henry Dunant dans une vision cosmique, le spectacle sur trois écrans permet à celui qui le regarde d'approcher à la fois la vie du Fondateur de la Croix-Rouge et son message, grâce à une succession d'images rythmées tant par la musique aussi diverse que celle de Malher, Beethoven, Penderecki et Morricone, que par des textes d'auteurs tels que Rimbaud, Shakespeare, Sophocle, ou des citations de grands hommes comme le Pasteur Martin Luther King, Lao Tseu et le Dr Albert Schweitzer. Ce dernier n'a-t-il pas dit d'Henry Dunant : « La Croix-Rouge a pris au courant des années une importance toujours grandissante. Qu'il y ait cet flot de civilisation effective dans notre monde, c'est l'œuvre d'Henry



Juge J.A. Adetarasin, s'adressant aux invites a la ceremonie commemorative officielle du 150eme anniversaire de la naissance d'Henry



Prix Nobel de la Paix décerné à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge conjointement avec le Comité International de la Croix-Rouge lors du Centenaire de la fondation du Mouvement de la Croix-Rouge en 1963.



Les groupes d'assistance



Mémorial de solférino (Italie)



Dunant. Nous vouons une profonde reconnaissance à celui qui a allumé ce phare qui luit dans les ténèbres. A nous de veiller à ce qu'il ne s'éteigne pas ..

Dans les cinq continents...

Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et du Lion-et-Soleil-Rouge fêtèrent le 150^{ème} anniversaire de la naissance d'Henry Dunant en lançant notamment de vastes campagnes de recrutement de membres. Leurs initiatives multiples, originales, auxquelles s'intéressèrent les grands médias permirent de rappeler au monde entier leur attachement aux idéaux de ce grand philanthrope que fut Henry Dunant. Comment ne pas citer parmi ces Sociétés nationales, la Croix-Rouge italienne qui marqua cet événement avec un éclat tout particulier. A Castiglione della Stiviere et à Solférino (Lombardie), hauts lieux historiques et significatifs pour la Croix-Rouge, des cérémonies commémoratives se tinrent, le 27 mai, notamment au Musée international de la Croix-Rouge où, en présence de nombreuses personnalités parmi lesquelles figuraient les autorités locales et les représentants de la Croix-Rouge italienne et internationale, deux expositions furent inaugurées : l'une consacrée aux activités de la Croix-Rouge japonaise, l'autre à la philatélie Croix-Rouge. Pourtant, le point culminant de ces festivités fut, en fait, le rassemblement d'une foule importante au Mémorial de la Croix-Rouge à Solférino. Véritable empreinte du patrimoine moral de tous ceux qui, sous le même drapeau, sont animés par l'esprit d'Henry Dunant, ce monument, constitué de blocs de pierre gravés du nom du pays de chacune des 125 Sociétés nationales reconnues à ce jour sur le plan international, symbolise concrètement l'universalité du Mouvement de la Croix-Rouge.

For further description of the Red Cross Organizations, including details of foundation date, structure, activities, members etc., see the following entries in UAI's « Yearbook of International Organizations '» (latest edition 1978-9):

- The International Red Cross/La Croix Rouge Internationale
réf. (A 2405)
- The International Committee of the Red Cross (ICRC)/Le Comité international de la Croix-Bouge (CICR)
ref. A 1623
- The League of Red Cross Societies (World Federation of National Red Cross, Red Crescent and Red Lion and Sun Societies) Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge
ref. A 2907

NGO/UN Interaction in Sahelian Disaster Relief

Barbara J. Brown *

During the late 1960's and early 1970's, a severe drought struck the sub-Saharan region of West Africa known as the "Sahel. The drought produced enormous

nal nature of the Sahel drought made the need for cooperation even more important than it normally is in other kinds of disasters. To examine the pos-



hardship for the people of the area, and necessitated large-scale international relief assistance. Disaster relief activities involved a number of governments, international organizations and nongovernmental organizations. Some sources have estimated that \$500 million were spent on relief during the 1973-75 period.⁽¹⁾

The one fact that emerges clearly from an examination of the Sahelian case is the need for increased cooperation among donors. While lack of transportation and communication infrastructures are always problems to some degree in relief operations, the severity and regio-

* Research associate United Nations Institute for Training and Research (UNITAR).

This research was made possible by grant number 1722-520147 of the United States Agency for International Development and the United States Department of State. The opinions expressed are solely the responsibility of the researcher and do not necessarily represent the views of the organizations studied or the sponsoring institutions.

sibilities for greater United Nations and NGO cooperation in relief, it is necessary to compare the ways in which they responded and the ways in which they interacted.

Information was obtained through mail survey of 68 NGOs (English and French speaking). Thirty-two of these organizations were based in the United States, 13 were international NGOs and two were West African in origin. The United Nations agencies and programs most involved in this relief effort were: the Food and Agriculture Organization (FAO), the World Food Programme (WFP), the United Nations Children's Fund (UNICEF), the World Health Organization (WHO), and the United Nations Development Programme (UNDP).

Documentation was obtained from all these organizations and extensive interviewing was conducted at the headquarters of the NGOs and the UN agencies. In addition, field representatives of NGOs operating programs in the Sahel and personnel in the UN agency field offices were interviewed in Senegal, Mali, Upper Volta and Niger.⁽²⁾

The Disaster Relief Response

There were a number of common characteristics and problems in the responses of NGOs and the United Nations agencies in the Sahelian drought situation. There were substantial problems for all donors in getting accurate information and in communication of that information to their respective constituents. Because no relief donor has the authority to begin relief until requested to do so by the government(s) involved, both the UN and NGO communities suffered similar problems in preparing for assistance activities.

Both the UN and voluntary agencies relied on public appeals for fund raising, as well as on diversion of funds from regular programs, however, very few voluntary agencies have contingency funds for special emergencies. Of course, the UN was able to commit a much larger amount of financial resources to this relief effort. (An estimated \$99 million were contributed by the UN agencies and some \$25 million by NGOs).⁽³⁾ However, the magnitude of financial assistance in relief efforts is often an inadequate means of comparing the value of contributions of various organizations. There are many important roles which must be filled in any relief operation and many of them require small-scale intensive efforts not involving a large financial commitment. The very nature of the Sahelian disaster emphasized the inadequacy of conventional relief techniques. Thus, NGOs can and do play a very significant role in international relief that cannot be played by the UN or bilateral donors.

Despite differences in organizational structures, there are many similarities between the UN and NGOs in the way they executed their relief programs and the kinds of problems they encountered. Both had chronic problems in transportation, communications and monitoring of relief supplies. In terms of monitoring relief distribution the UN agencies had somewhat different problems because they depended more on governmental personnel to distribute and monitor relief assistance than did the NGOs, and there was a greater emphasis on accounting for relief supplies and reporting on the progress of operations within the UN agencies. Even though the UN was involved in a massive food distribution campaign which required several airlifts, and the voluntary agen-

cies were more often involved in smaller-scale intensive efforts in very remote regions, both kinds of relief activities encountered the same problems. However, no single method of relief distribution characterized the UN agencies or the NGOs. Each organization used the means most appropriate to the commodity it provided. Though not involved in large-scale emergency feeding operations, the NGOs were engaged in diverse relief activities and there was as wide a variety of response as that within the UN. In the area of relief evaluation both the UN and NGOs suffered the greatest deficiency. While both produced descriptive reports of relief activities, no systematic relief evaluation procedure exists for either the UN or voluntary agencies. Evaluation is considered only in administrative and financial terms, and no attempt is made to assess the long-term impact of relief activities on the affected population. However, there appears to be some support within both communities for developing systematic relief evaluation procedures. The similarities in the disaster relief responses of the UN and NGOs would seem to form a basis for greater interaction, especially in the field. Examining the patterns of interaction should lead to a better understanding of the factors which hinder cooperation.

NGO /UN Interaction in the field

Of the 68 NGOs included in the study, only 24 were operational in the Sahel during the 1973-75 relief period — operational in the sense that support was not merely financial. These organizations actively supported programs in the region by the presence of one or more field representatives. The investigation is limited to a six-country region (Senegal), Mali, Mauritania, Niger, Upper Volta and Chad). Of the 24 organizations, 16 had some form of contact with the UN agencies. The most important forms of contact in the Sahel were information sharing and

technical assistance. Additional information may be conveyed through personal contacts, but this is not always the case. During the disaster relief period contact between UN and NGO personnel most often took the form of information sharing. In the Sahelian case, the Office of Sahelian Relief Operations (OSRO) within FAO, the International Council of Voluntary Agencies (ICVA), the American Council of Voluntary Agencies for Foreign Service (ACVA) and Freedom from Hunger/Action for Development (FFH/AD) facilitated information exchange. Most information coming to voluntary agencies from the UN was in document form, while most of the information shared with the UN by voluntary agencies was informal. Eight NGOs indicated having some technical assistance collaboration with the UN in the Sahel. Technical assistance is defined as the exchange of personnel, equipment or supplies for the purpose of developing or executing a specific relief project. Technical assistance during Sahelian relief was generally confined to specific relief operations. In almost all cases, voluntary agencies provided UN organizations with supplemental assistance. This took the form of assistance in food distribution and supply of small quantities of goods. The greatest benefit that could be derived from UN and NGO interaction would be in the area of increased information sharing. If both sets of organizations were more aware of each other's field operations, relief activities could be better coordinated. The UN could provide more comprehensive information on the status of relief shipments from donors, and the voluntary agencies could provide information on possible field distribution network facilities. Further, if all of this information were available to the Director of Disaster relief Operations of the government (s) concerned, each country would be better able to direct and coordinate relief efforts.

Conclusions

There are certain legitimate arguments which influence the nature of UN and NGO cooperation in disaster relief. The UN agencies would prefer to deal with a central disaster-information point for the voluntary agencies to receive and relay information. Some information exchange on this basis is undertaken by the League of Red Cross Societies (LICROSS) NGO Steering Committee, but this involves only five major agencies. In the field UNDF representatives feel that the visibility of the Resident Representative's office should prompt NGOs to contact the UN directly. The

NGOs, on the other hand, would also prefer to deal with a central disaster-information point for the UN, but in the Sahelian case, found the UN Disaster Relief Office (UNDRO) to be inadequate for this purpose. The NGOs may also feel that sharing information with the UN will lead to a loss of recognition of their contributions to the relief effort. These attitudes are based on two erroneous assumptions - first, that voluntary agencies and UN organizations are homogeneous groups whose personnel invariably act in similar ways; and second, that organizations will always behave as they have in the past, whatever the circumstances. Just as it is incorrect to assume that one specialized agency represents the entire UN system, so is it invalid to apply this notion to NGOs. Further, organizations can change over time and past experience should not unduly influence the willingness of agencies to work together. As long as these attitudes prevail, however, it is unlikely that there will be an appreciable increase in interaction between the two groups. Better cooperation between NGOs and the UN in disaster relief will not be realized as long as this is not a priority for all concerned. Structural changes alone are not sufficient to provide the atmosphere conducive for increased cooperation. The establishment of committees or focal points for disaster relief coordination, for example, does not automatically guarantee closer cooperation. While all agencies pay lip service to better cooperation, very few are truly committed to this ideal. If the United Nations and NGOs are sincerely concerned about humanitarian assistance, they must begin to change their attitudes toward each other. The Sahelian drought offers no easy formula for the improvement of the international disaster relief network. This relief operation was a difficult and challenging experience for all involved. While problems of relief in the Sahel were generally the same as those encountered elsewhere, the unique features of this large-scale disaster operation reveals that increased interaction and coordination between all donors is the key to solving a wide variety of common problems and to meeting the needs of disaster victims throughout the world.

Footnotes
1. U.S. Department of State. General Accounting Office. Need to Build an International Disaster Relief Agency. Controller-General's report to the Congress, unpublished report, September 1975.
2. Janet C. Tuthill, Graduate School of International Studies, University of Denver, interviewed the NGO personnel.
3. Barbara J. Brown, Janet C. Tuthill.
E.
ponse : The Sahelian Experience », unpublished report, U.S. Department of State, June 1976.

Information Sharing		Informal/Personal	Technical Assistance
Information Sharing	9	2	5
Informal / Personal	2	5	-
Technical / Assistance	5	—	8

Rapport d'activités du secrétaire général à l'Assemblée générale de 1978

*Le Comité de liaison des organisations internationales non-gouvernementales établies en France a tenu son assemblée générale à Paris le 31 mai 1978 sous la présidence du Professeur Marcel Merle.
On trouvera ci-après le rapport du Secrétaire Général de ce Comité, M. Claude-Laurent Genty.*

Il appartient, par tradition, au Secrétaire général de présenter, devant l'Assemblée générale, le Rapport annuel d'activités.

Il me revient donc aujourd'hui la tâche de vous soumettre le bilan de la première année d'existence de notre Comité de liaison.

Il y a en effet un peu plus d'un an que ce Comité a été constitué : le 9 février 1977, très exactement. Depuis cette date, quelle a été l'action conduite par le Bureau que vous avez alors élu ?

Cette action a eu pour objectif trois préoccupations essentielles que le Bureau a considérées comme prioritaires tout au long de cette première année :

- tout d'abord, doter le Comité de liaison d'un minimum de moyens d'action;
 - ensuite, connaître avec précision, d'une part les forces que représente le Comité de liaison, c'est-à-dire la composition, les buts et les moyens de ses adhérents, et d'autre part leurs problèmes et leurs besoins;
 - enfin, (faire connaître l'existence et les buts du Comité de liaison, à la fois auprès des différentes Administrations et auprès des Associations internationales qui n'ont pas encore adhéré au Comité.
- Pour atteindre ces trois objectifs, le Bureau s'est réuni douze fois. A ces douze réunions, au cours desquelles a été élaborée progressivement l'action du Comité de liaison, il convient d'ajouter plusieurs réunions de Commissions spécialisées.

Nous allons examiner successivement l'action menée par rapport à chacun de ces trois objectifs.

I) Premier objectif :

Doter le Comité de liaison d'un minimum de moyens d'action. Dès sa première réunion, en Mars 1977, le Bureau s'est doté d'un Règlement intérieur lui permettant de fonctionner avec efficacité; et il a procédé à la désignation de ses Membres aux différentes fonctions de responsabilité et d'animation.

Il a également constitué en son sein deux Commissions permanentes :

- l'une, chargée de conduire l'enquête destinée à mieux connaître les Associations adhérant au Comité;
- l'autre, chargée d'étudier le futur statut juridique du Comité de liaison.

Me LOITRON a été chargé de présenter les résultats des travaux de cette seconde Commission, dont il assume la présidence.

D'autre part, toujours au cours de sa première réunion, le Bureau a installé son Secrétariat général au Siège de l'Organisation de son Secrétaire général; et il a décidé de lancer un appel de cotisations d'un montant très modique, mais indispensables pour assurer le fonctionnement de son secrétariat.

Voilà pour ce qui est des premiers moyens d'action et de fonctionnement mis en place par le Bureau au lendemain de son élection.

II) Deuxième objectif :

Connaître avec précision, d'une part les forces que représente le Comité de Liaison, et d'autre part les problèmes et les besoins de ses adhérents.

Pour parvenir à cette connaissance, absolument nécessaire à l'accomplissement du rôle assigné au Comité de liaison, le Bureau a adressé à toutes les organisations adhérentes, le 1er juillet 1977, il y a juste un an, un questionnaire qui était d'ailleurs accompagné d'une première lettre d'information indiquant :

- la composition du Bureau du Comité.
- les résultats de ses premières réunions,
- les objectifs poursuivis,
- et les travaux entrepris.

Le dépouillement de ce questionnaire a porté sur une cinquantaine de réponses. Les questions ont été réparties en deux groupes :

- un premier, regroupant les éléments quantifiables, dont les réponses ont pu être totalisées afin de pouvoir obtenir le « poids spécifique » du Comité de liaison pour chaque élément;

— un second, concernant les éléments non quantifiables, qui ont donné lieu à une analyse qualitative. Bien sûr, les résultats de cette enquête ne sauraient constituer une statistique qui puisse être extrapolée. Cependant, ils ont une certaine valeur indicative, et présentent de précieux enseignements, dont il pourra être tiré un certain nombre d'arguments vis-à-vis des Administrations.

Ces résultats chiffrés montrent le poids spécifique que représente, sur le plan national, l'ensemble des O.I.N.G. établies en France, dans les domaines économique, social, d'emploi et de fiscalité, pour ne retenir que ceux-là. D'autre part, il se dégage de ces premiers résultats une réalité qui méritera d'être prise en considération par les Pouvoirs publics français : c'est le phénomène d'échanges sociaux et

culturels auquel la France contribue à travers les Associations internationales qui s'y sont établies. Compte tenu de l'importance que revêt une telle étude, le Bureau a décidé d'adresser à nouveau ce questionnaire à celles des O.I.N.G. adhérentes au Comité de liaison qui n'y ont pas encore répondu, afin de pouvoir compléter l'étude entreprise. Mais ce questionnaire, et les réponses qui y ont été fournies, ne constituent que l'approche des forces que représente le Comité de liaison. Pour appréhender les problèmes et les besoins de ses Adhérents, il a été décidé, au terme d'une importante réunion de travail du Bureau, le 14 décembre dernier, de constituer cinq nouvelles Commissions :

- une Commission du Financement et de la Fiscalité,
 - une Commission de la Réglementation et du Personnel,
 - une Commission de l'Information, de l'Édition et de la Diffusion,
 - une Commission de l'organisation des Manifestations,
 - et une Commission des Locaux.
- L'objectif assigné à chacune de ces Commissions étant de permettre une étude plus approfondie de certains problèmes particuliers, qui étaient apparus, lors du dépouillement du questionnaire, et au cours de cette réunion de travail, comme prioritaires. Le calendrier des réunions de ces cinq commissions a alors été adressé à toutes les Associations adhérentes au Comité de liaison, chaque Commission ayant été placée sous la responsabilité d'un membre du Bureau, afin que celui-ci puisse assurer la coordination des travaux.

Le Bureau a estimé que cette formule devait permettre ainsi d'associer et de faire participer davantage les Organisations adhérentes aux travaux du Comité de liaison.

Les responsables de chaque Commission ont été chargés de présenter les premiers résultats de ces travaux. Mais le très petit nombre de participants aux premières réunions de ces Commissions pose, il faut bien le constater, un problème, alors que toutes les organisations adhérentes au Comité avaient été informées de ces réunions. Seule la Commission « Financement et Fiscalité » a pu tenir deux réunions, les autres Commissions ne s'étant réunies qu'une seule fois, du fait de la désaffection des participants ! Néanmoins, les premiers résultats obtenus au cours de ces réunions devraient permettre de présenter des dossiers suffisamment élaborés, aux différents Ministères concernés, auprès desquels le Bureau entend effectuer de prochaines démarches. Ceci nous conduit à examiner à présent l'action engagée en vue d'atteindre le troisième objectif fixé, à savoir :



Photo: INBEL «Figure couchée», granit d'Albin Courtois

III) Troisième objectif :

Faire connaître l'existence et les buts du Comité de liaison, tant auprès des différentes Administrations concernées que des Associations internationales qui n'ont pas encore adhéré au Comité. Cette action de Relations publiques et de promotion de notre Comité de liaison a été développée jusqu'ici suivant trois axes :

1°) Tout d'abord, au cours d'une réunion d'information qui s'est tenue le 26 octobre au « P.L.M.St-Jacques » et à laquelle ont été invitées les Organisations adhérentes au Comité, les représentants des Administrations et ceux des organes de presse spécialisés. Cette réunion d'information s'est déroulée en présence des responsables de l'U.A.I. (Union des Associations internationales) et en particulier de son Secrétaire général, l'Ambassadeur FENAUX, qui a présenté une remarquable communication sur « Le rôle des organisations internationales non gouvernementales dans les relations transnationales ».

Des responsables de la FAIB (Fédération des Associations Internationales établies en Belgique) ont également participé à cette réunion d'information.

Un dialogue a pu être engagé avec eux, et ce dialogue a permis de comparer les situations de nos Associations en France et en Belgique, les problèmes auxquels ils sont confrontés et les solutions qui y sont apportées de part et d'autre.

Cette réunion d'information, qui s'est terminée par un apéritif fort sympathique, a également permis de présenter les objectifs poursuivis, les travaux entrepris, et surtout les premiers résultats du questionnaire, qui ont été longuement analysés et commentés.

Enfin, bien sur, cette réunion a fait l'objet d'un « Communiqué de presse » destiné à mieux faire connaître le Comité de liaison.

2°) Deuxième axe de développement de cette action de Relations publiques: l'audience accordée par le Directeur-adjoint des Affaires publiques du Ministère des «Affaires étrangères, M. PANIEZ, au Président et au Secrétaire général du Comité de liaison, qui ont pu exposer à leur interlocuteur les buts poursuivis par le Comité de liaison. M. PANIEZ a accepté d'adresser, aux différents ministères avec lesquels le Comité souhaite entrer en contact, une « note » présentant les objectifs du Comité de liaison, et destinée à faciliter ses démarches.

Au cours de cette audience, il a été remis au Directeur-adjoint des Affaires politiques un dossier sur le Comité de liaison comprenant, entre autres, une note de synthèse du Président sur les objectifs du Comité de liaison et sur les raisons de cette demande d'audience.

Il convient d'ajouter que le Service des O.I.N.G. du Quai d'Orsay était représenté à cette audience par Mlle AVELINE.

Et je tiens à profiter de cette occasion pour remercier vivement, au nom du Bureau, ce Service des O.I.N.G., et tout particulièrement M. Georges EGAL et Mlle Christiane AVELINE qui, bien que notre Comité de liaison ait une totale indépendance — à laquelle il tient — par rapport au Ministère des Affaires étrangères, ont favorisé largement sa constitution et continuent d'apporter à son Bureau une aide très précieuse. 3°) Enfin, troisième et dernier axe — pour l'instant — de l'action de Relations publiques et de promotion du Comité de liaison : la diffusion du numéro de

mars de la revue de l'Union des Associations internationales.

Ce numéro spécial, consacré à la France, contient à ce titre deux articles sur le Comité de liaison des O.I.N.G. établies en France ; l'un de son Président, l'autre de son Secrétaire général. A l'occasion de sa sortie, il a été procédé :

— d'une part, à une diffusion de ce numéro à toutes les organisations adhérentes actuellement au Comité de liaison; et elles sont à ce jour 82!

— d'autre part, à une prospection des O.I.N.G. n'ayant pas encore adhéré au Comité de liaison, par l'envoi de ce numéro accompagné d'une lettre du Président précisant notamment les objectifs du Comité. Ceci m'amène, pour être complet, à dire un mot des relations entre le Comité de liaison et l'Union des Associations internationales qui — on vient de le voir — a apporté jusqu'ici à notre Comité un précieux concours. C'est dans ce même esprit de concertation qu'une délégation du Comité de liaison participera, le 30 juin prochain, à Bruxelles, sous les auspices de P.U.A.I. à une réunion triangulaire avec la F.A.I.B. (Fédération des Associations internationales établies en Belgique) et la F.U.G. (Fédération des Institutions internationales établies à Genève), en vue de préparer le Forum mondial des O.I.N.G. qui se tiendra à Bruxelles en juin 1980. à l'occasion du 70ème anniversaire de l'U.A.I. Mais, en faisant état de ces projets, j'aborde déjà l'avenir du comité de liaison. Vous permettrez à votre Secrétaire général de l'évoquer très rapidement en guise de conclusion :

a) Je pense qu'il lui faudra acquérir, le plus rapidement possible, une au-



Camoin : - Le port de Cannes; Photo Ambassade de France, Bruxelles

dience plus importante à l'égard des Pouvoirs publics, afin que ses démarches, dans l'intérêt même de ses organisations adhérentes, aient quelque chance d'aboutir.

b) Pour cela, il lui faudra renforcer sa représentativité, et par conséquent augmenter très sensiblement le nombre de ses adhérents, qui n'est pour l'instant que de 82 seulement sur les 450 Associations environ recensées au Service des O.I.N.G. du Quai d'Orsay.

c) Enfin, notre Comité de liaison ne pourra parvenir à cette augmentation, pourtant indispensable, du nombre de ses adhérents, qu'en prouvant son utilité vis-à-vis des O.I.N.G. établies en

France, c'est à dire en leur apportant l'aide qu'elles sont en droit d'attendre de ce Comité.

C'est pourquoi il lui faudra très rapidement :

— d'une part être en mesure d'apporter à ses Associations adhérentes conseils et services, et en premier lieu établir entre elles des liens plus étroits, notamment par la publication d'un Bulletin de liaison et d'information;

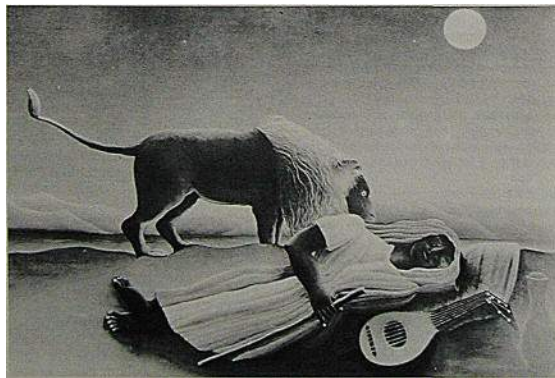
— d'autre part, se doter le plus tôt possible d'un cadre juridique qui lui permette un fonctionnement légal, et qui lui confère une représentativité officielle vis-à-vis des Administrations, puisque pour l'instant notre Comité de liaison n'est qu'un organisme de fait.

Voilà quelques propositions qui pourraient constituer le programme d'action de la deuxième année d'existence de notre Comité de liaison, et qui figurent d'ailleurs dans l'article que j'ai écrit dans le numéro de l'U.A.I. déjà cité. Il appartient, bien sûr, à cette Assemblée, d'en arrêter les grandes orientations, et de doter le Bureau des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. Mais sachez que le Secrétaire général, pour sa part, est prêt à assumer la réalisation de ces objectifs si vous lui en donnez les moyens.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, vous voudrez bien me pardonner d'avoir ainsi débordé sur les perspectives d'avenir; mais un tel rapport d'activités, qui a voulu démontrer le dynamisme de notre jeune Comité de liaison, ne pouvait pas en ignorer l'avenir ! -

Claude-Laurent Genty.

Rousseau : The sleeping Gypsy (1897) by courtesy, the Museum of Modern Art, New York



Les O.I.N.G. à Strasbourg

L'on a relaté, dans ces mêmes colonnes du numéro I de cette année 78, l'action de la Commission de liaison des ONG auprès du Conseil de l'Europe; et l'on a annoncé que la prochaine étape de ce développement de la participation des ONG aux travaux du Conseil de l'Europe devait se situer au mois de Janvier 1978 à l'occasion de la Conférence plénière annuelle des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe.

Cette Conférence plénière s'est déroulée cette année en deux temps : tout d'abord le 26 janvier, puis le 24 avril dernier.

La réunion du 26 janvier a été consacrée à l'examen du rapport d'activités de la Commission de Liaison pour l'année 77, rapport qui a été approuvé à l'unanimité. C'est également au cours de cette première réunion que la Conférence plénière des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil de

l'Europe a procédé à l'élection des membres de la Commission de Liaison des ONG pour 1978-79.

Lors de la seconde réunion, le 24 avril, la Conférence plénière des ONG a adopté un Protocole de fonctionnement ainsi qu'une proposition de budget de financement de sa Commission de Liaison.

Enfin, dès sa première réunion, le 26 janvier, la nouvelle Commission de Liaison des ONG a reconduit aux fonctions de Président et de Rapporteur respectivement MM. Claude-Laurent GENTY et Pierre ARMAND. Et au cours de sa réunion du 24 avril elle complétait son Bureau.

Ainsi, la Commission de Liaison des ONG auprès du Conseil de l'Europe se trouve à présent dotée d'un minimum de structure et, surtout, de méthodes de travail qui lui assureront désormais une plus grande efficacité au service d'une meilleure collaboration entre les ONG et le Conseil de l'Europe.



On lira ci-dessous

- le Rapport d'Activités de la Commission de Liaison des ONG auprès du Conseil de l'Europe pour l'année 1977;
- le Rapport de la Conférence plénière des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe du 26 janvier 1978;
- l'Exposé des Motifs concernant les projets de Protocole et de Budget relatifs au fonctionnement et aux modalités de financement de la Commission de Liaison des ONG;
- le Protocole de fonctionnement de la Commission de Liaison des ONG tel qu'il a été adopté au cours de la Conférence plénière du 24 avril 1978;
- enfin, la composition du Bureau de la nouvelle Commission de Liaison des ONG auprès du Conseil de l'Europe.

Rapport d'activités de la commission de liaison pour l'année 1977

La Commission a travaillé dans les limites du mandat qui lui avait été fixé par l'Assemblée plénière de Janvier 1977.

Les membres de la Commission ont eu constamment le souci d'agir en esprit de liaison entre le Conseil de l'Europe et les O.N.G., en s'efforçant de développer et de faciliter les relations des O.N.G. avec le Conseil de l'Europe, surtout pour les O.N.G. qui n'ont que des rapports très lointains et difficiles avec ce Conseil.

Le travail effectué a été très important, mais il reste encore beaucoup à faire. La Commission a abouti à un certain nombre de résultats corrects, et cela, il faut le souligner, grâce notamment à l'appui de MM. ELEBES et CORATEKIN qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour aider la Commission à progresser dans tous les domaines. Qu'ils soient remerciés du contact extrêmement cordial que les membres de la Commission n'ont cessé d'entretenir avec eux.

La Commission a tenu cinq réunions en 1977 :

I) Organisation des réunions sectorielles :

L'organisation des réunions sectorielles a été intensifiée quant aux points suivants :

- nécessité d'avoir des programmes plus délimités pour chaque réunion sectorielle.
- nécessité de parvenir à des conclusions partielles, à des « consensus » des O.N.G. participantes.
- nécessité d'organiser des réunions sectorielles non simultanées afin de permettre aux représentants des O.N.G. une plus grande participation.
- difficultés concernant le calendrier des réunions : les O.N.G. doivent être prévenues suffisamment à l'avance, les convocations aux réunions sectorielles doivent être accompagnées d'une note sur la programme détaillé de chaque réunion.

II) Comités d'experts :

De longues discussions ont eu lieu en Commission, en présence des Direc-

teurs du Conseil de l'Europe, au sujet de la participation des O.N.G. aux Comités d'experts.

Les choses n'ont pas été toujours faciles. Le paragraphe V de la résolution 73-3 du Comité des Ministres institue une procédure plus lourde que celle en vigueur précédemment. Des assurances ont cependant été données par le Directeur des Affaires politiques, M. LELEU, au cours de la réunion plénière des O.N.G. du 25 janvier 1978.

La nouvelle Commission de liaison devra suivre de près cette question. Il a été suggéré de demander aux O.N.G. dotées du statut consultatif de faire connaître à la Commission les difficultés qu'elles auraient rencontrées pour cette participation aux Comités d'experts depuis l'entrée en vigueur de la résolution 73-3.

III) Audience chez le

secrétaire général :
Le 23 juin 1977, une délégation de la Commission de liaison a été reçue par le Secrétaire général, et le Secrétaire général adjoint.

L'audience a duré une heure; la délégation de la Commission était accompagnée par le Directeur adjoint des Affaires politiques, M. KLEBES. Un « memorandum » a été remis par le Président de la Commission de liaison. Le Secrétaire général s'est félicité de pouvoir ainsi, pour la première fois, entendre des représentants des O.N.G. s'exprimer sur les problèmes qui se posent à l'ensemble des O.N.G. dans le cadre de leurs relations avec le Conseil de l'Europe.

Le Secrétaire général adjoint, le Comte SFORZA, a pour sa part, examiné en détail, avec les membres de la délégation de la Commission, les moyens nécessaires à mettre en œuvre, notamment la demande d'aide financière formulée par la Commission.

A l'issue de cette audience, le Secrétaire général a fait savoir que le « memorandum » de la Commission de liaison serait transmis au Comité des Ministres.

IV) Contacts avec la commission parlementaire changée des relations avec les parlements nationaux et le public : A la suite de l'intervention faite par M. KLEBES auprès de cette Commission et traduisant la volonté de la Commission de liaison des O.N.G. d'engager avec elle des relations suivies, la Commission de l'Assemblée parlementaire, chargée des relations avec les Parlements nationaux et le public, a inscrit au point IV de l'Ordre du jour de sa réunion du 7 octobre à 8 h 30 un échange de vues avec la Commission de liaison des O.N.G.

C'est ainsi qu'une délégation de la Commission de liaison, conduite par son Président, a été entendue le 7 octobre 1977 par la Commission parlementaire, sur la volonté des O.N.G. de participer davantage aux travaux du Conseil de l'Europe et sur les moyens nécessaires à cette participation. Cette audience a permis aux membres de la Commission de l'Assemblée parlementaire de mesurer le rôle joué par les O.N.G. dans le rayonnement des travaux du Conseil de l'Europe, et les avantages indéniables que le Conseil de l'Europe dans son ensemble, et en particulier l'Assemblée et ses Commissions, peuvent retirer de la collaboration avec les O.N.G. jouissant du statut consultatif.

Aussi, à l'issue de cette rencontre, il a été proposé par la Présidente de la Commission de l'Assemblée parlementaire et par le Président de la Commission de liaison des O.N.G. d'échanger des observateurs lors de chacune de leurs réunions respectives. D'autre part, un membre de la Commission de l'Assemblée parlementaire, M. GRANT, a exprimé son intention de déposer, au cours de la présente session d'octobre de l'Assemblée parlementaire, une question écrite relative

à la Coopération du Conseil de l'Europe avec les O.N.G. et destinée à appuyer auprès du Comité des Ministres le « memorandum » présenté au mois de juin par la Commission de liaison des O.N.G. sur le même sujet.

Cette question écrite (n° 201) a été déposée par M. GRANT le 15 octobre et a donné lieu à une réponse du Comité des Ministres, en date du 2 décembre, sur le rôle que les O.N.G. jouent dans la société contemporaine, et sur l'intérêt qu'elles portent aux activités du Conseil de l'Europe. D'autre part, une deuxième rencontre entre la Commission parlementaire et la Commission de liaison des O.N.G. s'est tenue le 26 janvier 1978 à 8 h 30. Au cours de cette réunion, la Commission parlementaire chargée des relations avec les Parlements nationaux et le Public a désigné ses trois représentants à un groupe de travail mixte « parlementaires - O.N.G. », auquel la Commission de liaison devra également désigner trois représentants. La Commission de liaison a attaché une très grande importance aux conséquences des relations qui viennent ainsi d'être engagées entre la Commission de l'Assemblée parlementaire

Le deuxième partie de la réunion gé-

Rapport de la 11e partie de la réunion générale des O.N.G. dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe : Conférence plénière : 26 janvier 1978

nérale des O.N.G. dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe s'est déroulée le 26 janvier 1978, de 10 h 30 à 13 h 30, sous la forme de Conférence plénière, conformément aux décisions prises lors de la réunion générale de 1977.

Ayant présidé, à la suite d'un vote unanime, cette précédente réunion plénière le 1er janvier 1977, M. GENTY, représentant de la Confédération internationale des Travailleurs intellectuels, a ouvert la séance. Avant d'aborder le premier point de l'ordre du jour, prévoyant l'élection du Président de cette Conférence plénière de 1978, M. GENTY a tenu à rendre un hommage à la mémoire du Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe, le Comte SPORZA, en rappelant que, l'année précédente, c'est à l'un des représentants des O.N.G., subitement disparu, qu'il avait eu la pénible tâche de rendre hommage.

Cette année, M. GENTY a souligné qu'en la personne du Comte SFORZA c'est l'un des plus anciens responsables du Conseil de l'Europe et l'un des plus fidèles amis des ONG auxquelles il a toujours apporté son soutien, qui venait de disparaître. En sa mémoire, M. GENTY a proposé d'observer une minute de silence.

I) Election du Président de la Conférence plénière :

chargés des relations avec les Parlements nationaux et le Public, et la Commission de liaison des O.N.G., celles-ci se trouvant être également l'un des relais entre l'opinion publique et le Conseil de l'Europe. En effet ces relations constituent l'amorce d'une participation plus étendue des O.N.G. aux travaux des Commissions de l'Assemblée parlementaire.

Conclusion :

En obtenant ces premiers résultats :

— organisation des réunions sectorielles.

— participation des O.N.G. aux Comités d'experts,

— audience chez le Secrétaire général et « memorandum » transmis en Comité des Ministres,

— réponse du Comité des Ministres à la question écrite posée par un parlementaire.

— constitution d'un groupe de travail mixte « parlementaires - O.N.G. », la Commission de liaison a dépassé largement les espoirs qui avaient été placés dans le rôle qu'elle devait jouer.

Tel est le bilan de ses deux premières années de fonctionnement.

M. GENTY ayant demandé s'il y avait

Rapport de la 11e partie de la réunion générale des O.N.G. dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe : Conférence plénière : 26 janvier 1978

une ou plusieurs candidatures parmi les représentants d'O.N.G. pour assurer cette présidence, Mme BOHM a proposé que ce soit à nouveau M. GENTY qui préside cette conférence plénière. Cette proposition ayant été acceptée à l'unanimité, M. GENTY a remercié ses collègues de lui conserver ainsi leur confiance; il s'efforcera de ne pas les décevoir en présidant donc, à leur demande, leurs travaux de ce jour.

II) Adoption du projet d'ordre du jour : Aucune modification n'ayant été apportée, le projet ordre du jour de cette conférence plénière 1978 des O.N.G. est adopté à l'unanimité.

III) Présentation et discussion du rapport d'activités 1977 de la Commission de liaison des O.N.G. :

M. ARMAND, rapporteur de la Commission de liaison, a retracé le bilan de l'activité de la commission pour l'année 1977, conformément au mandat qu'elle avait reçu des O.N.G. lors de la réunion plénière précédente (janvier 1977). Avant d'ouvrir le débat sur ce rapport d'activités, le Président M. GENTY a tenu à en dégager ce qui lui paraissait être les deux résultats les plus importants de l'action menée par la Commission de liaison au cours de l'année 1977 en faveur du renforcement de la Coopération entre les O.N.G. et le Conseil de l'Europe, à savoir :

— d'une part les relations engagées avec les Parlementaires à travers ses contacts avec la Commission parlementaire chargée des relations avec les Parlements nationaux et le public, et qui ont abouti, le matin même, lors de la dernière réunion de cette Commission, à la constitution d'un groupe de travail mixte comprenant des membres des deux commissions : Parlementaires - O.N.G. - (à cette occasion M. GENTY a salué la présence d'un représentant de la Commission parlementaire : M. SPAUTZ);

— d'autre part la prise en considération, par le Comité des Ministres, du rôle joué par les O.N.G., qui a été exprimée, le 2 décembre 1977, par la réponse du Comité des Ministres la question écrite posée sur ce point par un parlementaire, M. GRANT. Selon le Président GENTY, si la Commission de liaison n'avait obtenu que ces deux seuls résultats, cela aurait déjà été capital, car ces résultats ont dépassé largement les espoirs que les membres de la Commission de liaison avaient placés dans le rôle que pouvait jouer leur Commission. Or, comme l'a indiqué le rapporteur, M. ARMAND, ce ne sont pas les seuls résultats positifs à mettre au bilan de ces deux premières années de fonctionnement de la Commission de liaison des O.N.G.

Enfin le Président GENTY a tenu à souligner le fait que la Commission de liaison, bien loin d'avoir voulu à aucun moment se substituer aux relations directes que les O.N.G. entretiennent avec les différents organes du Conseil de l'Europe, s'était au contraire efforcée de favoriser un renforcement de ces relations en contribuant à la mise en place de nouvelles formes de collaboration entre les O.N.G. et le Conseil de l'Europe, en particulier à travers le développement des réunions sectorielles.

A la suite d'un bref débat sur ce rapport d'activités, celui-ci fut approuvé par de larges applaudissements.

IV) Examen des projets de Protocole et de budget relatifs au fonctionnement et aux modalités de financement de la Commission de liaison : Avant d'ouvrir la discussion sur ces deux projets, le Président GENTY a précisé que ces projets répondaient au souci exprimé l'année précédente par une grande majorité d'O.N.G. de ne pas faire de la Commission de liaison un organe lourd et, de ce fait, inefficace. Mais il a insisté sur la nécessité de doter cependant, à présent, la Commission de liaison d'un minimum de structures, de moyens et surtout de méthodes de travail qui lui assureront précisément une plus grande efficacité au service d'une meilleure collaboration entre les O.N.O. et le Conseil de l'Europe.

La discussion qui s'ensuivit sur le projet de Protocole a laissé apparaître qu'il subsistait encore quelques points de désaccord de la part de certaines O.N.G. En raison du peu de temps qu'il restait pour poursuivre cette discussion, il a été décidé, à l'unanimité, sauf une abstention, de renvoyer l'examen approfondi des deux projets en question à une autre conférence plénière qui se tiendrait en continuation de la présente, le lundi 24 avril 1978, de 10 à 18 h, à l'occasion de la prochaine session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. A cet effet il sera adressé, en temps utile, par la Commission de liaison, à toutes les O.N.G. une note exposant les motifs qui ont conduit à présenter ces projets de protocole de fonctionnement et de financement.

V) Elections des membres de la Commission de liaison :

Avant de procéder à cette élection, M. GENTY, au moment où s'achevait le mandat de la Commission qu'il avait présidée pendant deux ans, a remercié chaleureusement tous les membres de cette Commission pour l'action qu'ils avaient déployée au service de toutes les O.N.G., et plus particulièrement ceux qui, en l'absence d'un véritable secrétariat de la Commission, avaient dû assurer d'une façon permanente les différentes tâches fort importantes et nécessaires au fonctionnement de la Commission. M. GENTY a également remercié très vivement M. KLEBES, Directeur adjoint des Affaires politiques, chargé des relations extérieures, ainsi que M. Coratekin, Chef de la Section des O.N.G. à la division des Relations extérieures, pour l'aide précieuse qu'ils n'ont cessé l'un et l'autre d'apporter à la Commission de liaison dans l'accomplissement de sa tâche.

Trois scrutateurs furent alors désignés parmi les représentants des O.N.G. non candidats à la Commission. Sous leur contrôle et sous celui du Secrétaire de M. KLEBES, le scrutin se déroula et donna les résultats suivants :

— 58 votants
— 56 suffrages exprimés
(1 nul - 1 abstention).

Ont été élus, parmi les 22 candidatures présentées, M. DAUBART, de la Fédération internationale des Associations d'instituteurs, ayant retiré sa candidature :

- 1) M. GENTY (C.I.T.I.) avec 48 voix.
- 2) M. ARMAND (C.I.P.) avec 45 voix.
- 3) M. SCHLEIMER (Association internationale pour le progrès social) avec 42 voix.
- 4) M. le Docteur KOFF et M. WALTER, suppléant (Caritas internationalis) avec 41 voix.
- 5) Mme BOHM (C.E.C.I.F.) avec 40

- 6) M. GILLIS et Mme MERCIER, (A.I.P.L.F.) avec 37 voix.
- 7) M. RADTSOCXY (Association pour l'étude du problème mondial des réfugiés) avec 35 voix.
- 8) M. le Dr PIFFERT (EURAG) avec 75 voix.
- 9) Mlle GRUNNENWALD (Fédération internationale des Assistants sociaux) avec 34 voix.
- 10) Mme LEPELLETIER (Union européenne féminine) avec 33 voix.
- 11) Mme JOIN-LUMBERT (Mouvement international pour un monde juste et franc: le Quart monde) avec 31 voix.
- 12) M. VAN VEEN (organisation internationale des Unions a consommateurs) avec 31 voix.
- 13) Mlle GRUNNENWALD (Service social international) avec 31 voix.
- 14) M. SLOPIANKA (Alliance universelle des Unions chrétiennes de jeunes gens) avec 31 voix.
- 15) M. BEYER (Centre européen d'études de population) avec 30 voix.
- 16) Mme LOITRON (Centre européen d'études de population) avec 30 voix.
- 17) M. le Dr BUCHWIESER (et le Dr REGNER, suppléant) (FIME) avec 28 voix.

VI) Questions diverses :

Pendant le temps de dépouillement du scrutin relatif à l'élection des membres de la Commission de liaison a eu lieu un échange de vues sur un certain nombre de questions diverses, dont en particulier :

— l'organisation de manifestations à l'occasion de la prochaine Journée de l'Europe (5 mai 1978) : les O.I.N.G. recevront des Services du Conseil de l'Europe les informations relatives à la préparation de cette journée.

— la tenue des prochaines réunions plénières et sectorielles des O.N.G. : Opportunité de tenir ces réunions, soit à l'occasion des sessions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, soit au contraire en dehors de ces sessions.

La nouvelle Commission de liaison a reçu à ce sujet mandat d'examiner avec les Directions du Conseil de l'Europe les avantages et les inconvénients de ces deux formules, et de soumettre à la prochaine Conférence plénière (24 avril 1978) des propositions sur ce problème. D'une manière générale, la Conférence plénière des O.N.G. a été unanime à estimer que c'est dans le domaine de l'organisation des réunions sectorielles, de leur préparation et du choix de leur thème, en liaison avec les Directions concernées du Conseil de l'Europe que la nouvelle Commission doit, dans l'immédiat, consacrer la plus grande partie de ses efforts.

A) Projet de protocole de fonctionnement :

Ce projet de Protocole répond au souci exprimé l'année dernière par une grande majorité d'O.N.G. de ne pas faire de la Commission de liaison un organe lourd et de ce fait, inefficace.

Cependant il est à présent nécessaire de doter la Commission de liaison d'un minimum de structures et surtout de méthodes de travail qui lui assurent précisément une plus grande efficacité au service d'une meilleure collaboration entre les O.N.G. et le Conseil de l'Europe.

I) Composition de la Commission de liaison :

La formule de renouvellement de la Commission de liaison (« tous les deux ans, sur tirage au sort, à concurrence de cinq de ses membres à l'expiration de la première période de deux ans, six à l'expiration de la deuxième période de deux ans et six à l'expiration de la troisième période de deux ans ») est destinée à permettre à la (ois le renouvellement des membres de la Commission et une certaine continuité de l'action menée par la Commission : connaissance des dossiers, conduite d'une politique à long terme.

Le vote par correspondance doit permettre aux O.N.G. qui ne peuvent être représentées lors de la Conférence plénière d'avoir néanmoins possibilité de s'exprimer;

II) Composition du Bureau de la Commission de liaison :

Il est proposé de doter désormais la Commission d'un Bureau, pour trois raisons d'ordre pratique :

1) Afin de ne pas multiplier les réunions de l'ensemble des membres de la Commission, ce qui entraînerait des charges financières excessives, le Bureau de la Commission, ne comprenant que cinq membres, pourrait se réunir entre les réunions de la Commission pour traiter les affaires courantes.

2) Lors des contacts de la Commission de liaison, soit avec le Secrétaire général, soit avec telle ou telle Commission parlementaire, la délégation de la Commission serait aussi constituée par son Bureau.

3) Enfin, en cas d'empêchement de son Président, la Commission de liaison pourrait aussi se réunir sous la présidence de l'un de ses deux Vice-présidents. De même, en cas d'absence du Rapporteur (Secrétaire général), celui-ci pourrait donc être remplacé par le Secrétaire adjoint.



Photo C.R.T. C.R.C.H.
(U.C.L.)

III) Fonctions de la Commission :

La répartition des fonctions de la Commission entre ses différents membres est commandée à la fois par un souci de plus grande efficacité et par le souhait de ne plus faire reposer l'accomplissement de ses tâches seulement sur son Président et son Rapporteur. Ainsi, un groupe de deux ou trois membres de la Commission aurait à assurer plus spécialement chaque des fonctions attribuées à la Commission.

IV) Réunions de la Commission :

Le Bureau, comme chacun des groupes de travail ainsi constitués par fonction de la Commission, auraient donc la possibilité de se réunir chaque fois qu'ils l'estimeraient nécessaire et dans les conditions qui leur conviendraient le mieux, toujours dans un souci d'efficacité et de pragmatisme.

B) Projet de budget de financement :

Le projet de Budget répond au souhait formulé l'année dernière par la grande majorité des représentants des O.N.G. présents à la réunion générale de janvier 1977, de voir adopter sur ce sujet une solution « moyenne » consistant en une contribution partielle des O.N.G. au fonctionnement de la Commission de liaison, conjointement à une certaine aide financière et administrative du Conseil de l'Europe.

En effet une telle solution tiendrait compte de la situation financière et des

possibilités matérielles des O.N.G., tout en permettant à la Commission de liaison de préserver son indépendance vis-à-vis du Conseil de l'Europe.

D'autre part la prise en charge, par ce budget, des frais de déplacement à Strasbourg des membres de la Commission de liaison répond au souci de ne pas privilégier les seules O.N.G. dont l'importance et les ressources financières leur permettent d'assumer ces charges supplémentaires

Ainsi aucune O.N.G. — même les plus démunies et les moins importantes — ne serait exclue de la possibilité de présenter un candidat à la Commission de liaison et de participer à ses travaux.

Ceci est capital si l'on veut permettre à toutes les O.N.G. dotées du statut consultatif de s'intéresser aux travaux du Conseil de l'Europe et de participer au « mécanisme de liaison » existant désormais entre les O.N.G. et le Conseil de l'Europe.

Voilà quels sont les motifs qui ont inspiré les rédacteurs de ces projets de Protocole et de Budget, et qui ont conduit votre Commission de liaison à les soumettre à l'ensemble des O.N.G. en vue de leur adoption.

Claude-Laurent GENTY
Président de la Commission de liaison.

Les Organisations Internationales Non-Gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe, réunies à son Siège en Conférence plénière, le 24 avril 1978, à Strasbourg ont arrêté les dispositions suivantes pour assurer le fonctionnement de leur Commission de Liaison :

I) Composition de la commission de liaison :

Les membres représentant les Organisations non-gouvernementales, au nombre de 17, seront élus par la Conférence plénière annuelle. Le vote portera sur les candidatures des O.N.G. qui désigneront elles-mêmes le membre titulaire et le membre suppléant devant participer aux travaux de la Commission. La Commission sera renouvelée tous les deux ans sur tirage au sort, à concurrence de huit de ses membres à l'expiration de la seconde période de deux ans, les membres sortants étant rééligibles.

L'élection se fera à la majorité relative des suffrages exprimés, le vote par correspondance étant autorisé.

M) Composition du bureau de la

Le Bureau de la Commission de liaison, élu par elle, se compose d'un Président, de deux Vice-présidents, d'un Secrétaire (Rapporteur) et d'un Secrétaire-adjoint, pris parmi les membres de la Commission.

III) Fonctions de la commission :

La Commission est chargée de :

- 2) préparer la Conférence plénière annuelle des O.N.G.
- 2) préparer le calendrier et coordonner le choix des thèmes des réunions sectorielles en liaison avec les Directions concernées du Secrétariat général du Conseil de l'Europe,
- suivre les travaux de ces réunions sectorielles et les diffuser,
- assurer la suite à donner à ces réunions sectorielles.

Les fonctions ci-dessus définies seront plus spécialement assurées par douze membres de la Commission, à raison de deux par secteur concerné, à savoir :

- Secteur des Droits de l'Homme
- Questions juridiques
- Questions économiques et sociales
- Environnement et pouvoirs locaux
- Education et culture
- Jeunesse

- 3) susciter l'élaboration de notes et mémorandums émanant des O.N.G. avec l'approbation de ces dernières, et les enregistrer,
- développer la contribution des O.N.G. à la rédaction des organes de liaison et d'information du Conseil de l'Europe, en particulier d'EUROFORUM.

Les fonctions ci-dessus définies seront plus spécialement assurées par trois membres de la Commission.

- 4) préparer et coordonner les travaux relatifs aux questions administratives et financières de la Commission.

Ces dernières fonctions seront plus spécialement assurées par le Secrétaire-rapporteur et le Secrétaire-adjoint.

- 5) poursuivre les relations établies avec :

- le Secrétariat général du Conseil de l'Europe,
- la Section des O.N.G. de la Division des Relations extérieures (Direction des Affaires politiques),
- la Commission parlementaire du Conseil de l'Europe chargée des relations avec les Parlements nationaux et avec le Public.

- 6) établir des relations avec tous autres organes du Conseil de l'Europe dans l'intérêt des O.N.G. et du Conseil.

IV) Réunions de la commission :

- 1) La Commission se réunit à Strasbourg, dans les locaux du Conseil de l'Europe, trois fois par an, à l'occasion de chaque session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et, lorsque son Bureau l'estimera nécessaire, à Strasbourg ou au Bureau de Paris du Conseil de l'Europe.

- 2) Dans l'intervalle de deux réunions de la Commission, le Bureau ainsi que les membres désignés au paragraphe III, alinéas 2, 3 et 4 ont toute possibilité de tenir des réunions de travail

dans les locaux du Conseil de l'Europe et notamment, soit dans le Bureau affecté à Strasbourg à la Commission de liaison par le Conseil, soit à Paris 55 Avenue Kléber.

- 3) Le Secrétariat de la Commission de liaison communiquera à l'issue de chacune de ces réunions, le compte-rendu de ces travaux à toutes les O.N.G. dotées du statut consultatif, ainsi qu'aux Directions concernées du Secrétariat général du Conseil de l'Europe et qu'à la Commission parlementaire chargée des relations avec les Parlements nationaux et le Public.

Composition du Bureau de la nouvelle Commission de Liaison des ONG auprès du Conseil de l'Europe :

Président :

M. Claude-Laurent GENTY (Confédération Internationale des Travailleurs Intellectuels).

Vice-Présidents

mme BOHM (Centre Européen du Conseil International des Femmes),
M. SLOPIANKA (Alliance universelle des Unions chrétiennes de Jeunes gens).

Secrétaire-Rapporteur :

M. Pierre ARMAND (Confédération Internationale des Parents),

Secrétaire-adjointe :

Mme JOIN-LAMBERT
(Mouvement International pour un Monde juste et franc : « Quart-Monde »).



Photo: l'Ambassade d'Irlande, Bruxelles

Un Européen sur deux cotise à une association •

Dans l'ensemble de la Communauté, une personne sur deux (ou son conjoint) paie une cotisation au moins à une association. Le goût des Européens pour se grouper, défendre leurs intérêts en commun ou participer à des activités sportives ou culturelles collectives vient d'être mis en lumière par un sondage Euro-baromètre réalisé à la demande de la Commission européenne.

On y apprend également que, le pourcentage d'adhésion à une association varie du simple au double entre l'Italie (35%) et le Danemark (67%) ou le Luxembourg (71 %), et que la propension à participer à des associations est cumulative : c'est, en général, dans les pays où le plus grand nombre de gens cotise à au moins une association que l'on trouve un pourcentage élevé de personnes inscrites à plusieurs organisations.

Le paiement d'une cotisation à une ou plusieurs associations en pourcentages :

Bel.	: 58 %	Ital.	: 35 %
Dan.	: 67 %	Lux.	: 71 %
AH.	: 54 %	P.-B.	: 64 %
Fr.	: 51 %	Gr.-B.	: 53 %
Ir.	: 59 %	Comm	: 41 %

Les associations syndicales ou mutualistes regroupent entre 20 % (Italie) et

40 % (Belgique, Danemark) des personnes interrogées, les associations sportives entre 6 % (Italie) et 32 % (Pays-Bas, Luxembourg). Les associations religieuses ou philosophiques ne semblent avoir une audience de quelque importance qu'en Irlande (29 %)

et aux Pays-Bas (27 %). Les associations éducatives, artistiques et culturelles, toutes ensemble, recueillent des pourcentages compris entre 10 % (Danemark) et un peu plus de 20 % (Luxembourg, Pays-Bas, France). Les associations politiques ne comptent nulle part plus de 10 % de cotisants dans l'ensemble de la population.

Quelles sont les associations auxquelles les Européens participent ?

L'enquête apporte la réponse suivante :

Types d'association	Sur 100 personnes interrogées %	Sur 100 personnes qui cotisent à au moins une association
1. Syndicales ou mutualistes	27	56
2. Sportives	16	33
3. Religieuses ou philosophiques	11	21
4. Educatives (parents d'élèves, mouvements de jeunesse)	7	14
5. Artistiques ou culturelles	7	14
6. Politiques	6	12
7. Anciens élèves et amicales diverses	4	9
8. Défense des consommateurs	1	3
9. Autres	3	7

* Reproduced from the journal of the EEC « 30 Jours d'Europe ».

(1) Communauté européenne

Les relations entre la langue arabe et la langue française : un colloque du cilf

En marge de la 11ème assemblée générale du Conseil international de la langue française, s'est tenu du 16 au 20 mai 1978, à l'invitation du Centre culturel international d'Hammamet (Tunisie), un colloque sur les relations entre la langue arabe et la langue française dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement méditerranéen et des zones arides.

Dans une atmosphère de cordialité et de coopération favorisée par les nombreuses attentions dont les participants ont été l'objet, de la part de la délégation tunisienne, il a été procédé à l'étude détaillée du programme de travail proposé par le Conseil international.

Un groupe de travail comprenant des scientifiques des pays arabes représentés — et ouvert aux autres pays — a été constitué en vue d'étudier les documents déjà mis au point par le groupe francophone, présenter toutes

observations sur la terminologie arabe déjà introduite, suggérer de nouveaux termes et adopter une terminologie arabe harmonisée avant de procéder à la rédaction ou à la traduction des définitions. Le principe de réunions périodiques, tous les six mois à été adopté. Le CILF sera chargé d'assurer la circulation des documents et de publier un bulletin de liaison pour informer les participants de l'état d'avancement du programme.

Une procédure analogue sera adoptée pour le vocabulaire de l'environnement méditerranéen et la terminologie des zones arides.

En ce qui concerne la rédaction des ouvrages concernant la desertification, trois priorités ont été déterminées :

1) l'établissement d'une bibliographie des lacunes existantes en arabe et français sur la base des ouvrages de langue anglaise;

2) la rédaction par MM. Hamza et Joly d'une maquette d'un fascicule sur la desertification à l'intention du grand public et des élèves des écoles;

3) l'étude de deux ouvrages de langue anglaise que M. Nahal (PNUE) fera tenir au CILF, l'un sur les moyens anciens et modernes de lutte contre le désert, l'autre sur l'utilisation de l'eau dans la zone aride, en vue de leur éventuelle traduction ou adaptation à la langue française.

Il a été proposé de tenir une réunion des spécialistes du Maghreb le 25 septembre et une réunion du groupe général au Caire dans le courant du mois de décembre.

Le financement de ce programme fera l'objet de demandes auprès des organismes spécialisés.

NEWS FROM ORGANIZATIONS - VIE DES ASSOCIATIONS

The editorial of " Transnational Associations " regrets that restriction of space means they are unable to mention all items of news received, nor thank personally all (nose who generously send us their publications from INGOs world-wide. We should, however, like to thank all those who maintain contact with us, and encourage all INGOs to send us regular news of their activities. As stated on our front page, this review is " The periodical of transnational Associations and of those interested in them ". Full articles, studies or portraits, or any other information on NGOs should be sent to the Editorial. Organizations rubrique numbers in the Yearbook of International Organizations are noted in brackets.

Red Cross Founder

Diverse commemorative events were organized in Geneva from April to June to celebrate the 10th anniversary of the birth of their founder, Henri Dunant; see photo and article page 377.

Etudes européennes

Un séminaire d'études européennes — le 7e — se tiendra à Tournai, Belgique, du 17 au 21 juillet 1978. Il est organisé avec le patronage du Centre International de Formation Européenne et comporte des exposés notamment sur : citoyenneté et droit public européens, l'Europe sociale, introduction au droit privé européen, l'Europe de l'éducation de la science et de la culture, etc. (Informations : Institut provincial de l'éducation et des loisirs, rue A. Warocqué 83, B-7100 La Louvière, Belgique).

OLAP

A l'issue de la Première Conférence latino-américaine de l'OMPSA qui a eu lieu à Sao Paulo, Brésil (9-14 octobre 1977), il a été décidé de créer l'Organización Latino-americana para Promoción de los Ciegos y Deficientes Visuales (OLAP).

Le Conseil d'administration d'OLAP est présidé par Mme D. de Gouvea Nowill (Brésil). L'Organisation est divisée en deux sections : une section administrative, et une section technique de spécialistes dans plusieurs domaines. Les statuts de cette nouvelle organisation prévoient une coopération étroite non seulement avec l'OMPSA mais également avec le Conseil international pour l'Education des Handicapés de la Vue (CIEHV), l'Organisation mondiale contre la Cécité et d'autres organisations.

CIDSE au Panama

La coopération internationale pour le développement socio-économique (CIDSE) a tenu son assemblée annuelle à Panama, du 9 au 14 janvier dernier. Plusieurs projets de développement bénéficient de l'appui international de ses membres, par exemple, la Commission internationale catholique pour les migrations, collabore étroitement avec CIDSE pour les projets concernant des migrants et des réfugiés. (A 1708)

New Headquarters for WIPO

WIPO's adherent member states total 78 for 1978; Italy, Malta, Pakistan and Zambia having ratified the OMPI convention in 1977. Its new headquarters should be completed sometime in Spring 1978, with an official inauguration in October. (A 3635)

CICM en 1977

La Commission internationale catholique pour les migrations, en collaboration avec ses 45 agences nationales affiliées dans le monde, a pu aider 12,587 personnes à émigrer et à se réinstaller dans un nouveau pays. Toute aide est donnée, bien entendu, sans distinction de race, de religion ou de croyance. (A 1457)

Union internationale d'éducation pour la santé (UIES)

Le thème principal de la Xe conférence internationale d'Education pour la Santé, qui se déroulera à Lourdes du 2 au 8 septembre 1979, sera : L'éducation pour la santé en action, réalisations et priorités. Les participants s'attacheront tout particulièrement à l'étude des travaux d'éducation pour la santé, aux résultats obtenus et aux leçons à en tirer pour l'avenir; ce thème principal sera divisée en trois sous-thèmes : l'action politique, les jeunes et la méthodologie.

Buddhism World Wide

(projected organisation)

In an effort to establish working cooperation at regional, national and international levels an " International Buddhist Forum " was launched in Spring 1978 together with its back-up magazine « The International Buddhist forum quarterly ». The latter intends to communicate the forums aims to override national and sectarian fragmentation and produce a genuine international forum representing « the Canonical, Historical, Mythical, Cultural and Human resources of the major schools of Buddhism ». Contact address : The International Buddhist — Forum Project — P.O. Box 11-1568, Bangkok 11, Thailand.

OAS

The Organisation of American States (OAS) has recently welcomed a new member, Surinam; this brings the number of member American nations to 26. The General Assembly of the Organisation of American States voted unanimously in favour of the admission of its new member in February 1978. (A 3030)

International Cooperation Council

The ICC held their 13th annual World festival in California between January 22nd and 28th, 1978 on the theme: - Synergy : A creative process moving from the individual to the cosmos ». The General assembly meetings were held concurrently, speakers included Peter Caddy, founder of " Findhorn " and, notably, the redoubtable Buckminster Fuller, billed as « one of the world's most serious New Age thinkers ».

NGO contributions to Disarmament

Numerous NGOs have been concentrating efforts towards disarmament programmes, notably by taking part in the UN Conference on Disarmament for NGOs held in Geneva which prepared ground (or the Special Session on Disarmament of the UN General Assembly, New York, May-June 1978. The Christian Peace conference was among those to send a delegation; their own Vth All-Christian Peace Assembly being prepared for June 22-28, 1978.

The Stockholm Peace Research Institute offers important resources on disarmament. Any NGO wishing authoritative information on Disarmament should consult the Institute whose energetic and highly committed research into Peace and conflict problems has resulted in a whole library of studies, books and monographs : notable titles include :

Sipri publications :

The SIPRI Yearbook of World Armaments and Disarmament; a comprehensive encyclopaedia

whole range of background evidence, concerning for example armaments, expenditure and arms traffic as well as reports on conferences

and related subjects:

Medical Protection against chemical Warfare agents; Delayed toxic effects of chemical warfare agents; French Nuclear Tests in the Atmosphere - the question of legality; Arms

trade registers — the arms trade with the third world; Force reductions in Europe, as a series of Research and development; The Near-Nuclear countries and the non-proliferation treaty; The ENDC (Eighteen Nations Disarmament Committee) and the press; Chemical

Force reductions in Europe; Ecological consequences of the Second Indochina war; Offensive missiles (paper); The right to conduct nuclear explosions — political aspects and policy proposals (paper); Chemical disarmament — new weapons for old (monograph); Nuclear Proliferation problems book. (B 3944)

The Pan American Railway Congress Association (ACPF)

The ACPF celebrated its 150th anniversary in 1977, and look forward to their XIV congress to be held in Lima Peru in November 1978, where the Association hopes (or significant forum for the interchange of solutions to railway transport problems, with a view to future incorporation of new methods and modern management in the operative financial equipment and staff fields. (A 3071)

TUAC-OECD

The Trade Union Advisory Committee to the OECD have elected Mr Kari Tapiola, of Finnish nationality, as their new General Secretary. Mr Tapiola succeeds Mr Henn Bernard. (A 3320).

OIG et ONG

Une percée des ONG à la conférence de l'O.N.U. sur la désertification

Une percée importante ou un événement passager ? C'est ce que de nombreuses organisations non gouvernementales se demandent après l'audience et l'attention exceptionnelles qu'elles ont obtenues à la Conférence des Nations-Unies sur la Désertification qui s'est tenue à Nairobi en 1977.

Le représentant permanent de la FIPA auprès de l'UNEP, M. Jo Feingold, donnant ses impressions sur la Conférence, écrit « en général, celle-ci était la première Conférence des Nations-Unies à laquelle j'ai assisté où le point de vue des ONG a été dûment noté. Encore plus important est le fait que la Conférence — dans des documents et lors des discussions — a accepté en général que la participation des ONG au Plan d'Action soit absolument essentielle au succès de ce dernier. La Conférence et la plupart des gouvernements étaient même prêts à inclure les ONG dans les mécanismes officiels et officieux prévus pour donner suite à la Conférence. Il y a là une percée importante qui, si elle était acceptée par les autres organisations des Nations-Unies, signifierait qu'après de très nombreuses années de frustrations on a enfin accepté que les ONG fassent partie intégrante des affaires internationales et nationales ». La Charte des Nations-Unies commence après tout par ces paroles : « nous, les peuples des Nations-Unies ».

La 16e Conférence des ONG/UNESCO — 16th NGO/UNESCO Conference

110 out of the 233 INGOs in category A or B status took part in this, the 16th INGO/Conference. Amongst the 10 resolutions adopted were 5 which related to colloquia and seminars to be organized by the permanent committee for 1978-1979 on themes such as : The right to communication; education and apartheid; disarmament and education and development for peace.

The meeting resolved to promote concerted NGO action towards the International Year of the child, as well as approving propositions to improve the mechanisms for collective consultation.

A third resolution related to improved cooperation between NGOs and national commissions, the positive relationship of NGOs with UNESCO and the NGOs determination to support the latter in every possible way.

Asian Development Bank (ADB)

Mr S. Stanley Katz succeeds Mr C.S. Krishna Moorthi as Vice-President of the Bank, from 1st April 1978 for five years (A 0077).

Pan American Health Organization (PAHO)

The PAHO celebrated its 75th anniversary in December, 1977, and is thus the oldest international health organization in the Western Hemisphere. It had been established subsequent to the meeting of the 1st International Conference of American States, the forerunner of the OAS, by representatives from a total of 11 countries. Now, there are 31 members countries, and the organization's annual budget amounts to over \$ 60 million.

One of the particularly successful aspects of PAHO's activity is its model method of working in conjunction with a network of research and training centre throughout the Americas. These provide important coordination centres and ensure the development of the most appropriate health technologies, which are best adapted to the specific needs of particular areas.

25e anniversaire du CIB

Le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation (CIB) a 25 ans cette année.

Il est issu du Conseil International pour la Documentation du Bâtiment qui avait été lui-même créé en octobre 1949 par le sous-comité de l'Habitat des Nations Unies. L'existence officielle du CIB a commencé le 25 juin 1953. En un quart de siècle, le CIB s'est développé globalement suivant les vœux de ses fondateurs, grâce aux efforts persistants de ceux-ci et de leurs successeurs.

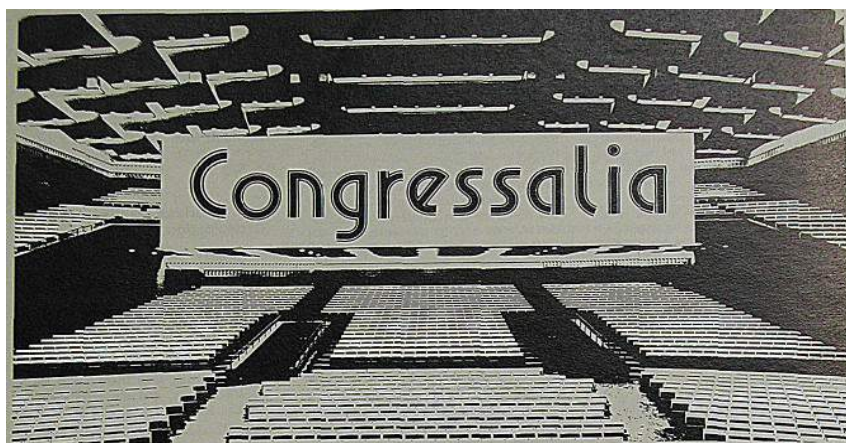
Teaching world-wide

The World Confederation of Organizations of the Teaching profession (WCOTP) decided on a three year programme at their meeting of English speaking organizations held Oct 7-8, 1977, in Kenya.

Emphasis was placed on the significant role of teachers organizations with relation to national development in view of the widespread impact of their membership throughout any given country.

(A 3491)

J-J.



Disney World

Le 26e congrès international de la Chambre de Commerce Internationale se déroulera du 1er au 6 octobre 1978 au Disney World à Orlando (Floride) avec pour thème : « Entreprise et liberté dans la société de demain ». Parmi les nombreuses personnalités ayant accepté de prononcer un discours à la séance d'ouverture, figurent le Secrétaire Général des Nations-Unies M. Kurt Waldheim et le Président des Etats-Unis M. Jimmy Carter.

Plus de 2500 personnes de 60 pays sont attendues à ce congrès; le secrétaire général de la CCI attribue ce succès de participation notamment au fait que 1978 marque le passage à un congrès triennal au lieu de biennal; l'année de préparation supplémentaire s'avérant très utile, surtout pour organiser le programme des réunions.

Parmi les principaux changements par rapport aux précédents congrès, le Secrétaire Général mentionne entre autres : la publication, avant le congrès, d'un éventail beaucoup plus large de documents de base; l'origine beaucoup plus diverse des orateurs et des membres des panels et un programme se concentrant plus que jamais sur des problèmes qui affecteront l'avenir du monde des affaires et par conséquent les travaux de la CCI.

Warsaw-Cracow

The 29th congress of the international hotel association will meet from 1-10 October in Poland.

The principal theme of the congress will be « Professional training for the hotel industry ». Major problems in the field of

professional training both in industrialized and developing countries will be identified in order to anticipate the future development of the hotel industry. After the business sessions in Warsaw the congress will go on a study tour to Cracow.

Publications « Congrès »

Reçues dernièrement :

- *La 31e édition du Guide International des Hôtels 1978*.

Elle offre la liste mondiale de milliers d'hôtels de haute qualité membres de l'AIH et donne des informations sur leurs prix, capacité, installations de sports et de loisirs, restaurants.

Une section spéciale traite des possibilités de réunions; elle indique la capacité des salles de conférence et de l'équipement audio-visuel disponible dans quelques 250 établissements.

Pour la première fois, les chaînes d'hôtels nationales et internationales figurent sous une rubrique spéciale au début du Guide, avec indication du siège, des principaux responsables etc... Autre nouveauté, l'édition 1978 indique les cartes de crédit acceptées par les hôtels.

- *Proceedings of the Seminar on « Travel and Tourism »* organized in Stresa in October 1977 by ESOMAR.

It includes the reports presented at the various sessions dealing with : Travel and tourism statistics; Past trends and Future developments; Segmentation in Tourism studies; Research techniques applied to tourism studies; how market research helps design the tourism product ».

- *Planners' Guide to Melbourne* - 4th edition - published by the Melbourne Tourism Authority as the definitive directory and resource guide to Melbourne's facilities and services for conventions, meetings and group tours. Melbourne Convention Bureau embodies a great deal of expertise and thorough local knowledge resulting from 10 years of successful operation; as the first convention bureau to operate in Australia, its experience is an invaluable aid to organizers. The main use of the Guide is an aid to development of plans and specifications for meetings.

- *Actes du 11e congrès de la Fédération Universelle des Associations d'Agences de Voyages* (FUAHV) comprenant l'ensemble des exposés faits durant l'assemblée générale et les séances de travail du congrès; séances consacrées à : Tourisme vers les Etats-Unis; Coopération entre une compagnie aérienne nationale et l'association nationale d'agences de voyages; l'automatisation au service des agences de voyages.

- *Brussels Convention* published by the Brussels Tourist Office gives detailed information on the various meeting rooms available in Brussels; together with the guide a folder with technical forms provides information on hotels, congress organizers, interpretation services, tour operators etc...

- *Congress in Austria*, published by the Austrian Congress Bureau provides information on 25 congress cities in Austria; each notice gives details on air, rail, road communications, number of beds, specification of the city, special features, conference facilities available etc... GDC

IAPCO members earn special mention

I : « Outstanding achievement » rewarded in London



The Queen's Award for Export Achievement for the period 1974-1976 has been presented to Conference Services Limited. This award is presented to "those companies who show outstanding achievement in exporting goods or services"; the notable contribution by Conference Services Ltd to Britain's balance of payments in invisible earnings, which involved an increase of 500 % during this period, certainly earns them such recognition. This award comes in a year when London has topped the international league of convention cities in turnover of delegates, and where the invisible earning's record for the convention and tourist industry has overtaken that of the insurance and shipping industries. Founded in 1952 by Mrs Fay Pannell, « Conference Services » is a small company of only 20 permanent staff, which was first to foresee the potential of the international conference business both for London and for the UK as a whole. The company has contributed significantly to increasing recognition of conference organization's status as a profession, and has worked tirelessly on behalf of the conference industry as a whole. The consultancy service they provide in the UK and overseas to hotels and purpose built conference centres, such as the Wembley complex, ensures that those hosting conferences are informed as to the best possible facilities for international meetings, including consideration of such essentials as amenities, layout, acoustics, accommodation...

Mrs Fay Pannell with Mr Sydney Rust



"Conference Service" staff at work

Over the period 1974-1976, the company organised meetings attracting over 100,000 participants to the U.K. These came from over the world, from countries as far apart as Peru and China. The congresses themselves were equally varied, ranging from topics such as Paediatric Cardiology to questions of Product liability, Structural Mechanics in Reactor Technology, Dentistry and artificial organs.

The Japan Foundation Special Prize

The indirect advantages of such an expansion in the UK conference industry have already been felt in the marked increase in new jobs in associated industries supplying essential services to international conference delegates.

« Conference Services » have recommended that colleges of further education should include training schemes in professional conference organisation.

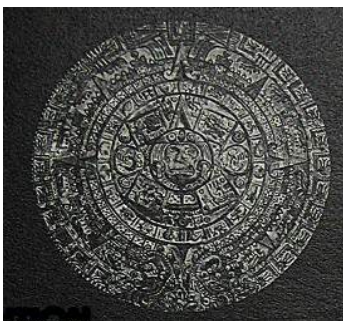
the training of numerous highly skilled

II : The Japan Foundation Special Prize for 1977

has been awarded to two organizations : the International Society for Education Information (President, Fujii Heigo), and Simul International Incorporated (President, Muramatsu Masumi). Simul International was established in 1965 through the cooperation of a group of simultaneous interpreters who were involved in U.S.-Japan exchange through the Japan Productivity Center and the U.S. State Department and staff of the International Christian University program of conference interpreter training, its creation responded to the need for smooth communication with nations abroad in inauguration of the international publishing activities of Simul Press, the collaboration of these two organizations made possible the expansion of the activities of the Simul Group. Since that time, the organization has contributed to international understanding and communication by

interpreters and by handling the interpreting for numerous private and public international conferences and meetings. It has also played a major role in developing planning, organizational and management techniques for international meetings held in Japan, a skill which facilitates the practical functioning of these occasions of international exchange.

In all these endeavors, Simul International has offered informed and skilled service as part of the movement to overcome Japan's language handicap in communications abroad. Its efforts to build and nurture highly trained simultaneous interpreters have made it a pioneer in the field. Along with its sister publishing company, it promises to continue to accomplish much in scholarly and cultural exchange between Japan and nations abroad.



INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1978

7th SUPPLEMENT

18th EDITION

1978 Sep 6-10
Liberal Int (World Liberal Union). Seminar on . North-South dialogues ..
1 Whitehall Place, London SW1A 2HE, UK.
(YB n° A 2934)

1978 Sep 7-9
European Organization for Research on Treatment of Cancer. Symposium
on new drugs in cancer therapy. (YB n° A 0822)
Dr M Siquet, EORTC Data Centre, Institut Jules Bordet, rue Hégér Bordet
1, B-1000 Brussels.

1976 Sep 7-9
Int Society for Research on Civilisation Diseases and Environment. Con-
gress. (YB n° A 2503)
SIRMCE, rue du Sceptre 5, B-1040 Brussels.

1978 Sep 9-10
Int Confederation of Former Prisoners of War. 4th European meeting.
(YB n° A 1666)
Fédération Nationale Belge des Anciens Prisonniers de Guerre, Avenue de
Stalingrad 76, B-1000 Brussels.

1973 Sep 10-3
Int Association of Industrial Accident Boards and Commissions. 641th Annual
convention : Outlook on work injury compensation. (YB no B 4871)
IAIABC Convention, Commissions des Accidents du Travail du Québec, 524
rue Bourdages, Québec, Que, Canada G1K 7E2.

1978 Sep 10-16
Int council of Aeronautical Sciences, nth Congress. P : 1000.
(YB n° A 1759)
Prof Arthur varela Cid. POB 2735, Lisbon 2.

1978 Sep 11-13
Organisation tor Economic Co-Operation and Development. 4e Conference
générale des établissements membres du programme de l'OCED sur « La
gestion des établissements d'enseignement supérieur dans les années 80.
Démocratie- performance- Vitalité » .. (YB n° A 3023)
M Paul Le Vasseur, Programme IMHE, CERI-OCDE, 2 rue André-Pascal.
F-75775 Paris.

1976 Sep 11-14
Federation of European Aerosol Association. Annual meeting. P : 500.
(YB n° A 0934)
Finnish Aerosol Association, Mr Jouko Vuoksio, B Sc, FOB 13073, 00131
Helsinki 13.

1978 Sep 11-14
Portoroz
Int Federation of Beekeeper's Associations. 3e Symposium int d'apitherapie.
(YB n° A 1867)
Apiterapija-sekretariat Simpozija, MEDEX YU 61001 Ljubljana, POB 13,
Yugoslavia.

1978 Sep 11-19
UNCTAD. UN Conference to negotiate an int arrangement to replace the
int wheat agreement. 1971 as extended (resumed). (YB n°A 3381)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 20.

7e SUPPLEMENT

1978 Sep 11-Oct 6

Rabat (Morocco)

de l'information. (YB no A 3383)
Commission française pour l'Unesco, 42 rue Raymond Pollicaré, F-75116

1978 sep 13-15
3rd Meeting on fundamental and practical aspects of the application of last
The Hague (Netherlands)

Ms M C Von Stein, Radio biological Institute. TNO, 151 Lange Kleiweg,
Rijswijk, Netherlands.

1973 Sep 13-23
Honolulu (Hawaii, USA)

East-West Culture Learning institute. Conference on the social and cultural

East-West Center, Honolulu, Hawaii 96848.

1978 Sep 15-16

Brussels (Belgium)

Mr V De Keyser, rue Pascale 9, B-1040 Brussels.

1978 Sep 15-17

Bruges (Belgium)

MM Callaert, Markpl. 17, B-8740 De Panne, Belgium.

1978 Sep 15-17
Brussels (Belgium)

Chapitre int de la Chaîne des Rôtisseurs. Congrès.
Viconte Paul de Roest d'Alkemade, Bailli du Brabant. Koninklijke Kasteel-
dreef 9a, B-1860 Meise.

• 1978 Sep 16-19
Cairo (Egypt)
World Future Studies Federation. 6th World conference on future research :
communication, cultural iderty in an interdependent world. (YB n° A 2072)
WFSF, Casella Postale 6203, I-Roma-Prati, Italy, or: Egyption Prep. Com-
mittee. Arab Socialist Union Building, Nile Corniche. Cairo.

1978 Sep 17-20
Safad (Israel)
Society for Medicine and Law in Israel. 1st Int conference on mass casualty
management.
The Secretary of the Conference, POB 16271. Tel Aviv. Israel.

1978 Sep 17-21
Montreal (Canada)

Secretariat, IV Int congress on neuromuscular diseases, 3537 University
Street, Montreal H3A 2B1,

1978 Sep 17-21
Toronto (Canada)
Int Association of Assessing Officers. Congress. P : 3000.

Mr Paul V Corsys, Executive Director. 1313 East 60th Street, Chicago. ILL
60637, USA.

1978 Sep 17-22
The Hague (Netherlands)
int Savings Banks Institute, Séminaire . Top management > : Les mutations
structurelles et leurs implications pour les caisses d'épargne. (YB no A 2428)
1-3 rue Albert Gos, CH-1206 Geneva.

Le signe * indique un changement ou complément
aux informations publiées précédemment.

The sign * indicates supplementary information of
modification to previous announcements.

1978 Sep 17-23
Int Council on Alcohol and Alcoholism. 3rd World conference of therapeutic communities (YB n° A 1765)
Sec. Mario Picchi. Terzo Congresso Mondiale delle Comunità terapeutiche, Citta del Vaticano , Italy.

1978 Sep 18-19 (France)
European Association of Audiophonoleog Centers. 5es Journées.
Secretariat du Prat A Morgon, Hôpital Edouard-Herriot, pavillon U bis. place d'Arsonval, F-69003 Lyon.

• 1978 Sep 18-20 Munich (Germany, Fed Rep)
NORCOFEL Int Association, 10e Congres int. : Adaptation de l'offre à l'évolution de la demande en ce qui concerne la qualité des fruits, agrumes et légumes (YB no A 4493)
Generalsekretariat 10. Int Kongress NORCOFE. Postfach 12 10 09, D-8000 Munich 12.

1978 Sep 18-22 Geneva (Switzerland)
World Meteorological Organisation, Commission for Hydrology, Working Group on improvements and Standardization of Instruments and Methods of Observation for Hydrological Purposes. (YB no A 3556)
WMO, 51 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20.

1978 Sep 18-27 Paris (France)
Unesco, Intergovernmental Oceanographic Commission/World Meteorological Commission. Joint Working Committee for Integrated Global Ocean Station system, 1st session. (YB n° A 33B3/A 3556)
WMO, 51 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20.

1978 Sep 19-21 Brussels (Belgium)
Int Union of Railway Medical Services. Permanent Committee meeting. (YB n° A 2771)
Mmd Van Overstraeten, SNCB, rue de France 85, 6-1070 Brussels.

1978 Sep 19-21 Eastbourne (UK)
Brintex Exhibitions Ltd, 178-202 Gt Portland Street. London W1N 6NH, UK.

1978 Sep 19-21 Hamburg (Germany, Fed Rep)
PETHA Topical meeting : Heavy quarks and leptons.
H Fritzsche, Dept of Physics, University of Wuppertal, D-5600 Wuppertal.

1978 Sep 19-24 Vienna (Austria)
Int Association of Transport Museums. Annual meeting. Ex. (YB n° A 4614)
Dr Przemyslaw Smolarek, Directeur, Centrale Muzeum Morskie, Ul Sieroska 67-68, 80-835 Gdansk, Poland.

1978 Sep 20-21 Randburg (South Africa)
South African Institute of Measurement and Control/National Institute for
Mrs J S du Toit, Liaison and Information Division, National Institute for Metallurgy, Private Bag X3015, Randburg, 2125 South Africa.

1978 Sep 20-22 Antibes (France)
solid interface.
Mme J Fauvet, Société Française du Vide, 19 rue du Renard, F-75004 Paris.

• 1978 Sep 22-24 Brussels (Belgium)
2e Convention Européenne Fraternité Alpha-Oméga.
Mr Henri Aronis. Président Chapitre Alpha Oméga Belgique avenue Bruggmann 424, Bte 7, 8-1180 Brussels.

1978 Sep 22-27 Lisbon (Portugal)
Int Council of Museums. Int Committee meeting of Costume Museums and Collections. P. 50. (YB n° A 1749)
Portuguese National Costume Museums, Parque do Monteiro-Mor, Largo de S Joao Baptista-Lumiar, Lisbon 5.

• 1978 Sep 24-26 Vienna (Austria)
Herr Dr Rick, Bundesgremium D. Textilhandels Bauernmarkt 13 A-1010 Vienna.

1978 Sep 24-27 Jerusalem (Israel)
Int Society for Paediatric & Neurosurgery. 6th Scientific meeting. (YB n° A 4604)
Conventions-Kopel Tour Ltd, 122 Hayarkon Street, POB 3054, Tel Aviv.

1978 Sep 25-28 Jonkoping (Sweden)
ELMIA, Box 6066, 55006 Jonkoping.

1978 Sep 25-28 Oxford (UK)
Seminar: Water distribution systems - maintenance of water quality and pipeline integrity.
Water Research Centre, Medmenham Laboratory, Marlow, Bucks, UK.

1978 Sep 25-28 Paris (France)
World Veterans Fédération. Int conference on the media and the handicapped.
16 rue Hamelin , F Paris (YB no A 3605)

1978 Sep 25-29 London (UK)
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization, Maritime safety committee. 39th session. (YB no 1117)
101-104 Piccadilly, London W1V 0AE.

1978 Sep 26-28 Santa Domingo (Dominican Rep)
Association of Caribbean Universities and Research Institutes. Caribbean
Casa de Los Jesuitas, Mercedes Esq. Las Damas, Apt. Postal 2247, Santa Domingo.

1978 Sep 26-29 Belgrade (Yugoslavia)
Mr Svetislav Vucenovic, Comité National Yougoslave de l'ICOMOS, institut pour la protection des monuments historiques de la ville de Belgrade Kalemegdan-Cornj grad 14, 11000 Belgrade.

1978 Sep 26-29 Brussels (Belgium)
Prof R Blanpain, K.U. Leuven, Keness Belgium Int, rue de l'Industrie 17 Bte 5, B-1040 Brussels.

1978 Sep 26-Oct 19 Louisville (Kent, USA)
Université de Louisville, Kentucky, USA.

1978 Sep 27-29 Dresden (German, Dem Rep)
Int Pulvermetallurgische Tagung.
Zentralinst für Festkörperphysik und Werkstoffforschung, Helmholtzstrasse 20, DDR-8027 Dresden.

1978 Sep 27-Oct 4 Oxford (UK)
World Meteorological Organisation. JOC Study conference on parameteriza-
(YB no A 3556)
WMO, 51 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20.

1978 Sep 28-29 Aix en Provence (France)
Centre d'études sur la coopération économique avec les pays de l'Est
Faculté d'économie appliquée d'Aix-Marseille/Université de droit, d'écono- mie et des sciences, Aix-Marseille III. Table ronde int. : L'évolution du
13621 Aix en Provence.

1978 Sep 28-30 Paris (France)
Int Federation of Pedestrians. Symposium. (YB no A 1973)
Mrs Vera I Van Der Does, 61-111, Passage. The Hague, Netherlands.

1978 Sep 29-30 Rio de Janeiro (Brazil)
Int Union against Cancer, Committee on Int Collaborative Activities, Meeting. (YB n° A 2648)
UICC, rue du Conseil Général 3, CH-1205 Geneva.

1978 Sep 29-Oct 1 La Baule (France)
European Genetic Counselling Club. 6es Journées. (YB n° B 3136)
LIER clinique et thérapeutique médicales, Université de Rennes, 2 avenue du Prof Léon-Bernard, F-35043 Rennes cedex, France.

1978 Sep 30-Oct 1 Athens (Greece)
Int Council for Building Research, Studies and Documentation, W23A Safety of Load Bearing Walls, meeting. (YB n° A 1723)
GIB, POB 207W, MI-3004 JA Rotterdam, Netherlands.

1978 Oct 1-6 Toronto (Canada)
IEEE. Industrial and general applications conference. P : 1000. (YB n° B 0621)
Mr B C Biega, Meetings Chairman, POB 753, Milwaukee, Wisconsin, 53201, USA.

1978 Oct 1-20 Kuala Lumpur (malaysia)
2nd Seminar on transfer technology. P : 25. C : 5.
Ministry of Trade and Industry, Wisma Damansara, Kuala Lumpur.

1978 Oct 2-5 Le Chesnay (France)
IRIA/Carnegie Mellon University. 2nd Colloque int sur les systèmes d'ex-
Secr. des journées, Service des Relations Extérieures. Domaine de Voluceau, Rocquencourt, BP 105. F-78150 Le Chesnay.

1978 Oct 2-6 Geneva (Switzerland)
World Meteorological Organisation, Commission for Hydrology. Working Group on Hydrological Forecasting, meeting. (YB no A 3556)
WMO. 51 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20.

1978 Oct 2-6 Toulouse (France)
Colloque européen : La sous-traitance face à la concurrence internationale: et table ronde : Promotion de la qualité industrielle, exigence et voie d'avenir de la sous-traitance.; durant le 8e M.I.D.E.S.T. (Marché int de la sous-
MIDEST, BP 1593, F-54027 Nancy-cedex, France.

1978 Oct 2-7 Pont-à-Mousson (France)
Faculté des sciences pharmaceutiques et biologiques de Nancy, 5 rue Albert Lebrun, F-54000 Nancy-France.

List of UAI publications 1979

YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

published with the sanction and assistance of the United Nations.

mental. Its valuable information is based on data derived almost entirely from direct contact with the organisations concerned, through questionnaires and other Studies which supply the most recent and accurate information for UAI's constant updating and research).

From the 16th edition onwards the Yearbook is divided into two sections. One, Section A, contains all those organisations which UAI considers to be » genuinely and clearly international », according to our criteria that an international organization be an, active, independent organization, with genuine activities in at least three countries. The second category, section B, encompasses any other organization which may usefully be called „ international „ according to a broader definition, which also includes those bodies in process of formation or projected, as well as dormant ones. In total, over 6,400 organisations are represented in the 16th edition. In section A each entry gives the following information : The organisation's name in english, french and, where appropriate.

its secretary general, and President or Director, if available; its history, goals, structure, including changes, technical and regional commissions; personnel; finances; consultative relations, members and their nationality; its main activities and programmes; the place

and other publications.

Thirteen highly detailed indexes including:

— the major subject area with which the organization is concerned (25 categories); # — Alphabetical listing by English title; # — Alphabetical listing by French title; # — Geographical distribution of the headquarters of the organization by continent country, town; # — Acronyms and initials of organizations; # — Keyword in english; #—Keyword in french; # — Classified index by continental region; # — Alphabetical listing by titles in German, Dutch, Italian, Spanish, Danish and other languages; *—Names of executive officers; *—Date & place of creation; # — — Internationally-oriented foundations; # — internationally-oriented institutes.

The entries are in numerical order to facilitate cross-referencing between UAI's various other reference books about international organizations such as The International Congress Calendar, its Yearbook of World Problems and Human Potential, or the periodical „ Transnational Associations ..

The Yearbook is published in both english and french (see details below). Up to date information on International Organisations is published in the Supplements to the Yearbook of International Organizations, which appear regularly in the periodical « Transnational Associations ».

YEARBOOK OF WORLD PROBLEMS AND HUMAN POTENTIAL. ISBN n° 92-834-1232-X. ISSN n° 0304-0069. This 1000-page volume is the first result of an ambitious, ongoing experiment to set up a process to bring together and interrelate some key international social change

Coverage includes the range of world problems (identified together for the first time), how they are interconnected, and which human resources (very broadly interpreted) can be brought to bear upon them at this time of crisis, in the light of the range of human values and with the object of facilitating human development.

The volume is made up of the following information series

— World and regional problems : 2600 entries (P series)
— Human development concepts : 250 entries (H series)
— Intellectual disciplines 11850 entries (D series)
— Economic sectors : 150 entries (E series)
— International agencies and organizations : 2500 entries (A series)
— Traded commodities : 400 entries (C series)
— Jobs and occupations : 150 entries (J series)
— Integrative and interdisciplinary concepts : 150 entries (K series)
— Multinational corporations : 600 entries (M series)
— Human diseases : 100 entries (Q series)
— International periodicals and serials : 1200 entries (S series)
— Multilateral treaties : 900 entries (T series)
— Human values : 700 entries (V series)

ANNUAL INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR. This Calendar lists international congresses, conferences, colloquiums planned and announced not only for the current year but also as far in advance as possible. It contains two main sections: a chronological section and a geographical section. In the first one, information is classified

by date of meetings and gives for each of them : date, place, name of sponsor-organization (s), type of meeting, theme, number of participants expected, number of countries represented, concurrent exhibition if any, reference to the international organization entry in the

Yearbook of International Organizations, address of the organizer(s). In the second section the geographical listing indicates by continent, country, city all the information regarding the meetings. Detailed indexes are given : international organization index giving both chronological and geographical references to meetings which they organize, an analytical index of organizations and themes of meetings, giving when and where these meetings will be held. A last section includes a • last minute • listing giving in chronological order information received after the deadline and an international organization title index of this latter part. The supplements to the annual edition of the International Congress Calendar are published in „ Transnational Associations „ (10 issues a year).

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS/ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. ISSN 0020-6059. Illustrated monthly magazine, now in Us 29th volume. 10 issues per year.

The purpose of **Transnational Associations** is to present significant

the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs : international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense Transnational Associations is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, views, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

Transnational Associations contains also regular surveys on newly-created international organizations, bibliographical lists, the supplement to the Yearbook of International Organizations (changes of address for organizations) and the supplement to the Annual International Congress Calendar (new international meetings announced).

THE BIBLIOGRAPHIES

• Select Bibliography on International Organization, by G.P. Speckaert. 2nd edition, 1965, 350 entries on international organization in general, and 730 entries on 214 different organizations.

• Directory of Periodicals Published by International Organizations. 3rd éd., complements information in the Yearbook of International Organizations - 1.734 periodicals described, of which 1.475 are published by 1.071 international nongovernmental organizations (science, medicine, education, youth, art, religion, technology, economy, etc.).

• Bibliography of documents received by the UAI, which appears in „ Transnational Associations “ .

• Bibliography of Proceedings of International Meetings.

held in 1957 (1963); in 1958 (1964); in 1959 (1966) 3 volumes.

• Yearbook of International Congress Proceedings. ISSN n° 0020-6059 1st edition congresses held from 1960 to 1967 (out of print).

• Yearbook of International Congress Proceedings 2nd edition : congresses held from 1962 to 1969.

Publication temporary suspended.

COLLECTION OF DOCUMENTS FOR THE STUDY OF INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL RELATIONS.

N°1 The future of international non-governmental organizations, (out of print)

N°2 Commentary on Article 71 of the Charter of the United Nations and official basic texts (out of print)

N°3 Un plan d'évaluation des organisations internationales non gouvernementales. Rapport par J. Meynaud. (out of print)

N°4 Plan for Evaluating International Non-Governmental Organizations (out of print)

N°5 Les 1978 organisations internationales fondées depuis le Congrès de Vienne (out of print)

N°6 Relations between the Council of Europe and International non-governmental organizations, by Peter H. Rohn. (out of print)

No7	The 1978 international organizations founded since the Congress of Vienna (out of print)	N°2	Congress organizers manual, by Lucien R. Duchesne. English
No8	International Congresses from 1681 to 1899. Complete list, vol. 1		Programming an International meeting. (Bilingual), wall chart (120x80 cm).
No9	Facilitation problems of international associations. The legal, fiscal and administrative facilities of international non-governmental organizations, by Raymond Spencer Rodgers.	N°3	Proceedings of the 3rd International Congress of Congress Organizers and Technicians. Rome 1962. Audiovisual methods Related expositions. Public Relations. English and French editions.
N°10	Freedom of association. A study of the role of international non-governmental organizations in the development process of emerging countries, by James E. Knott, Jr.	N°4	Practical guide for the users of conference interpreting services by the International Association of Conference Interpreters 24 p., illustrated. English and French editions.
N°11-	International cooperation and you. Dutch, English. French 12 editions.	N°5	The various types of international meetings, arrangement of rooms, equipment and services, by G. P. Speckaert. English and French editions.
N°14	International congresses from 1900 to 1919. Complete list, vol. II.	N°6	The 4th international congress on congress organization. Copenhagen, 1966. Proceedings : types of international meetings and material arrangements for them. Participants and speakers Financial investment in congresses. English and French editions
N°15	Les relations entre l'Unesco et les organisations non gouvernementales, by Roberto Papini.	N°7	The planning of international medical meetings, by the Council for International Organizations of Medical Science. English and
No16-	The Union of International Associations. 1910 to 1970. Past, present, and future, Dutch, English, French, German, Italian. Spanish editions.	N°8	International Organizations and the budgetary and economic aspects of their congresses. English and French editions.
N°18-19	The open society of the future. Report of a seminar to reflect on the network of international associations. Dutch, English, French, German, Italian. Spanish editions.	N°9	Practical guide for users of conference language services (excluding interpretation), by the International Association of Conference Translators. English and French editions.
N°20	Les problèmes du langage dans la société internationale. Proceedings of a seminar held in Paris, 1974, by UAI in cooperation with the Committee on Conceptual and Terminological Analysis of the International Political Science Association, in French. The Future of Transnational Associations from the standpoint of a new World Order. Proceedings of a UAI Seminar held in Geneva. 1976. English and French editions.	N°10	New techniques in congress organization, international congresses in the Asian-Pacific region. Proceedings of the 6th International Congress on Congress Organization. Kyoto 1975.
INTERNATIONAL CONGRESS SCIENCE SERIES		— How to take part in international meetings : 82 ideas. 12 page (pocket-size) handbook, for all participants at international congresses. English, French and German editions. Pocket-size handbook for all participants at international congresses.	
N°1	Theory and practice of the organization of international congresses. French edition. (English edition out of print)		

ORDER FORM to be returned to **UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS**
Rue aux Laines 1, 1000 Bruxelles, Belgium

Name Signature

Address Date

Yearbook of International Organisations	International Congress Calendar	D N°21	The Future of the Transnational Associations
D 17th edition 1978-9, English version	D 19th ed (March 79) — FB 900		FB 100
BF 2.300	D 18th ed (January 78)	D Series : Science Congress	
D 16th edition 1977, English version	FB900	D N°2	Organizer's Manual
BF 2.100	D 17th ed (January 77)	FB250	Programming an international meeting (for 3 copies)
D 15th edition 1974, French version	FB 600	FB 100	
B F 1.000	D 16th ed (January 76)	D N°3	3rd International Congress
D 12th edition, 1968-69 - English	FB300	FB200	Conference interpreting
D 11th edition. 1966-67 - English	D 15th ed (January 75)	D N°4	International meetings arrangement of rooms
D 10th edition. 1964-65 - English	FB 150	FB 200	
D 9th edition. 1962-63 - English (all FB 250)	D 14th ed (January 74)	D N°5	4th International Congress
D Yearbook of World Problems and Human Potential	FB 150	FB200	Planning of International Medical Meetings
BF 2.300	D 13th ed (January)	FB350	Budgetary and economic aspects
D Directory of Periodicals	FB 150	D N°9	Conference Language Services
BF350	Series : Study of International Non-Governmental Relations still available :	FB 100 -	
D Select Bibliography	D N°8 International Congresses 1681-1899	D N°10	6th International Congress
BF150	FB150	FB500	
Bibliography of Congress Proceedings	D N°9 Facilitation problems	a How to take part (per 50 copies) —FB 150	
D 1957 :BF 320	FB200	D Prices in currencies other than BF should be calculated at the rate of exchange on date of invoice	
D 1958 :BF 320	D N°10 Freedom of Association		
D 1959 :BF 320	FB 100		
D Yearbook of International Congress proceedings, 2nd Edition	D N°12 International Cooperation		
BF960	FB100		
D Transnational Associations	D N°14 International Congresses 1900-1919		
Annual subscription 1978	FB200		
BF850	D N°17 The Union of International Associations— FB 100		
Transnational Associations	D N°19 The Open Society of the Future		
+ International Congress Calendar 18th ed.	FB 100		
Combined subscription 1978	D N°20 Les problèmes du langage		
D FB 1.420	FB400		

METHOD OF PAYMENT
Direct : by cheque payable to Union of International Associations 1, rue aux Laines. 1000 Brussels.

Brussels : Compte-chèque N° 000-0034 699-70 or Account No 210-0451651-71 at the Société Générale de Banque, 48. rue de Namur, 1000 Brussels.

London : Account No 404552334 at the National Westminster Bank Ltd. PO Box No 14 1 Princes Street London EC2P 2AH.

1978 Oct 2 - 7

Trieste (Italy)

Progress in many-body theories. (YB no B 2724/A 1383/A 3383)

Trieste.

1978 Oct 3-5

United Towns Organization /World Centre for Technical Information and Sofia (Bulgaria)

FMVJ. 2 rue de Logelbach. F-75017 Paris.

(YB no A 3391/B 0787)

1978 Oct 4-6

Montpellier (France)

du Languedoc, place E Bataillon, F-34060 Montpellier cedex.

1978 Oct 4-8

(Germany, Fed Rep)

Service Civil Int. Séminaire : Méthodes et moyens de formation pour le travail avec des mouvements de jeunesse. (YB n° A 3805)

SCI, Dottendorferstrasse 34, D-5300 Bonn.

1978 Oct 5-7

Helsinki (Finland)

Alcoholics Anonymous, Pietari Hannikaisen tie 1 P, 00400 Helsinki 40.

1978 Oct 9-11

London (UK)

biological materials.

Administrative secretary, Mr G D Springett, Central Electricity Generating Board, Sudbury House, 15 Newgate Street, London EC1A 7AU.

1978 Oct 9-11

IEEE 6th Semiconductor laser conference. (YB n° B 0621)
Mr T L Paoli, Bell Labs., 600 Mountain Avenue, Murray Hill, NJ 07974, USA.

1978 Oct 9-12

Kyoto (Japan)

Int workshop on electric charges in dielectrics.
Y Wada, Dept of Applied Physics, University of Tokyo, Bunkyo-ku, Tokyo 113.

1978 Oct 9-12

Lisbon (Portugal)

Sociedade Portuguesa de Reumatologia/European League against Rheumatism. 3rd Latin congress of rheumatology.
Dr Joao Figueirinhas, Rua Dona Estefaria 187.189 Lisbon.

1978 Oct 9-13

Julich (Germany, Fed Rep)

European Society of Radiation Biology. 14th Annual meeting.
Prof Dr Med L E Feinendegen, Inst. of Medicine, Nuclear Research Center, Julich GmbH, POB 1913, 5170 Julich 1. (YB no A 0856)

1978 Oct 9-13

London (UK)

101-104 Piccadilly, London W1V OAE.

(YB n° A 1117)

1978 Oct 9-14

Nairobi (Kenya)

United Nations Habitat and Human Settlements Foundation/UNEP. Regional meeting on human settlements : The growing proportion of the world's population whose human settlements needs have never been provided for. (YB n° B 4161)

UNEP, POB 30552, Nairobi, Kenya.

1978 Oct 9-20

Basingstoke (UK)

National Water Council, Tadley Court, Tadley, Basingstoke, Hampshire RG26 6TB, UK.

1978 Oct 10-13

Cologne (Germany, Fed Rep)

Int Confederation for Small-Scale Credit. Congress, P : 400. (YB n° A 1650)
Bundesverband der Deutschen Volksbanken und Raiffeisenbanken e.V., Heussalle 5, D-5300 Bonn.

1978 Oct 10-13

Tunis (Tunisia)

Permanent Int Committee on Canning. 7th Congress.
CIPC, 3 rue de Logelbach, F-75017 Paris.

1978 Oct 10-13

Verona (Italy)

1st INTECSOL - Solar energy conference and exhibition.
EA Fiere di Verona, CP 525. I-37100 Verona.

1978 Oct 10-17

Gif-sur-Yvette (France)

The Tavistock Institute of Human Relations. London/La Fondation Int de l'Innovation Sociale. Paris. Working conference : Exercising authority for

Mme Jeannine Cuéron, Fondation Int de l'Innovation Sociale, 20 rue Laffitte, F-75009 Paris.

1978 oct 11-13

Birmingham (AL, USA)

Cancer update- Symposium for nurses and other health professionals.
J White, University of Alabama, Comprehensive Cancer Center, Birmingham, AL 35234, USA.

1978 Oct 11-13

Innsbruck (Austria)

de sports sûrs. 2) le ski on haute montagne - l'ondanco do l'avenir ? 3)

Innsbruck.

1978 Oct 13-14

Brussels (Belgium)

economic order 1) The participants in the dialogue. 2) Primary products : sovereignty and interdependence, 3) the recasting of industrial structures.
Institut d'Etudes Européennes, Université Libre de Bruxelles. Mme C Charlier, avenue FD Roosevelt 39, B-1050 Brussels.

1978 Oct 13-18

Toronto (Canada)

Int Foundation of Employee Benefit Plans. Meeting. P : 600.

(YB no B 4780)

Mr Lee Polachek, POB 89, Brookfield, Wis 53005, USA.

1978 Oct 15-19

Philadelphia

(Pa, USA)

ISA, 400 Stanwix Street, Pittsburg, PA 15222, USA.

1978 Oct 15-20

Copenhagen (Denmark)

Society (or Continuing Education. Inc. Conference. P : 500,
c/o E Witkin, MD, 6609 Reisterstown Road, Suite 208. Baltimore, MD 21215, USA.

1978 Oct 16-17

London (UK)

safety and pollution prevention. (YB no A 1117)
101-104 Piccadilly, London W1V OAE.

• 1978 Oct 16-19

Banjul (Gambia)

World Tourism Organization/UN EGA. Tourism and African development. (YB n° A 2745/B 4174)
59 Avenida del Generalísimo, Apartado de Correos, 3600 Madrid 16, Spain.

1978 Oct 16-Nov 10

Geneva (Switzerland)

UN Conference on Trade and Development. UN Conference on an int code of conduct on the transfer of technology. (YB no B 3381)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 20.

1978 Oct 17-19

Strasbourg (France)

European Institute for Vocational Training. European conference : Youth employment and training. (YB no A 0787)
48 avenue de Villiers, F-75017 Paris.

1978 Del 17-20

Montreux (Switzerland)

Se Conférence int sur l'assurance.

1978 Oct 18-20

Dresden (German Dem Rep)

German Dem Rep Society for Dermatology. 6th Congress with int participa-
H Kleine-Natrop, Hautklinik der Med. Akademie, Fetscherstrasse 74, 8019 Dresden.

1978 Oct 19-20

Hamburg (Germany, Fed Rep)

and congress. (YB no B 1747)
Hamburg Messe und Congress GmbH, Postfach 302 360. D-2000 Hamburg 36.

1978 Oct 19-21

Konstanz (Germany, Fed Rep)

Stadt Konstanz, Informationsamt/Touristik, Postfach 1230. D-7750 Konstanz.

1978 Oct 20-22

Houston (Texas, USA)

World Future Society. 1st Meeting of the Education Section; What should education be like in the future ? - How can we best teach people about the possibilities of the future ? (YB no A 3546)
Christopher J Dede, President, Education Section, WFS, University of Houston at Clear Lake City, 2700 Bay Area Boulevard. Houston. Texas 77055.

1978 Oct 20-23

Mexico (Mexico)

World Future Studies Federation/Int Union of Architects. Round table:

(YB no A 2072, A 2689)

WFSF, Casella Postale 6203, Roma-Prati. Italy.

1978 Oct 20-23	(Greece)	Bath (UK)
Int Union of Alpinist Associations. General assembly 28 rue des Délices, CH-1211 Geneva 11.	(YB no A 2684)	
• 1978 Oct 23-26	Boca Raton (Fla. USA)	
Or J Silverman. Director. University of Maryland. Institute of Physical Science and Technology. Space Sciences Building, College Park. MD 20742, USA.		Key Biscayne (Fla. USA)
1978 Oct 23-25	Brussels (Belgium)	
Management Centre Europe. Int seminar for Europe's indispensable women, avenue des Arts 4, B-1040 Brussels.		Beirut (Lebanon)
1978 Oct 23-27	Bournemouth (UK)	(YB n° B 4669)
Dr J Robinson, Horton Road, Woodlands, Wimborne, Dorset BH21 6NB, UK.		ECWA. c/o Apt. 1, Faknoury, Building, Ardatt Street, Manara Section. POB 4656, Beirut, Lebanon.
1978 Oct 23-27	London (UK)	Mexico (Mexico)
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization. Council. 41st ses- sion. 101-104 Piccadilly, London W1V 0AE.	(YB no 1117)	World Meteorological Organisation, Regional organization for South America.
1978 Oct 23-28	Geneva (Switzerland)	rica. (YB no A 3556)
Center for Cont. Education, Chicago University. 3rd int tutorial on neoplastic hematopathology. C Well. Center for Cont. Education, Chicago University, 1307 E. 60th Street, Chicago, IL 60637, USA.		WMO, 51 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20.
1978 Oct 23-Nov 1	Tel Aviv (Israel)	1978 Oct-Nov
Kenes Ltd, POB 16271, Tel Aviv.		(Hawaii, USA)
1978 Oct 23-Nov 2	Tokyo (Japan)	(YB n° A 3042)
World Meteorological Organization/UN. Regional seminar on the interpre- (YB n° A 3556/A 3375)		PATA, 228 Grant Avenue, San Francisco. Cal 3d 108.
WMO, CP 5, CH-1211 Geneva 20.		1978 Oct or Nov
1978 Oct 23-Nov 3	Geneva (Switzerland)	Union of the Industries of the European Community. Journées de l'industrie européenne. (YB n° B 3351)
UN Conference on Trade and Development. Committee on Invisibles and financing Related to Trade. 8th session, 2nd part. (YB n° B 3381)		Mr Sassen, Secrétaire général de l'UNICE, rue du Louwum 6, B-1000 Brussels.
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 20.		1978 Nov 3-8
1978 Oct 24-27	Hirtshals (Denmark)	European Broadcasting Union. Working Group for Children and Youth TV Programmes. P : 70. (YB n° A 0598)
Nordic conference on labour market policies. P: 120. c/o Arbejdsdirektor Kaj Westergaard, Arbejdsdirektoratet, Adelgade 13, DK- 1304 Copenhagen K.		Radiotelevisao Portuguesa, Divisao de Relacoes Exteriores. Alam. Linhas de Torres, 95-5°, Lisbon.
• 1978 Oct 24-27	Madrid (Spain)	1978 Nov 3-9
Nuclear Medicine Society. 16th Meeting : Nuclear medicine in clinical sciences. Nuclear Medicine Dept. Clinica Puerta de Hierro. c/San Martin de Porres 4, Madrid 35.		Int Catholic Girls' Society. Meeting. P: 80-100. (YB n° A 1455)
1978 Oct 24-27	Reinhardtsbrunn Castle (German Dem Rep)	Mrs Maria da Conceição Fonseca, Assoc. Catolica int. ao Service da Juven- tude Feminina, Lisbon.
of childhood leukemia. G Aurich, Universitäts-Kinderklinik Jena. 69 Jena, Kochstrasse 2, German Dem Rep.		1978 Nov 5-9
• 1978 Oct 24-30	Bangkok (Thailand)	Houston (Texas, USA)
World Meteorological Organization. Typhoon Committee, 11th Session. (YB n° A 3556)		Frank C Demarest, POB 59489 Dallas, Texas 75229, USA.
WMO, CP 5, CH-1211 Geneva 20.		1978 Nov 6-10
1978 Oct 25	Coventry (UK)	Jakarta (Indonesia)
Conference on noise control and safety requirements in plastics processing. Plastics and Rubber Inst., 11 Hobart Place, London SW1W 0HL, UK.		Asian Parasite Control Organization, 5th conference including one-day field
1978 Oct 25-28	Argonne (IL, USA)	c/o JOICFP News. 6th FI Hoken Kaikan Bekkan, 1-1 Sadohara-cho, Ichigaya, Shinjuku-ku, Tokyo, Japan.
3rd Int symposium on high energy physics with polarized beams and polar- ized targets. G H Thomas. HEP 362, Argonne National Laboratory, Argonne, IL 60439.		• 1978 Nov 6-10
1978 Oct 26-27	Geneva (Switzerland)	Mexico (Mexico)
Int Conference for the Study of Promotion of Philanthropy Annual semi- nar : Corporate philanthropy. Interphil. 65 rue de Lausanne, CH-1202 Geneva.	(YB n° B 2980)	
1978 Oct 26-27	Tel Aviv (Israel)	dilions de vie urbaine, rurale et maritime). (YB no B 4223)
Int symposium on periodontal diseases. Dr Hart J Levin, Alpha Omega Fraternity, Toronto Alumni Chapter, 2006 Bathurst Street, Toronto, Canada.		115 rue de la Pompe, F-75116 Paris.
1978 Oct 29 - Nov 1	Montreal (Canada)	1978 Nov 6-10
R M Stansel, 2350 East Devon Avenue, Ste 225, Des Plaines. MI 60018 USA.		New York (USA)
1978 Oct 29-Nov 2	Singapore (Singapore)	United Nations. Committee for Development Planning : Working Group on Quantitative Studies. (YB no A 3375)
14th Asia-Pacific food production conference. P : 150. Int Minrals and Chemical Corporation, IMC General Office, SOIE Lange Street, Mundelein 111, 66060, USA.		New York, NY 10017. USA.
1978 Oct 30-Nov 3	Tel Aviv (Israel)	1978 Nov 7-10
Int Packaging exhibition with seminar on packaging systems design and material. Mr Y Hamizach. Exhibitions CO Ltd, POB 21075, Tel Aviv.		Florence (Italy)
		European Physical Society. Workshop on future solar optical : Observa- tions, needs and constraints. P : 30 (inv). (YB n° A 0834)
		0 Engvold, Institute of Theoretical Astrophysics. University of Oslo, POB 1029, Blindern, Oslo 3, Norway.
		1978 Nov 8-10
		London (UK)
		Int conference : The design, application and maintenance of large industrial drives. IEE, Savoy Place, London WC2R 0BL UK.
		1978 Nov 10-11
		Paris (France)
		French Society of Head and Neck Tumours. Meeting : Malignant head and
		1978 Nov 10-12
		Singapore
		(Singapore)
		8th South East Asia Net convention. P: 150-200. Singapore Amateur Radio Transmitting Society, POB 2728. Singapore 1.
		1978 Nov 12-16
		Vienna (Austria)
		1. Int kongress ueber medien u paedagogik. p : 600. Herr Univ-Prof DDR Marian Heitger, Oest Paedagogische Gesellschaft, Gar- nisungasse 3-8, A-1090 Vienna.
		1978 Nov 13-24
		Geneva (Switzerland)
		UN Conference on Trade and Development. Committee on Manufacturers. (YB no B 3381)
		9th session. Palais des Nations, CH-1211 Geneva 20.
		1978 Nov 13-Dec 8
		Geneva (Switzerland)
		UNCTAD. UN Conference on natural rubber, 1978. Palais des Nations, CH-1211 Geneva 20. (YB no A 3381)

1978 Nov 14-17
Helsinki (Finland)
Interim Baltic Marine Environment Protection Commission. 5th Meeting. P : 60.
Interim Baltic Marine Environment Protection Commission, Mirja Siltanen, Secretary, Mariankatu 13 A, 00170 Helsinki 17.

1978 Nov 15-17 Brussels (Belgium)
Int Association of Biological Standardisation. Symposium on the benefits and risks of vaccination. (YB no A 4498)
prof Lafontaine, UC Louvain-en-Woluwe, avenue Mounier 73, B-1200 Woluwe St Lambert, Brussels.

1978 Nov 15-18 Washington (USA)
3rd Int conference on electrophotography.
R H Wood, Society of Photographic Scientists and Engineers 1411 K Street NW, Washington, DC 20005.

1978 Nov 16 Madrid (Spain)
Int Federation of Tour Operators. Symposium, (during the UFTAA Congress). (YB n° B 4852)
IFTÖ, Amaliegade 37 2tr. 10256 Copenhagen, Denmark.

1978 Nov 16-30 Mexico (Mexico)
UNIDO/Int Council of Societies of Industrial Design. Seminar + new inter-design : Industrial design using solar and wind energy sources. (YB n° B 3386/A 1755)
D I Jose Antonio Martinez, Apdo Postal 817, Navcalpan, Mexico.

1978 Nov 17-18 or 24-25 Brussels (Belgium)
Colloque : • Les suites de la conférence de Belgrade >.
Institut des Etudes Européennes, ULB, avenue Franklin Roosevelt 39, B-1050 Brussels.

1978 nov 17-18 Hannover (German/, Fed Rep)
Sology of barotrauma. 3) clinical features (neurology, otorhinolaryngology, pneumology, orthopedic problems and forensic aspects).
Prof E Lorenzoni. Dept of Neurology, Box 610180, M H H 3 Hannover 61.

1978 Nov 18-25 Funchal (Madeira-Portugal)
Int congress and convention Association. 17th General assembly. (YB n° B 3539)
Mr Fernando Coelho. Casa Atlantica de Viagens, Rua Capelo, 4-8, Lisbon Z.

1978 Nov 20-21 Brussels (Belgium)
Coil Coating Association. Fall meeting.
Mr Buttiens, ECCA, rue Montoyer 47, B-1040 Brussels.

1978 Nov 20-23 Manchester (UK)
Academy of Int Business. 3rd Int convention. (YB n° A 4421)
Dr Michael Z Brooke. Director of Int Business Unit, UMIST, R Floor, Velvet House, POB 88, Manchester M60 10D.

1978 Nov 20-24 London (UK)
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization. Legal Committee. (YB n° A 1117)
37th session.
101-104 Piccadilly, London W1V 0AE.

• 1973 Nov 22-24 Amsterdam (Netherlands)
European Society for Opinion and Marketing Research. Conference-seminar
live role of industrial marketing research. P : 100-120. C : 8-15. (YB n° A 0853)
ESOMAR Central secretariat. Raadhuisstraat 15, 1016 DB Amsterdam.

• 1978 Nov 24-Dec 2 Izmir (Turkey)
Int Commission for the Scientific Exploration of the Mediterranean Sea. 26th Congress- plenary assembly. P: 1000. (YB n° A 1542)
ICSEM, 16 Bd de Suisse, Monte Carlo.

1978 Nov 27-Dec 1 Bristol (UK)
British Nuclear Energy Society, Int conference on radiation protection in nuclear power plants and the fuel cycle.
1-7 Great George Street, London SW1P 3AA, UK.

1978 Nov 27-Dec 1 Paris (France)
Groupe pour l'Avancement des Méthodes Numériques de l'Ingénieur. Congrès int sur les méthodes numériques dans les sciences de l'ingénieur.
E ABSI, CES, TP., 12 rue Brancion, F-75737 Paris cedex 15.

1978 Nov 27-Dec Mexico (Mexico)
United Nations Habitat and Human Settlements Foundation/UNEP. Regional meeting on human settlements ; The growing proportion of the world's pot
(YB n°B 4161)
UNEP, POB 30552, Nairobi, Kenya.

1978 Nov 28-29 Hamburg (Germany, Fed Rep)
3rd Int colloquium on welding in nuclear engineering.
Deutscher Verband für Schweisstechnik e.V., Postfach 2725. Aachener Strasse 172, 4 Dusseldorf, Germany Fed Rep.

1978 Nov 28-30 Prague (Czechoslovakia)
Int Council for Building Research, Studies and Documentation, W70 Maintenance and Modernization, meeting. (YB n° A 1753)
CIB, POB 20704, NL-3001 JA Rotterdam.

1978 Nov 28-Dec 2 Toronto (Canada)
Int Plant Propagators Society. Meeting. P : 600.
John Wott, Dept. of Horticulture, Purdue University, Lafayette, Ind - 47907, USA.

1978 Nov 28-Dec 3 Lisbon (Portugal)
Council for Int Organizations of Medical Sciences. Congress. (YB no A 0431)
c/o ICCA-Portugal, rua Capelo 4-A, Lisbon 2.

1978 Nov 29-Dec 1 Brussels (Belgium)
European Organization for Research and Treatment of Cancer, Int symposium on diagnosis of the liver metastasis. (YB n° A 0822)
Keness Belgium Congress, rue de l'Industrie 17 Bte 5, 8-1040 Brussels.

• 1978 Nov 29-Dec 1 Munich (Germany, Fed Rep)
Europa Nostra. Colloque sur les villes historiques.
Europa Nostra, 86 Vincent Square, London SW1P 2PG, UK.

1978 Dec 2-4 Nice (France)
Medical Oncology Society. 4th Congress : Diagnosis, experimental chemotherapy, immunotherapy, therapeutic strategy of cancer.
Medical Oncology Society, Centre Antoine Lacassagne, 36 Voie Romaine, F-06054 Nice cedex.

1978 Dec 3-9 Hong Kong (Hong Kong)
World Council for the Welfare of the Blind. 5th Asian conference on work for the blind. (YB no A 3499)
58 avenue Bosquet, F-75007 Paris.

1978 Dec 4-8 Birmingham (UK)
Clapp and Poliak (Europe) Ltd, 232 Acton Lane, London W4 5DL, UK.

1978 Dec 4-8 Birmingham (UK)
Int design engineering conference and show.
Clapp and Poliak (Europe) Ltd, 232 Acton Lane, London W4 5DL, UK.

1978 Dec 4-8 London (UK)
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization. Maritime environment protection committee, 10th session. (YB n° A 1117)
101-104 Piccadilly, London W1V 0AE.

1978 Dec 4-14 Cairo (Egypt)
World Meteorological Organization, Regional seminar for national meteorological instructors. (RA I). (YB n° A 3556)
CPS, CH-1211 Geneva 20.

1978 Dec 4-15 Geneva (Switzerland)
UN Conference on Trade and Development. Committee on Transfer and Technology, 2nd session. (YB n° B 3381)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 20.

1978 Dec 5-9 London (UK)
Online Review. 2nd Int online information meeting.
Organising Secretary, 2nd Int Online Information meeting, Online Review, Woodside, Hinxley Hill, Oxford, OX15BP, UK.

1978 Dec 5-3 Toronto (Canada)
American Institute of Mining and Metallurgy. Convention. P : 2100.
Ms Claire schmitt. Conference Director, 345 East 47th Street, New York, NY 10017.

• 1978 Dec 6-8 Heidelberg (Germany, Fed Rep)
European Society for Opinion and Marketing Research. Seminar on . Social research in the public sector . - tasks, possibilities, limitations, responsibilities and vital issues-. P: 80-100. C: 8-15. (YB n° A 0853)
Esomar, Raadhuisstraat 15, Amsterdam, Netherlands.

1978 Dec 8-12 Bangkok (Thailand)
UN Economic Commission for Asia and the Pacific. UN conference on science and technology for development, 1st regional preparatory meeting : Food and agriculture, natural resources, energy, health and nutrition; and industrialization. (YB n° B 4177)
Sala Sanittham, Bangkok 2.

1978 Dec 11-15 New York (USA)
United Nations. Committee for Development Planning : Working Group on Development Strategies and Policies. (YB n° A 3375)
New York, NY 10017, USA.

1978 Dec 12-15 Riga (USSR)
World Meteorological Organisation. Symposium on development for multimedia monitoring environmental pollution. (YB n° A 3556)
WMO, 51 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20.

1978 Dec 12-16 Kinshasa (Zaire)
de Congrès int des études africaines.
Secrétariat général, C.I.S., BP 1944, Lubumashi, Zaire.

1978 Dec 14-16 Dortmund (Germany)
European Int Business Association. Annual meeting.
Ms G Dirickx, c/o EFMD Secrétariat, Place Stéphanie 20, B-1050 Brussels.

1978 Dec 27-29 Moscow (USSR)
Int conference on collective phenomena,
Y Brailovsky, Vernadski Prospekt 99, korp. 1 apt 128, Moscow 119285.

1978 Dec 27-1979 Jan 3
Colombo (Sri Lanka)
World Constitution and Parliament Association. 3rd session of the World
Constituent Assembly. (YB no A 3495)
Or Terence Amerasinghe. Mahara Walauwe, Kadawate, Sri Lanka.

1979 Jan 8-12
Singapore (Singapore)
Asian Productivity Organisation. Symposium on productivity measurement.
(YB n° A 0090)
4-14 Akasaka 8 chome, Minato-ku. Tokyo 107. Japan.

1979 Jan 10-12
Geneva (Switzerland)
Int Federation of Musicians. Symposium sur la protection int des artistes
interprètes ou exécutants et de leurs droits. (YB n° A 1962)
FIM. Hofackerstrasse 7, CH-8032 Zurich.

• 1979 Jan 15-24
Bangladesh)
Service Civil Int, Int Committee. Meeting Symposium, and Asian Committee
meeting. (YB n° A 2805)
Asian Regional Secretariat, SCI House, KS Green Park. New Delhi 110016.

1979 Jan 21-27
Pasadena (Cal. USA)
Int Cooperation Council. 1979 World festival, Sinergy II : From essence to
action. (YB n° B 1707)
ICC, 8570 Wilshire Blvd, Beverly Hills, CA 90211, USA.

1979 Jan 28-30
New
Delhi (India)
Institute of Marketing and Management. 1979 Int marketing convention ;
Institute of Marketing and Management, 62-F Sujan Singh Park, New Delhi
110 003, India.

1979 Jan 29-31
Miami Beach (FL,
USA)
ANS/American Institute of Mining, Metallurgical and Petroleum Engineers.
Mr J E Selle, Metals and Ceramics Div., Oak Ridge Nat. Lab., POB X, 4508,
265, Oak Ridge, TN 37830, USA.

1979 Jan 29-Feb 2
Julich (Germany, Fed
Rep)
Int Atomic Energy Agency. Int symposium on thermodynamics of nuclear
materials. (YB n° A 1853)
IAEA, 11 Kamtherring, POB 590, A-1011 Vienna.

1979 Jan 29-Feb 2
Strasbourg (France)
Council of Europe. Parliamentary Assembly, 30th Session. 3rd part. (YB n° A 0435)
Avenue de l'Europe, F-67006 Strasbourg cedex,
1979 Jan 30-Feb 1
London (UK)
IEE, Savoy Place, London WC2R 0BL, UK.

1979 Jan
Brussels (Belgium)
Int Union of Producers and Distributors of Electrical Energy. Directing Com-
mittee meeting. (YB n° A 2761)
UEEB, Mind Thérèse Jacques. Galerie Ravenstein 4 Bte 8, B-1000 Brussels.

1979 Feb 4-11
Tel
Aviv (Israel)
Health Vacation Centre. 44 Ibn-Gvirol Street, Tel Aviv.

1979 Feb 13-16
Singapore (Singapore)
Int Water Supply Association. Asia Aquatech79 - Technical conference and
exhibition : Water treatment and water supply, irrigation, industrial water,
water distribution. (YB A 2807)
Europort Group, Waalhaven Z.Z.44, 3088 HJ Rotterdam, Netherlands.

1979 Feb 14-15
Brussels (Belgium)
Int Institute for Sugar Beet Research. Meeting. (YB n° A 2132)
Mr Laurent Weickmans. Secrétaire Général, rue de la Science 10, B-1040

1979 Feb 19-21
Manila (Philippines)
Int Federation of Consulting Engineers. Seminar : The role of the consul-
ting engineer in development projects and the transfer of technology to
developing countries. (YB n° A 1696)
FIDIC Secretariat, 9 Carel van Bylandtlaan, 2596 HP The Hague, Nether-
lands.

1979 Feb 25-Mar 4
Tel
Aviv (Israel)
Int symposium on psoriasis-arthritis therapy.
Health Vacation Centre, 44 Ibn-Gvirol Street, Tel Aviv.

1979 Feb 26-29
Singapore (Singapore)
Offshore South East Asia conference. Ex.
Singapore Exhibition Services Pte Ltd, 6E Mount Sophia, Singapore 9.

1979 Feb 28-Mar 2
Zurich (Switzerland)
Int symposium on reconstruction and extension of hydro-electric power
plants.
Swiss Association for Water Economy, Rulistrasse 3A, CH-5401 Baden,
Switzerland.

• 1979 Feb 28-Mar 2
(Germany, Fed Rep)
European Society for Opinion and Marketing Research. Seminar : The
changing environment for pharmaceutical marketing. P : 80-100. C : 8-15.
(YB n° A 0853)
ESOMAR central secretariat, Raadhuisstraat 15, 1016 D8 Amsterdam,
Netherlands.

HOTEL PRESIDENT

YAMO USSOUKRO - COTE D'IVOIRE

Téléphone : 64.01.59

Câble : PRESIDENTOTEL YAMO USSOUKRO

Telex : 988

*

Implanté dans un parc de 25 ha à 20 min
de l'aéroport de Yamoussoukro, zone im-
portante de passage.

Accès facile depuis Abidjan par avion lé-
ger (1 h 30 de vol), par la route (2 h 45).

Hôtel de standing international

150 chambres

Entièrement climatisé

Salons de réception

Bar américain

2 restaurants

Night-club

Piscine - Solarium

Boutiques (souvenirs, presse)

Télex, téléphone

Travaux de secrétariat

Bureau de voyages (possibilité d'excur-
sions)

Location de voitures.

Salle de Congrès de 1.000 places à proxi-
mité immédiate de l'hôtel, avec scène équi-
pée pour congrès (sonorisation et traduc-
tion simultanée en 4 langues avec cabi-
nes) et grand écran pour projections.
Climatisation générale. Promenoir, Bar.

Tout équipement pour congrès (tableaux,
microphones, etc...) sont mis gratuitement
à la disposition des usagers.

UTH

International Hotels

19 bld Malesherbes - 75008 PARIS

Tél. : 266.19.40-266.33.17 - Télex : 650425F

Réservation Centrale: Tél.: 7764152

Télex: 610692

1979 Feb 28 - Mar 4 Association for Children with Learning Disabilities. 16e Conference. Betty W Bader. Chairperson. Int Affairs Committee, ACLD Inc., 4156 Library Road, Pittsburgh, Pa 15234, USA.	San Francisco (Cal, USA)	
1979 Feb World Meteorological Organization. Commission for Agricultural Meteorology. data. CP5, CH-1211 Geneva 20.	Geneva (Switzerland)	(YB n° A 3556)
1979 Feb United Nations. 2nd Regional Cartographic conference for the Americas. Mew York, USA.	Mexico (Mexico)	(YB n° A 3375)
1979 Feb-Mar Intergovernmental Oceanographic Commission. Executive Council. 11th session. c/o Unesco, Place de Fontenoy, F-75700 Paris.	Mexico (Mexico)	(YB n° A 1118)
1979 Mar 5-9 30th Annual Pittsburgh conference on analytical chemistry and applied spectroscopy. 1979 Pittsburgh Conference, 437 Donald Road, Pittsburgh, PA 15235, USA.	Cleveland (Ohio, USA)	
1979 Mar 5-9 2nd Int conference on infrared physics. CIRP 2, c/o F. Kneubühl. Solid State Physics Laboratory, ETH Höngerberg, CH-8053 Zurich.	Zurich (Switzerland)	
1979 Mar 6-10 Tucson (Ariz, USA) Dr T Gebreles, Lunar and Planetary Laboratory, University of Arizona, Tucson, Ariz, 85721, USA.		
1979 Mar 7-10 Gestetner European Salesman Club. Annual meeting. Mr Gil de Corswarem, Directeur, Boulevard de Bertaimont 10, B-1000 Brussels.	Brussels (Belgium)	
1979 Mar 11-15 United Nations Habitat and Human Settlements Foundation/UNEP. Regional (YB n° B 4161) UNEP, POB 30552, Nairobi, Kenya.	(West Asia)	
1979 Mar 12-17 Albert Einstein Centenary celebration. A Mercier, Institut für Theoretische Physik, Sidlerstrasse 5, CH-3012 Berne.	Berne (Switzerland)	
1979 Mar 12-18 5th Int symposium of tropical ecology : Ecology and development. Department of Zoology, University of Malaysia, Kuala Lumpur.	Kuala Lumpur (Malaysia)	
1979 Mar 14-16 Rosstyn (Virg, USA) Dr Robert M Sorensen, Chairman, Program Committee, Coastal Structures 79, c/o Coastal Engineering Research Center, Kingman Building, Fort Belvoir, Virg 220080, USA.		
1978 Mar 20-23 Dr R Israeli, Dept of Occupational Health, Medical School, Negev university, Beer-Sheva.	Beer-Sheva (Israel)	
1979 Mar 20-23 American Society of Associated Executives. Mid-year conference. ASAE, 1101 16th Street NW, Washington, DC 20036.	Chicago (Ill, USA)	
1979 Mar 22-24 Scandinavian Society of Psyche-pharmacology. Congress. P : 220. c/o Mr C G Gottfries, St Jorgens Sjukhus, Universitetssjukhusen, S-422 03 Hälsings Backa, Sweden.	Copenhagen (Denmark)	
1979 Mar 25-29 American Water Works Association. Symposium : Water Re-use From research to application. R D Heaton. Conference Organisaing Committee, AWWA Reseach Foundation, 6686 West Quincy Avenue, Denver. Col 80235, USA.	Washington (USA)	
1979 Mar 26-30 Int Atomic Energy Agency, Symposium : Biological implications of radio-nuclides from nuclear industries. Conference Service, IAEA, POB 590, A-1011 Vienna.	Vienna (Austria)	(YB n° A 1383)
1979 Mar 26-30 Int Institute of Administrative Sciences. Round table : Responses of public administration to the challenges of contemporary societies. P : 200. MAS, rue de la Charité 25, B-1040 Brussels.	Washington (USA)	(YB n° A 2138)
1979 Mar 28-31 Nyborg (Denmark) Association for Speech Trainers. Congress. P : 550. c/o Spadille Congress Service, Sommervej 3, DK-3100 Hornbaek, Denmark.		
1979 Spring Dr J Dommanget, Observatoire Royal, Uccle, B-1180 Brussels.	Brussels (Belgium)	
1979 spring Int council of Monuments and Sites, Seismology Committee/ Icomos Guatemala. Colloque régional : Monuments of silos dans les régions sismiques. Icomos, Hotel Saint Aignan, 75 rue du Temple. F-75003 Paris.	Guatemala (Guatemala)	(YB no A 1748)
1979 Spring Int Labour Organization. Symposium on the vocational rehabilitation and cooperatives. ILO, CH-1211 Geneva 22.	Stockholm (Sweden) and Warsaw (Poland)	(YB n° A 2183)
1979 Spring (Greece) Union des Villes de la Méditerranée. Conférence : Coopération culturelle en Méditerranée. c/o FMVJ, 2 rue de Logelbach, F-75017 Paris.		
1979 Spring United Nations. Conference on olive oil. Place des Nations, CH-1211 Geneva 10.		(YB no A 3375)
1979 Apr 1-3 Scandinavian rubber technology conference. P : 250. c/o Mr Arne Kruse, Columbian Carbon int, APS, Valdemarsgade 19, DK -1665 Copenhagen V.	Copenhagen (Denmark)	
1979 Apr 1-10 American Academy of Implant Dentistry. Meeting. Dr Charles A Babbush, DOS, 5 Severance Circle, Cleveland Heights, Ohio 44118, USA.	Jerusalem (Israel)	
1979 Apr 2-6 British Nuclear Energy Society. Int conference on welding and fabrication in the nuclear industry. 1-7 Great George Street, London SW1P 3AA.	London (UK)	
1979 Apr 2-7 United Nations Habitat and Human Settlements Foundation/UNEP. Regional meeting on human settlements : The growing proportion of the world's population whose human settlements needs have never been provided for. UNEP, POB 30552, Nairobi, Kenya.	Bangkok (Thailand)	(YB n° B 4161)
1979 Apr 2-11 Unesco, Intergovernmental Oceanographic Commission/World Meteorological Organisation. Joint seminar workshop on ocean products IDPSS. WMO, 51 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva.	Moscow (USSR)	(YB n° A 3383/A 35S6)
1979 Apr 3-5 2nd Int conference on low light and thermal imaging. P : 500 . Suzanne J Hall. Conference Secretary, IEE, Savoy Place, London WC2R 0BL, UK.	Nottingham (UK)	
1979 Apr 5-6 Karlruhe (Germany, Fed Rep) Engineering VDI/VDE Gesellschaft Mess-und Regelungstechnik, Dusseldorf. Workshop on high level systems control. VDI/VDE Gesellschaft Mess-und Regelungstechnik, Postfach 1139, D-4000 Dusseldorf 1, Germany, Fed Rep.		(YB n° A 1862)
1979 Apr 5-7 German Classification Society. 3rd Conference : Classification and cognition : The role of classification in the generation, presentation and mediation of knowledge. Gesellschaft für Klassifikation e.V., Woogstrasse 35a, D-6000 Frankfurt 50.	Königstein (Germany, Fed Rep)	
1979 Apr 7-14 Lausanne (Switzerland) Congrès de Futurologie. International Creative Center-RCI, 20 Ch Colladon, CH-1211 Geneva 28.		
1979 Apr 7-27 Hamburg (Germany, Fed Rep) Inter-Governmental Maritime Consultative Organisation. Meeting. Hamburg Messe und Congress GmbH, Jungiusstrasse, Postfach 30 23 60, D-2000 Hamburg 36.		(YB n° A 1117)
• 1979 Apr 9-13 Int Montessori Association. 19th Help the child to shape man's future. P : 500. C : 30. Ex. Municipal Congress Bureau, O.Z. Achterburgwal 199, Amsterdam.	Amsterdam (Netherlands)	(YB n° B 2267)
1979 Apr 9-13 Government of the Federal Republic of Austria/UNIDO. 7th Int conference of economic growth in developing countries, 3) Europe in 1935 and after, 4) input-output in large econometric models, 5) planning and optim7ation. 6) income distribution and social welfare, 7) estimation, adjustments and	Innsbruck (Austria)	
Y R Cho. UNIDO, POB 707, A-1011 Vienna.		(YB no B 3386)
1979 Apr 10-May 11 UN ECOSOC. 88th Session. (YB no B 3377) UN. New York 10017, USA.	New York (USA)	

1979 Apr 16-21
Inter-Parliamentary Union. Spring meetings.
Place du Petit-Saonnex, CH-1209 Geneva.

Prague (Czechoslovakia)
(YD no A 2832)

1979 Apr 17-20
Belgrade (Yugoslavia)
World Council for the Welfare of the Blind. Int symposium on problems of sports for the blind.
(YB n° A 3499)
58 avenue Bosquet. F-75007 Paris.

• 1979 Apr 23-26
American Physical Society. General meeting.
335 E 45th Street, New York, NY 10017.

Washington (USA)

1979 Apr 23-27
Victor Green Publications, Ltd, 106 Hampstead Road, London NW1 2LS.

London (UK)

1979 Apr 23-27
World Meteorological Organisation. Workshop on remote sensing of snow and soil moisture by nuclear techniques.
WMO, 51 avenue Giuseppe-Motta, CH-1211 Geneva 20.

Voss (Norway)
(YB n° A 3556)

1979 Apr 24-27
European Space Agency / Centre National d'Etudes Spatiales - CNES (France)

Grenoble (France)

space shuttle and spacelab, 2) new results of microgravity experiments, 3)

(YB n° A 0668)

F-31055 Toulouse cedex.

1979 May 7-11
Council of Europe. Parliamentary Assembly, 31st session, 1st pan.
Avenue de l'Europe, F-67006 Strasbourg cedex.

Strasbourg (France)
(YB n° A 0435)

• 1979 May 8-10
World Future Studies Federation / Association for Future question. 7th Conference : Science and technology for the future. Ex. (YB n° A 2072)
H. Buchholz. Gesellschaft für Zukunftstragen, Giesebrechtstrasse - 15, D. 1000 Berlin 12.

Berlin (West)

1979 May 9-12
Warsaw (Poland)
Trade Union Int of Agricultural Forestry and Plantation Workers. 8th Conference.
Opelalova 57, Prague 1, Czechoslovakia.

(YB n° A 3322)

1979 May 10-11
interface.
Dr Jane F Gentleman, Conference Chairperson, Department of Statistics, University of Waterloo, Waterloo, Ontario, Canada N2L 3G1, Canada.

Waterloo (Canada)

• 1979 May 13-16
Audio Engineering Society. Annual convention.
Mr H R O Wilms, Audio Engineering Society Inc., Europe Regional Office.

Brussels (Belgium)

• 1979 May 14-18
Int Committee on Aeronautical Fatigue. Symposium.
Mr A Maenhaut, Ministère des Communications, Direction technique, Aero-drome de Haren, Hangar 7, B-1150 Brussels.

Brussels (Belgium)
(YB n° A 1627)

1979 May 14-18
Secrétariat, Colloque int de Commutation, 11 rue Hamelin, F-75783 Paris cedex 16.

Paris (France)

1979 May 14-25
United Nations. COMMITTEE ON Natural Resources, 6th session.
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

Ankara (Turkey)
(YB n° A 3375)

1979 May 14-25
UN Childrens Fund. Executive Board and Committees.
UN, New York 10017, USA.

New York (USA)
(YB n° B 3380)

• 1979 May 15-18
Int Association on Water Pollution Research. Meeting : The agricultural industry and its effects on water quality.
Dr CJ. Schouten, water and Soil Division industry of Works and development. Private Bag, Hamilton.

Hamilton (New Zealand)
(YB n° A 1379)

1979 May 16-18
Montreal (Canada)
Int Nonwovens and Disposables Association. Meeting.
Robert W Sullivan, 10 E 40th Street, New York, NY 10016.

(YB n° B 0570)

1979 May 17-23
Erice
European Physical Society. Study conference : Gamma ray astronomy after COS-B. P : 70 (inv). (YB n° A 0834)
C Cesarsky, DPh/EP/ES-Bat 28, Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay, BP No 2, F-91190 Gif-sur-Yvette, France.

(Italy)

1979 May 19-22
31st Annual congress of the WVAO and int trade fair for ophthalmic optics.
Ausstellungs- und Kongress GmbH, Postfach 1208, Festplatz 3, D-7500 Karlsruhe 1.

Karlsruhe (Germany Fed Rep)

1979 May 19-23
Brussels (Belgium)

AQUA-EXPO.
Salon Aqua-Expo, c/o Foire Int de Bruxelles, B-1020 Brussels.

• 1979 May 19-23
Federation of Int Furniture Removers. Congress. P : 425.
rue de la Loi 81a, Bte 1 B-1040 Brussels.

San Salvador (El Salvador)
(YB n° A 0947)

1979 May 22-25
United Towns Organization/Int Union of Local Authorities. Conférence des villes de la Baltique : La sauvegarde de la Baltique.

Helsinki (Finland)

FMVL, 2 rue de Logelbach. F-75017 Paris.

(YB no A 3391/A 2736)

1979 May 24-26
Helsinki
European Academy of Allergy and Clinical Immunology. Congress.

(Finland)

SG, Dr J Jamar, Bd de la Cambre 52, B-1050 Brussels, Belgium.

1979 May 24-25
SIASA Congresos, P'de la Habana 134, Madrid.

Madrid (Spain)

1979 May 24-28
A Mircea, LEP, 3 avenue Descartes, F-94450 Limeil-Brevannes. France.

(France)

1979 May 27-Jun 8
Int Telecommunication Union. Seminar. P : 50. (YB n° A 2622)
Hamburg Messe und Congress GmbH, Jungiusstrasse, Postfach 30 23 60.
D-2000 Hamburg 36.

Hamburg (Germany. Fed Hep)

1979 May 28-Jun 1
World Meteorological Organization. Executive Committee, 31 st session.
W O, CP 5, CH-1211 Geneva 20.

Geneva (Switzerland)
(YB no A 3556)

1979 May 29-Jun 5
Int Commission for Northwest Atlantic Fisheries. Meeting.
L R Day, P/OB 638, Dartmouth, NS B2Y 3Y9, Canada.

Halifax (Canada)
(YB no A 1537)

1979 Jun 4-6
Int congress on physical activity in childhood. P : 400.
Finnish Central Sports Federation Mr Erkki-Oikarinen Topeliuksenkatu 41 a 00250 Helsinki 25.

Helsinki (Finland)

1979 Jun 4-6
Claude Richard. Hydro-Quebec Research Institute POB 1000 Varennes.

Montreal (Canada)

1979 Jun 4-9
Int Federation of Railwaymen's Travel Association. Congress. P : 200.
c/o Danske Jernbanemaedts Turistforening, DSB, Passageraalkskon to ret, Solvgade 40, DK-1307 Copenhagen K.

Copenhagen (Denmark)
(YB n° A 1993)

1979 Jun 6-8
European Industrial Research Management Association. Annual meeting. P : 280.
Mr Martti M Kalla, Prof, Oy Wartsila Ab, POB 230, 00101 Helsinki 10.

Helsinki (Finland)
(YB no A 0783)

1979 Jun 6-9
Scandinavian Congress for general practitioners. P : 400-600.
c/o Copenhagen Congress Center, Bella Center A/S, DK-2300 Copenhagen 5.

Copenhagen (Denmark)

1979 Jun 10-11
Int Pulse Trade and Industry Confederation. General assembly.
CICILS, Bureau 258, Bourse de Commerce, F-75040 Paris cedex 01.

Hamburg (Germany. Fed Rep)
(YB n° A 2389)

1979 Jun 10-12
World Psychiatric Association. Section of Clinical Psycho pathology. Int symposium on the psychopathology of depression. (YB n° A 3577)
Prof K Achte, Psychiatric Clinic, Helsinki University Central Hospital, Lapinlahdentie. 00180 Helsinki 18.

Helsinki (Finland)

1979 Jun 11-16
Caribbean Hotel Association/Caribbean Tourism Association. 3rd Caribbean tourism conference.
CHA, 1120 Ashford Avenue, Santurce, Puerto Rico 00907.

Jamaica (West Indies)
(YB n° B 0214/A 0215)

1979 Jun 11-16
MARINTEC Asia '79 seminar and exhibition (event of int marine significance). P : seminar : 500. Ex : 50000.
Singapore and S.E.A. Marintec S E A (Pte) Ltd., J-6 Int Building, Orchard Road, Singapore 9.

Singapore (Singapore)

1979 Jun 15
Academia Cosmologica Nova. Forum. P : 1000.
Hamburg Messe und Congress GmbH, Jungiusstrasse. Postfach 30 23 60, D-2000 Hamburg 36.

Hamburg (Germany. Fed Rep)

1979 Jun 16-20
Scandinavian Union of Museums. Congress : Scandinavian museums problems. P : 300-400. C : 5
Vibeke Woldbye. Museum of Decorative Art. 68 Bredgade, DK-1260 Copenhagen, Denmark.

Aarhus (Denmark)
(YB n° B 3208)

1979 Jun 17-21
Nyborg (Denmark)
Nordic lipid symposium. P : 300.
c/o Lektor Gunhild Hohnner, Ald for Biokemilog Ernaering, Danmarks Tekniske Højskole, Bygn. 224, DK-2800 Lyngby.

(Denmark)

1979 Jun 18-21		
Int Union for Health Education /World Health Organization/Int Cardiology Federation /Int Union Against Tuberculosis/Int Union Against Cancer: 4th World conference on tabacco and health.	Stockholm (Sweden)	
	(YB n° A 2659 / A 3548/ B 0811 / A 2651 / A 2648)	
C/O UIES, 3 rue Viollier, CH-1207 Geneva.		
1979 Jun 18-22	Hamburg (Germany Fed Rep)	
Airport Operational Council Int. Int airport conference. P : 200.		
	(YB n° A -5016)	
Hamburg Messe und Congress GmbH, Jungiusstrasse, Postfach 30 23 60, D-2000 Hamburg 36.		
1979 Jun 19-22	Brussels (Belgium)	
4 th Int symposium on biochemistry of exercise. Dr. Jacques Poortmans, Chimie Physiologique ISEP, ULB, avenue Paul Heger 28, B-1050 Brussels.		
• 1979 Jul 8-13	East Lansing (Mi, USA)	
Int Commission of Agricultural Engineering. 9th Int congress.		
	(YB n° A 1548)	
17-24 rue de Javel, F-75015 Paris.		
1979 Jul 10-20		
United Towns Organization. 1er Rassemblement de la jeunesse Méditerranéenne (YB n° A 3391)	Barcelona (Spain)	
FMVJ, 2 rue de Logelbach, F-75017 Paris.		
• 1979 Jul 15-20	London (UK)	
Int Society on Thrombosis and Haemostasis. 7th Int congress.		
	(YB n° A 4456)	
Congress Secretariat, Conference Associates ISTD, 34 Stanford Road, London W8 5PZ, UK		
• 1979 Jul 29-Aug 4	Oslo	
(Norway)		
Int Folk Music council. 25th Conference : 1) Cooperation between local researchers and those from abroad and the methodological and ethical problems involved, 2) social, aesthetic, and physiological factors in vocal technique; problems of typology and terminology, 3) the value of intensive study of individual folk musicians. Reports on autobiographies. P : 200. C : 45. Ex. (YB n° A 2061)		
Prof Graham George, IFMC, Dept of Music, Queen's University, Kingston, Ontario K7L 3N6, Canada.		
1979 Jul	Locarno (Switzerland)	
Int League of Esperantist Teachers. Conference.		
Dr M Dazzini, CP 22, I-54100 Massa C. Italy.	(YB n° A 2216)	
1979 Aug 16-13	Bangalore (India)	
in large scale power systems.		
	(YB n° A 1862)	
The Institution of Engineers (India), 8 Cookhale Road, Calcutta- 700020, India.		
1979 Aug 27-31	Helsinki (Finland)	
Int Union of Food Science and Technology/European Federation of Chemical Engineering, 2nd Int congress on engineering and food : Food Process engineering 1979.		
Dr J Larinkari, POB 244, SF-00131 Helsinki 13.	(YB no A 1610/B 0725)	
1979 Sep 2-6	Goteborg	
(Sweden)		
Swedish Food Institute. Chalmers University of Technology-SIK/Int Union of Food Science and Technology. Symposium : Maillards reactions in food; physico-chemical, physiological and technological aspects.		
	(YB n° A 1610)	
Dr C Eriksson, SIK-The Swedish Food Institute. Fack, S-400023 Goteborg.		
1979 Sep 12-14	Brussels	
(Belgium)		
Int commission for Agricultural and Food Industries. Symposium Int : Les formations superieures en science et technologie alimentaires en Europa.		
P : 250.	(YB n° A 1518)	
CERIA, avenue Emile Gryzon 1, B-1070 Brussels.		
1979 Sep 17-19	Amsterdam (Netherlands)	
J H C van Heuven, Secretary, Philips Research Labs, Eindhoven, Netherlands.		
1979 Oct 1-5	Einsiedeln (Switzerland)	
Int Union of Food Science and Technology. Symposium : The role of ingredients in food acceptance. (YB n° A 1610)		
Prof J Solms, Dept of Science, Swiss Federal inst. of Techn., Universitätsstrasse 2, CH-8006 Zurich.		
1979 Oct 22-24	Stuttgart	
(Germany, Fed Rep)		
Int Federation of Automatic Control/Int Federation for Information Processing. 2nd Symposium on information control problems in manufacturing technology.		
	(YB n° A 1862/A 1828)	
VDI/DE-Gesellschaft Mess-und Regelungstechnik. Att. H Wiefels, Postfach 1139, D-4000 Dusseldorf 1, Germany, Fed Rep.		
1980 Apr 27-May 1	Cannes (France)	
Federation of Int Furniture Removers. Congress. P : 425.		
	(YB n° A 0947)	
rue de la Loi 81a, Bte 1, B-1000 Brussels.		
• 1980 Apr-May	(USA)	
World Phosphate Rock Institute. 2nd Int congress on phosphorus compounds : Separation of impurity elements from phosphate rock and from industrial phosphoric acid as route to the development of phosphorus compound uses.		
	(YB n° A 4443)	
8 rue de Penthièvre, F-75008 Paris.		

